

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La détermination du stock monétaire dans l'économie belge — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LA DÉTERMINATION DU STOCK MONÉTAIRE DANS L'ÉCONOMIE BELGE

Le matériel statistique qui sert à observer l'évolution des phénomènes monétaires dans l'économie doit être conçu de manière telle qu'il permette d'atteindre un triple objectif.

Tout d'abord — il va de soi — refléter, avec le plus de précision possible, les mouvements quantitatifs de la masse de monnaie d'une époque à l'autre.

En second lieu, s'intégrer dans l'ensemble des instruments de mesure des phénomènes agissant sur la situation monétaire, de façon que la comparaison des données fournies par les uns et les autres fasse ressortir l'origine des fluctuations de la masse de monnaie; ainsi, en analysant parallèlement le bilan des transactions internationales, les relevés de la Dette publique et le montant des facilités consenties par le système du crédit à l'économie nationale, on pourra rattacher avec plus de précision l'évolution du stock monétaire à l'action particulière de chacun des trois éléments suivants de la situation économique : balance des paiements, situation de Trésorerie, besoins de crédits de l'économie privée.

Enfin, les enseignements tirés de ces observations et de cette analyse doivent servir à interpréter et à expliquer l'ensemble des phénomènes qui ont caractérisé, au cours d'une certaine période, l'évolution de la situation générale de l'économie.

Les deux premiers de ces objectifs seront atteints si l'on dispose d'un matériel statistique qui mesure la grandeur du stock monétaire existant à un moment donné (1).

Mais ce recensement opéré par addition d'une série d'existences de monnaie ne fournit aucune indication quant à la partie de ces existences qui n'ont exercé aucune fonction monétaire dans l'intervalle de deux

époques de recensement, ni quant à la fréquence avec laquelle ces existences ont exercé la fonction monétaire dans cet intervalle; en d'autres termes, ce procédé de mensuration laisse indéterminée l'ampleur de la circulation monétaire réelle au cours d'une période observée (1).

Dès lors, la connaissance exacte de l'importance du stock monétaire à des époques quelconques et, par conséquent, des mouvements de celui-ci entre ces époques ne fournit pas un instrument statistique qui satisfasse aux besoins de l'analyse des problèmes généraux, troisième objectif assigné. Pour apprécier de façon plus précise l'influence qu'ont pu exercer, au cours de la période observée, les phénomènes monétaires sur la situation économique générale, il faudrait mesurer, par ailleurs, les fluctuations de la vitesse de circulation de la monnaie. En Belgique, les critères quantitatifs qui permettent de juger de ces fluctuations ne sont encore ni précis, ni nombreux et, de toute façon, ne s'appliquent pas aux mouvements de la monnaie fiduciaire. Certains repères, si

(1) Nous rejoignons ici la terminologie adoptée par l'économiste français Bertrand Nogaro, qui propose de désigner sous le nom de *stock monétaire* la masse monétaire considérée dans l'instantané et de *circulation monétaire* la masse monétaire considérée au cours d'une certaine période. « En effet », écrit M. Nogaro, « les unités monétaires dont l'existence (...) a été constatée se déplacent (...), à l'occasion des règlements successifs qu'elles servent à opérer, au cours de la période envisagée.

« C'est le total des sommes correspondant à ces paiements successifs qui nous indique le montant de la *circulation monétaire* au cours de cette période. Le total en est égal au stock monétaire multiplié par un coefficient correspondant au nombre moyen de déplacements de chaque unité monétaire. » (Cfr. Bertrand NOGARO, *La monnaie et les systèmes monétaires*, 1945, p. 28 sq.)

Dans le but de clarifier les notions, nous avons substitué l'intitulé « Statistique du stock monétaire en francs belges » à celui de « Circulation monétaire » dont nous usions auparavant. C'est le premier de ces concepts qui correspond à la nature des catégories recensées dans cette statistique.

imparfaits soient-ils, et les données extrinsèques réunies de l'observation des phénomènes non monétaires de l'économie peuvent, dès à présent, corriger les insuffisances de la statistique du stock monétaire comme instrument d'analyses plus générales.

Ces réserves précises ne peuvent être perdues de vue, chaque fois que l'on cherchera à interpréter la signification des données numériques de la statistique qui nous occupe — dont les défauts ont d'ailleurs peut-être été aggravés par un usage abusif.

Il reste néanmoins que ce recensement des instruments monétaires à un moment donné doit être opéré avec toute la précision possible. Le perfectionnement de la documentation en la matière nous ayant amenés à revoir le mode d'établissement de cette statistique, il nous a paru opportun d'exposer les principes qui sont à la base de ce calcul statistique et le contenu des divers éléments qui, ensemble, forment le stock monétaire total. D'autant plus que ce matériel statistique n'a plus été décrit depuis 1939 (1) et qu'entre-temps, des modifications substantielles y ont été apportées.

* * *

Les principes

Comme en 1939, la statistique du stock monétaire est établie, ainsi que le notait M. Dupriez, par addition d'une série d'éléments répondant à la définition de monnaie nationale : la monnaie fiduciaire comprenant les monnaies métalliques d'appoint émises par la Trésorerie, les billets de Trésorerie et ceux de la Banque Nationale de Belgique; la monnaie scripturale constituée par les avoirs en comptes à vue et à un mois au plus, en francs belges, appartenant à des résidents, auprès de la Banque Nationale, de l'Office des Chèques postaux, des banques privées et de certaines institutions financières habilitées à recevoir des dépôts à vue dont les montants ne sont pas repris dans les situations globales des banques établies en vertu de l'article 12 de l'arrêté du 9 juillet 1935. Tous ces avoirs en compte, transmissibles par virement de compte à compte ou par chèques, remplissent la fonction monétaire, c'est-à-dire qu'ils peuvent servir immédiatement au règlement de transactions sans qu'il faille passer par d'autres formes monétaires. Chaque fois que le cas s'est présenté, nous avons éliminé du recensement les avoirs temporairement indisponibles qui, momentanément, avaient perdu leur caractère d'instruments monétaires. On a accoutumé dans ce Bulletin de ne pas considérer comme tels les dépôts à terme — plus exactement à plus d'un mois — dans les institutions bancaires. Est-ce à dire que ces avoirs en compte ne peuvent en aucun cas exercer de fonction monétaire et servir aux règlements de transactions ? Sans aucun doute, on ne peut répondre à cette question par une négative absolue. Cependant,

(1) I.-H. DUPRIEZ. « L'évolution monétaire de la Belgique de 1925 à 1938 ». *Bulletin d'Information* d'avril 1939, p. 276.

il doit y avoir un écart considérable entre la vitesse de circulation de ces avoirs à terme et celle des instruments monétaires caractéristiques que sont les dépôts à vue. En outre, l'intention des déposants en constituant ces avoirs à terme est manifestement de ne pas les employer temporairement — sauf imprévu — à des fins de paiements. Enfin, si ces dépôts sont utilisés avant l'échéance convenue, ils apparaîtront, dans la plupart des cas, parmi les avoirs à vue. Aussi avons-nous opté pour l'orthodoxie des définitions.

* * *

Un second principe a été maintenu : comme auparavant, les encaisses des institutions émettant ou créant de la monnaie ne sont pas considérées comme constituant une partie du stock monétaire. Dans tous les cas où elles ont pu être déterminées, ces encaisses ont été éliminées du recensement ou déduites.

La monnaie fiduciaire, observait M. Dupriez, n'acquiert le caractère de « monnaie » et la valeur qui y est attachée que par sa sortie des caisses de l'Institut d'émission.

Les caractéristiques du processus de formation de la monnaie scripturale justifient l'application du principe que nous avons énoncé aux *encaisses des organismes bancaires*. Si les institutions financières qui ont reçu des dépôts en monnaie matérielle gardent celle-ci dans leurs caisses, ou la font refluer vers l'Institut d'émission, cette monnaie fiduciaire se trouve détruite au point de vue monétaire. Il y a simplement substitution d'une forme monétaire à une autre : les inscriptions en compte auxquelles ont donné lieu les dépôts reçus restent les seuls éléments du stock monétaire, qui ne se sera pas accru. Les organismes bancaires ne créent une masse monétaire additionnelle — de forme scripturale — que dans la mesure où, par leurs opérations de crédits, ils portent le montant des avoirs en compte du public dans l'ensemble du système bancaire à un niveau supérieur au montant des dépôts de monnaie fiduciaire que celui-ci a reçus primitivement.

Dans tous ces cas, les encaisses en monnaie matérielle des organismes qui font naître la monnaie scripturale apparaissent comme un double emploi.

De même, les avoirs en comptes qu'ont les uns chez les autres les divers organes de l'ensemble du système bancaire ne font pas partie du stock monétaire; la constitution de ces avoirs n'implique pas la création d'un volume supplémentaire de monnaie. Cette opération peut correspondre à un simple déplacement des encaisses à l'intérieur du système bancaire; ou encore à un transfert, d'organisme à organisme, de la charge de la distribution d'un certain volume de crédit et de l'émission monétaire qui en résulte. Ces comptes interbancaires ne servent d'ailleurs pas au règlement de transactions : leurs mouvements ne sont que le reflet du solde d'une masse de paiements effectués par ailleurs dans l'économie.

Quelle que soit l'incidence qu'exerce sur la création ultérieure de monnaie scripturale l'étiage des encaisses détenues en outre par l'ensemble des banques sous forme d'avoirs en comptes auprès de l'Institut d'émission, ceux-ci non plus n'exercent aucune fonction monétaire; pas plus que les créances à vue sur l'Institut d'émission détenues par les banques dans leurs encaisses sous forme de billets, auxquelles ils peuvent être assimilés, ces avoirs ne pourraient être incorporés dans le montant du stock monétaire à la disposition de l'économie sans créer un double emploi.

Dans le cas de l'encaisse de l'Office des Chèques postaux, la question se présente sous un aspect différent. Non pas dans le principe. Considéré du point de vue de son rôle dans le système monétaire, l'Office des Chèques postaux apparaît également comme une institution où se forme la monnaie scripturale.

On observera, en outre, que les opérations de l'Office aboutissent à la création d'une masse monétaire additionnelle. Car, quels que soient les liens juridiques et administratifs qui font de l'Office, dépendance de l'Administration des Postes, un rouage de l'Etat — avec cette conséquence que les dépôts des particuliers entrent dans la dette publique —, l'Office des Chèques, en tant qu'institution monétaire, exerce une action propre, distincte de celle de la Trésorerie; dont on pourrait dire que l'Office des Chèques fait, dans une certaine mesure, fonction de banquier: l'Office des Chèques agit comme si, à partir des dépôts reçus de sa clientèle, il dispensait au Trésor des facilités de crédit. En effet — sauf lorsque l'encaisse en billets de l'Office doit être renforcée —, le compte 505.00 du comptable centralisateur, qui enregistre une grande partie des dépenses que le Trésor effectue par l'intermédiaire de l'Office, est approvisionné de la façon suivante: l'Administration de la Trésorerie remet à l'Office des bulletins de versement, non pas accompagnés d'un montant égal de monnaie fiduciaire, mais seulement de récépissés de virement. Les dépenses de l'Etat effectuées par ce compte — en fait, celles des dépenses de l'Administration centrale qui ne sont pas opérées par la Banque Nationale (1) — donneront lieu à un gonflement des dépôts des particuliers auprès de l'Office. L'intervention de l'Office des Chèques ne se limite plus simplement à substituer une masse de monnaie scripturale à un montal égal de monnaie fiduciaire; par ses rapports avec la Trésorerie de l'Etat, l'Office des Chèques a créé une masse de monnaie nouvelle — de forme scripturale — qui vient accroître le stock monétaire à la disposition de l'économie (2).

La monnaie scripturale formée auprès de l'Office des Chèques par les dépôts en monnaie matérielle du

(1) Elles représenteraient, à l'heure actuelle, un tiers environ des dépenses budgétaires.

(2) Même dans le cas où les paiements effectués par l'Etat sont encaissés par les bénéficiaires en monnaie fiduciaire, on peut raisonner de même, en considérant qu'il y a en outre un mouvement de retrait immédiat de la part des particuliers.

public, ou créée par son activité pour compte du Trésor, s'est substituée à la monnaie fiduciaire, à concurrence du montant de cette monnaie que l'Office détient en caisse. En principe, cette encaisse devrait donc être éliminée du recensement statistique du stock monétaire. Malheureusement, l'application du principe se heurte ici à un état de fait: l'encaisse en monnaie fiduciaire de l'Office des Chèques est confondue avec celle de l'Administration des Postes. Or, les billets et pièces détenus par cette dernière — qui n'est pas un organisme à fonctions monétaires — gardent tout leur caractère de monnaie. Pour cette raison, on a résolu de déroger au principe et de ne pas exclure cette encaisse commune de la statistique. Il y a donc là, dans cette dernière, une erreur par excès; mais ce défaut ne peut vicier l'appréciation des mouvements du stock monétaire global que s'il se produit des fluctuations importantes dans le niveau de l'encaisse en monnaie fiduciaire de l'Office des Chèques postaux aux diverses échéances mensuelles.

En résumé donc, à cette seule exception près, la règle suivie dans l'évaluation statistique du stock monétaire a été d'exclure les encaisses de tous les organismes intervenant dans le système monétaire. « C'est, selon les termes de M. Dupriez, ce qui résulterait nécessairement de la centralisation de toute l'émission de monnaie en une seule main » (1).

La question se pose, néanmoins, de déterminer à quels éléments du stock monétaire va être appliquée la déduction des encaisses; cette imputation serait indifférente s'il s'agissait uniquement de mesurer le volume du stock monétaire global. Mais la statistique peut servir également soit à observer la structure de la circulation — c'est-à-dire l'importance respective des formes fiduciaire et scripturale —, soit à mesurer la contribution de chacun des organes ou catégories d'organes monétaires à la création du stock monétaire total. Dans la première hypothèse, la statistique ne vaudra que si on déduit du stock de monnaie fiduciaire les billets détenus dans les caisses des institutions monétaires et que si on élimine du total des avoirs en comptes à vue dans chaque institution, les comptes chez elle de l'ensemble des autres organismes. Dans la seconde hypothèse, au contraire, on déduirait des avoirs monétaires gérés par chaque organisme son encaisse propre.

C'est à la première solution que nous nous sommes arrêtés. On en trouvera plus loin les modalités détaillées. La statistique du stock monétaire, dans le détail de sa composition, ne peut donc servir qu'à suivre les fluctuations de la structure de la circulation.

* * *

La documentation statistique disponible avant-guerre ne permettait pas de distinguer, dans le stock monétaire en francs belges, les avoirs détenus par l'étranger. Depuis lors, le perfectionnement du

(1) L. DUPRIEZ, article cité, p. 276.

matériel statistique a permis de déterminer une partie importante de ces avoirs étrangers, tout au moins lorsqu'ils ont la forme scripturale. Dans la mesure où ils ont pu être recensés, ces avoirs ont été éliminés de la statistique du stock monétaire.

Ce procédé permet de mesurer avec une précision plus grande — sinon suffisante — l'incidence de la balance des transactions internationales sur la situation monétaire intérieure. Quand le revenu monétaire engendré à l'intérieur de l'économie nationale par les prestations de toute nature fournies à l'étranger, éventuellement accru des désinvestissements extérieurs ou des apports de l'épargne étrangère, reste supérieur au revenu monétaire dépensé pour obtenir de l'étranger des prestations de toute nature, éventuellement accru des apports de l'épargne nationale à l'étranger et des désinvestissements de l'étranger, un potentiel inflationniste s'accumule à l'intérieur de l'économie. Ce processus se manifeste dans la situation de l'ensemble du système bancaire d'une part : augmentation des avoirs nets sur l'étranger (en ce compris l'or monétaire) ou diminution des engagements nets vis-à-vis de l'étranger; dans l'économie, d'autre part, par une augmentation du stock monétaire à sa disposition, dans la mesure où le revenu monétaire nouveau ne prend pas la forme d'avoirs à terme dans le système bancaire. Dans l'hypothèse inverse d'une balance des paiements déficitaire, des phénomènes opposés se manifestent évidemment.

Cet accroissement ou cette contraction du stock monétaire doivent apparaître dans la statistique; parallèlement, le mouvement des avoirs et engagements extérieurs du système bancaire — y compris l'Institut d'émission — sera enregistré dans la statistique de la balance des paiements.

Or, les engagements à vue du système bancaire vis-à-vis de l'étranger — billets détenus par des non-résidents ou avoirs en compte à un mois au plus des non-résidents — présentent un caractère monétaire. Il importe donc de les extraire de la statistique du stock de monnaie, sous peine de vicier les rapprochements qui peuvent être opérés entre, d'une part, le bilan des paiements internationaux qui, du point de vue qui nous occupe, reflète les phénomènes ayant provoqué certaines fluctuations du stock monétaire et, d'autre part, la statistique de ce dernier, qui enregistre ces fluctuations; sous peine, en outre, de déformer cette statistique qui, sinon, n'accuserait plus les accroissements ou les contractions dont il a été question ci-dessus.

Pour ces raisons, les avoirs à vue détenus par l'étranger — chaque fois qu'ils ont pu être identifiés — ont été éliminés de la statistique. Ce principe n'a pu être appliqué au stock de monnaie fiduciaire : il est impossible d'évaluer le stock de billets détenu — ou plutôt thésaurisé — par les non-résidents; mais, sauf dans des circonstances assez exceptionnelles, ce phénomène ne prend probablement pas de très

grandes proportions. Une réserve doit être faite cependant ici, au sujet de la détention de billets belges dans le Grand-Duché de Luxembourg, dont le système monétaire repose en partie sur la monnaie fiduciaire belge; il y a donc là un élément d'imprécision que nous n'avons pu éviter. Une remarque similaire peut être faite à propos des comptes à l'Office des Chèques postaux : certains peuvent appartenir à des étrangers et n'ont pas été, à ce jour, isolés dans le total (1).

Il a paru utile de dresser le relevé des avoirs monétaires de non-résidents et de les communiquer en annexe de la statistique du stock monétaire à la disposition de l'économie. Nous avons souligné que les fluctuations du montant global de ces crédits à vue consentis par l'étranger à l'Institut d'émission et aux organismes bancaires belges étaient essentiellement fonction de l'allure de la balance des paiements extérieurs — compte tenu de l'évolution des autres engagements du système bancaire vis-à-vis de l'étranger (engagements à vue ou à terme en devises ou à terme en francs belges) et de ses avoirs sur l'étranger. Mais néanmoins, il faut considérer que, individuellement, ces avoirs monétaires peuvent immédiatement être utilisés par leurs détenteurs pour le règlement des transactions avec des résidents. Par conséquent, même si le volume global de ces avoirs ne se modifiait pas, ils feraient l'objet de multiples mouvements — qui se compenseraient finalement — et seraient le reflet de transactions de l'économie nationale avec l'étranger.

Le détail des éléments recensés à ce titre sera donné ci-après. Nous insisterons encore ici sur le fait que leur montant ne couvre qu'une partie des engagements en francs belges du système bancaire vis-à-vis de l'étranger, à savoir ceux d'entre eux qui présentent un caractère monétaire, c'est-à-dire les engagements à vue et à un mois au plus.

* * *

Avant d'aborder la description détaillée de chacun des éléments qui sont pris en considération pour la détermination du stock monétaire total, il nous reste à justifier le choix de la date de recensement. Celui-ci est, en principe, opéré au dernier jour du mois. Il n'est pas douteux qu'il y ait un inconvénient à faire coïncider le moment de l'observation et l'échéance mensuelle. Celle-ci exerce des répercussions sur le

(1) L'imprécision s'étend d'ailleurs au recensement de la monnaie scripturale dans les banques. Aux termes de la réglementation des opérations de change, les Grand-Ducaux sont évidemment considérés comme résidents. Les avoirs en francs belges appartenant à l'étranger ne comprennent donc pas nécessairement les comptes grand-ducaux.

Dans le même ordre d'idées, on remarquera que la statistique de la balance des paiements a, jusqu'à présent, été établie pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise dans son ensemble. La comparaison avec les mouvements du stock monétaire reste donc imparfaite. Pour remédier à cet état de choses, on pourrait envisager de déterminer le stock monétaire global de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise, mais la documentation est toujours très insuffisante à cet égard.

volume global de la masse monétaire et il est certain que l'ampleur de ces répercussions est plus forte aux échéances trimestrielles et surtout à l'échéance annuelle; de sorte que, non seulement le montant absolu du stock monétaire est influencé par les phénomènes caractéristiques aux époques d'échéance, mais même la comparaison du niveau du stock monétaire aux diverses fins de mois en est un tant soit peu affectée. De plus, il est probable que la structure du stock monétaire — c'est-à-dire sa composition en monnaie fiduciaire et monnaie scripturale — est temporairement altérée par la préparation des paiements d'échéance; on peut estimer que, si le recensement était opéré à une autre date, ou basé sur le calcul de moyennes mensuelles, l'importance relative de la circulation scripturale serait plus grande.

Quelles que soient les réserves théoriques qu'on puisse faire, le choix de la date d'observation est imposé par les faits: car la situation globale mensuelle des banques belges est établie au dernier jour du mois. Les éléments monétaires qui sont recensés d'après cette situation sont affectés par les conditions particulières à l'échéance, laquelle a déterminé des mouvements concomitants dans les autres constituantes du stock monétaire. Dès lors, il convenait, sous peine d'incohérence, de relever, à la même date, pour autant que faire se pût, toutes les données numériques de base de la statistique.

* * *

Le contenu statistique des divers éléments recensés

A la lumière des remarques de portée générale qui viennent d'être formulées, nous pouvons à présent entreprendre de décrire, avec plus de détails, comment sont déterminées les diverses données qui composent la statistique du stock monétaire. Dès lors, le contenu et la signification de celle-ci seront, nous semble-t-il, précisés.

STOCK DE MONNAIE FIDUCIAIRE. — Le recensement de celle-ci ne pose pas de problèmes particuliers. Cette partie du stock monétaire est constituée par la monnaie métallique de billon et d'appoint circulant pour compte du Trésor, par les billets de Trésorerie et par les billets de la Banque Nationale.

Les monnaies et billets du Trésor figurent ensemble à la colonne 1 du tableau ci-après. Les chiffres portés à cette colonne indiquent les montants totaux de la monnaie de Trésorerie sortie des caisses de la Banque Nationale qui les met en circulation. Le relevé de ces existences de monnaie est opéré au 3 de chaque mois pour les pièces métalliques, à fin de mois pour les billets.

Quant au montant des billets de la Banque Nationale figurant à la colonne 2, il est donné à fin de mois et couvre les billets sortis des caisses de la Banque.

Le stock de monnaie fiduciaire est déterminé à partir de ces éléments: du total de ceux-ci, on a déduit, conformément au principe énoncé plus haut, les encaisses en monnaie fiduciaire des banques et des organismes paraétatiques dont les dépôts à vue figurent à la colonne 3. Comme dans les documents comptables indiquant les montants des encaisses en monnaie fiduciaire détenues par ces divers organismes, aucune distinction n'est faite entre billets de la Banque Nationale et monnaies et billets de Trésorerie, nous avons dû opérer globalement la déduction pour déterminer le stock de monnaie fiduciaire à la disposition de l'économie. Nous rappellerons ici que l'encaisse de l'Office des Chèques postaux n'a pas été portée en déduction du montant du stock de monnaie fiduciaire, comme il eût été souhaitable; cette dérogation au principe, imposée par les faits, a été justifiée ci-avant.

LA MONNAIE SCRIPTURALE. — Le stock de monnaie scripturale est formé par les avoirs en francs belges inscrits dans les comptes à vue, ou à un mois au plus, détenus — en principe — par des résidents en Belgique auprès des organismes suivants:

- a) la Banque Nationale,
- b) l'Office des Chèques postaux,
- c) les banques de dépôts privées régies par les stipulations de l'arrêté du 9 juillet 1935, la Banque du Congo Belge et deux institutions financières paraétatiques qui reçoivent des dépôts à vue, à savoir le Crédit Communal et la Caisse Nationale de Crédit professionnel.

a) Parmi les comptes courants à la Banque Nationale ont été retenus les avoirs du Trésor public, des organismes régis par une loi spéciale (organismes paraétatiques) et des particuliers résidant en Belgique. Au contraire, sont éliminés du recensement, les comptes courants des banques à l'étranger et du Fonds Monétaire International, dont les avoirs interviennent dans le montant des engagements à vue en francs belges vis-à-vis de l'étranger, ainsi que les comptes courants des banques belges qui constituent une partie des encaisses du système bancaire; pour la même raison, on a déduit du montant des comptes appartenant aux organismes régis par une loi spéciale les avoirs de la Banque du Congo Belge, de la Caisse Nationale de Crédit professionnel et du Crédit Communal.

De même, divers comptes transitoires ont été laissés en dehors du champ d'application de la statistique, les avoirs portés à ces comptes ne présentant pas les caractéristiques d'instruments monétaires.

b) Le recensement des avoirs à l'Office des Chèques postaux soulève un problème plus délicat, par suite des caractéristiques de la comptabilisation des opérations de l'Office avec la Trésorerie. Aussi nous arrêterons-nous quelque peu, ci-après, à exposer le

mécanisme de fonctionnement des comptes des comptables de l'Etat, de façon à préciser leur signification monétaire.

L'Office des Chèques postaux donne, journallement, la situation des avoirs libres en comptes en opérant le départ entre les « avoirs des comptables de l'Etat » et les « avoirs des particuliers »; ces derniers sont, actuellement, subdivisés eux-mêmes en : « comptes des particuliers proprement dits » et « compte de la Banque Nationale de Belgique » (1). On sait qu'un compte, ouvert en vue de l'application de l'accord commercial et de paiement intervenu avec l'U.R.S.S., enregistre le mouvement de la créance à vue que ces transactions commerciales ont fait naître au profit de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S. : l'avoir que cette dernière s'était constitué de la sorte en son compte auprès de la Banque Nationale a été déposé par celle-ci à l'Office des Chèques postaux. Pour les raisons prérappelées, ces avoirs d'une banque centrale étrangère, bien que libellés en monnaie nationale, n'interviennent pas pour la détermination du stock monétaire en francs belges dans l'économie.

Quant aux « avoirs des particuliers proprement dits », ils sont recensés au dernier jour du mois sous déduction des éléments d'encaisse des divers organes du système monétaire : avoirs à l'Office des Chèques postaux de la Banque Nationale — son compte ordinaire a) —, des banques privées, de la Banque du Congo Belge, du Crédit Communal et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel.; les montants de ces avoirs sont fournis par la comptabilité propre de ces divers organismes.

Le stock de monnaie scripturale formé par les « avoirs en comptes chèques postaux », tel qu'il apparaît à la colonne 5 du tableau ci-dessous, comprend en outre une partie des « avoirs des comptables de l'Etat »; il s'agit de ceux de ces avoirs en comptes qui exercent des fonctions monétaires; pour en déterminer le montant, on a dû procéder par évaluation.

En effet, le montant des « avoirs en comptes des comptables de l'Etat », tel qu'il ressort des données journalières communiquées par l'Office des Chèques postaux, comprend divers éléments :

les avoirs des comptables ordinaires de recettes;

les avoirs des comptables extraordinaires, parmi lesquels figurent les trésoriers de l'Armée, les comptables bénéficiaires d'avances de fonds, les comptables de provision (greffiers des cours et tribunaux, provisions versées aux communes pour effectuer les dépenses incombant à l'Etat);

les avoirs de certains organismes paraétatiques (anciens services de l'Etat) dont l'Office des Chèques

(1) Dans les situations comptables publiées par l'Institut d'émission, cet avoir figure sous l'intitulé « Avoirs à l'Office des Chèques postaux — compte B » et est contre-balancé par un passif d'égale importance apparaissant parmi les comptes courants des banques à l'étranger sous l'intitulé « Accords de paiement b) ».

postaux n'a pas encore transféré les comptes parmi les « comptes des particuliers ».

On l'a vu ci-avant, la plus grande partie des dépenses du Trésor effectuées par l'intermédiaire de l'Office des Chèques postaux sont enregistrées par le compte 505.00 du comptable centralisateur, alimenté par des bulletins de versement de la Trésorerie et soldé quotidiennement.

Quant aux comptables ordinaires de recettes, ils ne peuvent dépenser que les sommes mandatées sur leur caisse et celles qu'ils sont autorisés à payer; les dépenses de l'Etat opérées de la sorte sont minimales par rapport aux avoirs en comptes de ces comptables.

Cette particularité explique que ces avoirs approvisionnés par les recettes des comptables ordinaires s'accumulent tout au long du mois, c'est-à-dire jusqu'au moment où ils sont soldés suivant un procédé comptable qui se ramène à l'annulation de ces avoirs.

En fait donc, le volume de monnaie scripturale transféré des avoirs des particuliers aux avoirs des comptables ordinaires du Trésor est détruit. Si les versements opérés aux comptes chèques postaux des comptables ordinaires par les redevables, au cours du mois, ont été effectués partiellement en monnaie fiduciaire, le reflux de billets dans l'encaisse de l'Office et l'annulation des avoirs en comptes des comptables en fin de mois aboutissent, de même, à la destruction d'un certain stock monétaire.

Si les perspectives sont faussées quant à ces mouvements, cela tient à ce que les comptes des comptables ordinaires sont soldés une fois par mois seulement, et non quotidiennement.

Par ailleurs, indépendamment de ces recettes mais simultanément, le Trésor effectue des dépenses par son compte 505.00. Nous avons montré antérieurement que ces dépenses déterminent en fait une création de monnaie scripturale.

Par conséquent, dans le cas où, pour les opérations effectuées via l'Office des Chèques postaux, les dépenses du Trésor sont inférieures à ses recettes, on assistera à une contraction du stock monétaire résultant de ce que la destruction, décrite ci-dessus, d'une quantité de monnaie n'aura pas été compensée par la création d'une quantité égale de monnaie. Dans le cas inverse, on assistera, au contraire, à un gonflement du stock monétaire scriptural ou fiduciaire; le pouvoir qu'a de la sorte le Trésor d'amener l'Office des Chèques postaux à créer de la monnaie scripturale n'est limité — sauf par le cadre budgétaire — que par la probabilité que les détenteurs de celle-ci la transforment en monnaie fiduciaire; car, dans cette éventualité, la reconstitution de l'encaisse des Chèques postaux, qui doit être assurée par le Trésor, est finalement conditionnée par le recours de celui-ci aux avances de l'Institut d'émission.

Dans la statistique du stock monétaire, la monnaie fiduciaire ou scripturale créée par les dépenses du

Trésor effectuées par l'entremise de l'Office des Chèques, est déjà recensée par ailleurs. Dès lors, on commettrait un double emploi si, dans le même temps, on prenait en considération les avoirs des comptables ordinaires, c'est-à-dire une quantité de monnaie dont la destruction est simplement retardée par suite des caractéristiques de l'organisation de la comptabilité de l'Office des Chèques postaux. Même si l'opération mensuelle de régularisation laisse subsister un certain montant dans les avoirs des comptables ordinaires, ce résidu provient de ce que l'opération n'est pas exécutée simultanément par tous les comptables et qu'elle ne porte que sur les avoirs connus par ceux-ci, à l'exclusion des opérations en cours. Ce solde accidentel des avoirs des comptables ordinaires du Trésor doit être négligé également dans la statistique.

Mais, en sus de ce solde, les « avoirs des comptables de l'Etat », après l'opération de régularisation, comprennent les montants inscrits aux comptes des comptables extraordinaires et des institutions parastatales dont les caractéristiques monétaires sont tout à fait différentes. D'une part, les comptables extraordinaires dépensent les avoirs inscrits à leur compte chèques postaux pour effectuer des paiements pour compte de l'Etat — c'est-à-dire que leurs comptes présentent un mouvement effectif qui confère à ces avoirs la qualité d'instrument monétaire. D'autre part, les institutions parastatales doivent être considérées comme des « particuliers » — distinctes du Trésor — et la confusion de leurs avoirs à l'Office des Chèques postaux avec les avoirs des comptables de l'Etat résulte uniquement d'un défaut de reclassement dans la comptabilité de l'Office.

On estime que les avoirs des comptables extraordinaires interviennent, *grosso modo*, à concurrence de 30 % dans les avoirs globaux des comptables de l'Etat, après l'opération de régularisation de fin de mois. C'est ce pourcentage que nous avons appliqué, pour la détermination du montant de la monnaie scripturale détenu par l'Etat qu'il convenait d'incorporer dans la statistique du stock monétaire global. Il s'agit donc d'une évaluation. Aussi peut-on considérer qu'elle couvre les avoirs des institutions parastatales dont le montant exact reste inconnu.

c) Le stock de monnaie scripturale constitué par les dépôts dans les banques privées, la Banque du Congo Belge, le Crédit Communal et la Caisse Nationale de Crédit professionnel constitue la colonne 6 du tableau. La détermination du montant de ces instruments monétaires ne soulève aucun problème particulier.

La situation globale des banques, arrêtée au dernier jour du mois et publiée mensuellement au *Moniteur*, et les indications recueillies par ailleurs fournissent le chiffre des dépôts et comptes courants à vue et à un mois au plus, en francs belges, appartenant

à leur clientèle résidant en Belgique (1), y compris les sociétés financières (2). Les avoirs inscrits sur les carnets de dépôts de la clientèle des banques ont été exclus du recensement : ces avoirs doivent être assimilés à des dépôts d'épargne et ne peuvent servir à opérer des paiements sans donner lieu à un retrait préalable.

Conformément au principe appliqué dans tous les autres cas, nous avons également négligé les comptes en francs belges des banquiers — dont les institutions de crédit parastatales —, maisons mères, succursales et filiales, situés en Belgique, ces avoirs constituant une partie de l'encaisse des rouages du système monétaire.

En ce qui concerne les soldes créditeurs en comptes courants à vue et comptes chèques en francs belges auprès de la *Banque du Congo Belge* en Belgique, relevés à fin de mois, il a été impossible de déterminer avec précision le montant des avoirs monétaires des résidents. En effet, ceux-ci sont confondus avec les avoirs des personnes physiques ou morales belges ayant leur siège dans la colonie, assimilées aux résidents par la réglementation des opérations de change.

Les statuts du *Crédit Communal* l'autorisent à recueillir des dépôts, notamment à vue ou à quinzaine : ces avoirs appartiennent, pour la plus grande partie, à des pouvoirs publics subordonnés et des établissements publics, et pour un faible montant à des particuliers. Les soldes à fin de mois de ces comptes ainsi que des comptes courants Fonds d'emprunts et Subsidés, qui exercent également des fonctions monétaires, ont été recensés dans la statistique.

Enfin, on a également tenu compte des dépôts à vue auprès de la *Caisse Nationale de Crédit professionnel*, dont le montant est resté, jusqu'à présent, fort peu important.

* * *

Pour compléter cet exposé, il reste à énumérer les éléments qui ont été pris en considération pour la détermination des avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges. Ceux-ci sont formés, pour une part assez importante, par les créances immédiatement exigibles des banques étrangères — instituts d'émission ou banques privées — sur le système bancaire belge. Ces organismes bancaires étrangers n'exercent aucune fonction dans le système monétaire intérieur et leurs rapports avec l'économie belge ne diffèrent pas de ceux des particuliers résidant en dehors du territoire national.

Dans le chef de la Banque Nationale de Belgique, les engagements à vue envers l'étranger tiennent

(1) Rappelons qu'une certaine confusion paraît s'être introduite entre les notions de résident en Belgique et de résident de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise.

(2) Définies par la circulaire du 30 décembre 1933, définissant les rubriques faisant l'objet des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 24 novembre 1937, comme « les sociétés dont l'activité consiste principalement en la gestion, l'émission ou le commerce de titres ou participations de sociétés commerciales ».

compte du solde des comptes courants des banques centrales étrangères résultant du jeu des accords de paiement (en ce compris le compte de la Banque d'Etat de l'U.R.S.S.) et des « autres comptes » des banques à l'étranger ainsi que du solde créditeur du compte en francs belges du Fonds Monétaire International (1).

Les avoirs monétaires en francs belges détenus par l'étranger dans les banques privées correspondent aux

(1) Les avoirs du Fonds en une devise doivent, à concurrence au minimum de 10 p. c. de la quote-part du membre, être tenus sous forme d'inscription en compte chez le dépositaire désigné — en l'occurrence, en Belgique, l'Institut d'émission — (Rules and Regulations, E. 2).

engagements de celles-ci vis-à-vis des banquiers, maisons mères, succursales et filiales, des déposants à vue et à un mois au plus et des sociétés financières non résidents.

Enfin, on recense également au même titre, à fin de mois, les engagements en francs belges de la Banque du Congo Belge vis-à-vis de l'étranger (2), parmi lesquels figurent les soldes créditeurs des comptes des succursales de la Banque établies dans la Colonie.

(2) Non compris les personnes physiques ou morales belges résidant dans la colonie.

* * *

Stock monétaire en francs belges

(en millions de francs)

Montants à fin de mois	A la disposition de l'économie belge									Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale			Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge	P. c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	(10)	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraséparatitiques (*)				
							(1)	(2)	(3)	
1947 Janvier	(5.273)	(73.917)	78.438	1.124	17.554	38.740	57.418	135.856	57,7	6.000
Février	(5.101)	(75.018)	79.322	1.563	15.859	37.210	54.632	133.954	59,2	5.418
Mars	(4.867)	(75.488)	79.524	1.818	16.393	37.689	55.900	135.424	58,7	5.952
Avril	(4.883)	(75.488)	80.044	1.181	16.463	37.591	55.235	135.279	59,2	6.161
Mai	(4.660)	(75.996)	80.183	1.262	16.856	37.871	55.789	135.972	59,0	6.238
Juin	(4.599)	(76.317)	79.916	1.886	16.968	38.991	57.845	137.761	58,0	6.110
Juillet	(4.555)	(77.597)	81.296	1.215	17.356	38.670	57.241	138.537	58,7	6.236
Août	(4.505)	(78.617)	82.318	1.076	16.853	37.884	55.813	138.131	59,6	6.353
Septembre	(4.496)	(79.283)	82.940	1.508	17.468	39.109	58.085	141.025	58,8	6.238
Octobre	(4.452)	(79.486)	83.057	1.181	17.669	40.180	58.930	141.987	58,5	6.710
Novembre	(4.463)	(79.110)	82.555	1.319	17.328	39.593	58.240	140.795	58,6	6.343
Décembre	(4.383)	(80.374)	83.803	1.757	17.767	39.009	58.533	142.336	58,9	7.585
1948 Janvier	(4.320)	(80.709)	84.156	812	17.601	39.037	57.450	141.608	59,4	8.073
Février	(4.428)	(80.017)	83.405	1.114	17.595	38.568	57.277	140.682	59,3	8.207
Mars	(4.645)	(78.331)	81.975	947	17.662	39.915	59.524	141.499	57,9	8.935
Avril	(4.708)	(79.047)	82.949	819	16.911	40.350	58.080	140.929	58,8	9.379
Mai	(4.701)	(78.811)	82.563	918	16.990	39.027	56.935	139.493	59,2	9.623
Juin	(4.697)	(79.894)	83.689	931	17.053	41.056	59.040	142.729	58,6	10.387
Juillet	(4.746)	(82.067)	85.877	699	18.008	40.317	59.024	144.901	59,3	9.846
Août	(4.769)	(82.219)	86.096	902	17.545	38.754	57.201	143.297	60,1	10.320
Septembre	(4.754)	(82.359)	86.132	899	18.326	38.998	58.223	144.355	59,7	10.159
Octobre	(4.727)	(82.954)	86.758	940	18.563	41.948	61.451	148.209	58,5	9.923
Novembre	(4.543)	(82.683)	86.287	878	17.959	40.588	59.425	145.712	59,2	10.498
Décembre	(4.503)	(84.861)	88.488	2.251	18.654	40.668	61.573	150.061	59,0	10.112
1949 Janvier	(4.480)	(83.870)	87.334	1.066	17.333	41.139	59.538	148.872	59,5	9.996
Février	(4.433)	(84.022)	87.532	954	17.226	39.281	57.461	144.993	60,4	9.942
Mars	(4.394)	(83.580)	86.998	998	17.421	40.911	59.330	146.328	59,5	9.439
Avril	(4.425)	(84.574)	88.044	891	17.428	40.969	59.288	147.332	59,8	9.112
Mai	(4.470)	(84.032)	87.564	974	18.903	41.041	60.918	148.482	59,0	9.047
Juin	(4.660)	(84.938)	88.495	1.027	18.981	42.791	62.799	151.294	58,5	9.151
Juillet	(4.696)	(86.805)	90.488	955	17.984	42.292	61.231	151.719	59,6	9.398
Août	(4.710)	(86.917)	90.670	954	18.727	43.508	63.189	153.859	58,9	9.179
Septembre	(4.400)	(87.588)	91.009	824	18.338	44.665	63.827	154.836	58,8	9.157
Octobre	(4.112)	(87.415)	90.502	616	18.265	43.694	62.575	153.077	59,0	8.230

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

Le tableau ci-avant donne l'évolution, depuis le 31 janvier 1947 (1), du stock monétaire en francs belges, calculé suivant la méthode qui vient d'être exposée, ainsi que des avoirs de l'étranger en comptes à vue — ou à un mois au plus — en francs belges. On a calculé, à chaque époque de recensement, l'importance relative de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire dont l'économie dispose.

Nous ne consacrerons pas ici un long commentaire aux mouvements que les chiffres font ressortir. En ce qui concerne l'évolution de la situation monétaire au cours des années 1947 et 1948, nous n'ajouterions rien aux descriptions dont elle a fait l'objet en temps

(1) Le Département d'Etudes se préoccupe de rassembler la documentation de base qui permettra de déterminer, de la même façon, l'évolution du stock monétaire au cours des premières années d'après-guerre. Pour l'avant-guerre, il ne semble pas que l'on puisse envisager de procéder au même travail, certaines données numériques — notamment les montants des avoirs en francs belges détenus par l'étranger — faisant défaut. Néanmoins, pour faciliter les comparaisons que l'on souhaiterait pouvoir opérer entre le volume du stock monétaire à diverses époques, nous donnerons ici, à titre de référence, les chiffres au début de l'année calculés à l'aide du matériel statistique existant auparavant. Une évaluation suivant les mêmes méthodes a été faite exceptionnellement pour les années 1947, 1948 et 1949. Le rapprochement de ces montants et des données du tableau ci-dessus, que nous faisons figurer en regard, introduira un élément de continuité dans les séries statistiques.

	Montant du stock monétaire (statistiques antérieures)	Montant du stock monétaire (statistique sur les nouvelles bases)
(En millions de francs)		
Au début de 1936.....	44.134	
» 1937.....	48.606	
» 1938.....	47.295	
» 1939.....	44.366	
» 1940.....	46.885	
» 1941.....	60.996	
» 1942.....	80.319	
» 1943.....	107.116	
» 1944.....	135.251	
Début octobre 1944.....	156.375	
Au début de 1945.....	74.164	
» 1946.....	134.797	
» 1947.....	151.326	
» 1948.....	156.390	142.336 (fin déc. 47)
» 1949.....	164.955	150.061 (fin déc. 48)
Début novembre 1949.....	168.837	153.077 (fin oct. 49)

voulu. Les phénomènes monétaires observés en 1949 seront analysés dans le prochain Rapport de la Banque Nationale.

Sans sortir du cadre de cet exposé consacré à la méthode, nous dégagerons ici quelques caractéristiques du gonflement du stock monétaire dans l'économie belge au cours des dix premiers mois de 1949, après que l'échéance de fin décembre 1948 a cessé de sortir ses effets. Ce gonflement tient essentiellement au boni de la balance des transactions internationales, au cours des trois premiers trimestres. Egalement, à partir de mars, au financement du déficit de Trésorerie. La contraction du volume des crédits accordés à l'économie privée au cours de cette période constitue, inversement, un facteur de diminution du stock monétaire, dont les effets n'ont pas suffi, tant s'en faut, à compenser les répercussions des deux premiers phénomènes.

Le mois d'octobre amène un renversement net de l'action de ces divers facteurs : le bilan des transactions internationales devient déficitaire et les avances du système bancaire à l'Etat se réduisent; malgré une certaine augmentation des crédits à l'économie privée, le stock monétaire se situe à un étiage moins élevé au 31 octobre qu'à la fin du mois précédent.

Il est typique d'observer que l'accroissement subi, au cours de cette année, par la quantité de monnaie dans l'économie n'a exercé aucun effet inflationniste. Au contraire, le climat psychologique créé par la baisse des prix internationaux et la détérioration des perspectives d'écoulement sur les marchés extérieurs ont provoqué un ralentissement de l'activité, une diminution de l'emploi et une tendance baissière des prix intérieurs. On en déduira que l'accroissement du stock monétaire a été plus que compensé par un ralentissement très net de la vitesse de circulation de la monnaie, et peut-être par une extension de la thésaurisation : en bref, toutes les observations concordent à témoigner d'un renforcement des encaisses dans les entreprises — et peut-être des particuliers — incités à différer l'emploi du revenu monétaire produit par leur activité antérieure.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie, qui fait suite à celle publiée dans notre *Bulletin* de juin 1949. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE.

- ALLOO, R. Le rôle des banques privées dans la vie économique du pays. (*Annales de sciences économiques appliquées, Louvain, VII, n° 2, juin 1949, pp. 135-149.*)
- Belgian loan heavily oversubscribed in Switzerland. (*The Statist, Londres, CL, n° 3722, 9 juillet 1949, pp. 46-48.*)
- Belgium and the dollar. (*The Statist, Londres, CL, n° 3722, 9 juillet 1949, pp. 40-42.*)
- Belgium and the franc. (*The Statist, Londres, CL, n° 3734, 1^{er} octobre 1949, pp. 406-408.*)
- Benelux crossroads. (*The Statist, Londres, CL, n° 3736, 15 octobre 1949, pp. 462-463.*)
- Dangers et incertitude de la « référence-or ». (*Etudes et Conjoncture, Economie française, Presses universitaires de France, Paris, IV, n° 3, mai-juin 1949, pp. 19-35.*)
- DELMOTTE, L. Devaluaties. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandlijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 18, 15 octobre 1949, pp. 951-964.*)
- DE VOGHEL, F. et GREGOIRE, A. Le statut légal des banques et le régime des émissions, 1935-1948. (*Bruxelles, Bruylant, 1949, 413 p.*)
- DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XV, n° 2, juillet 1949, pp. 3-37.*)
- Finances privées. — Aperçu : premier trimestre de 1949. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 5, mai 1949, pp. 752-755.*)
- FLORQUIN, A. Het landbouwcrediet in België. (*Collection de l'École des Sciences économiques de l'Université catholique de Louvain, n° 36, Louvain, 1949, 293 p.*)
- FRERE, M. Réforme du statut de la Banque Nationale de Belgique. Discours. (*Bruxelles, Banque Nationale de Belgique, 1948, 33 p.*)
- GORDON, G. Monetary policy in Belgium. (*The Banker, Londres, XCI, n° 283, août 1949, pp. 105-109.*)
- GROTIUS, Fr. Die europäischen Geldreformen nach dem zweiten Weltkrieg. (*Weltwirtschaftliches Archiv. Zeitschrift des Instituts für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, Band 63, Heft I, 1949, pp. 106-152.*)
- Is the sterling area losing ground? (*The Statist, Londres, CL, n° 3740, 12 novembre 1949, pp. 587-588.*)
- JACOBSSON, P. Centres of monetary stability. (*Skandinaviska Banken, Stockholm, XXX, n° 4, octobre 1949, pp. 81-84.*)
- JALABERT, M. Finances belges. (*L'Economiste européen, Paris, CVI, n° 2584, 24 juillet 1949, pp. 43-44.*)
- KUSTERS, W. Zwarte valutakoersen. (*Maand-schrift Economie, Tilburg, XIII, n° 12, septembre 1949, pp. 575-580.*)
- La dévaluation et ses conséquences pour la Belgique. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, n° 39, 28 septembre 1949, pp. 2019-2022.*)
- La situation monétaire du Congo belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IV, n° 46, 13 novembre 1949, pp. 359-360 et 365-366.*)
- Le crédit agricole en Belgique. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 4, avril 1949, pp. 598-602.*)
- LEGER, L.-Th. De l'escompte et de la mise en gage de la facture. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XIII, n° 7-8, 1949, pp. 241-253; n° 9-10, pp. 328-352.*)
- Le régime monétaire du Congo belge. (*Bulletin mensuel d'Informations générales et Revue des Marchés de la Banque du Congo Belge, Bruxelles, n° 20, août 1949, pp. 53-58.*)

- LISON, F. Crédits documentaires. Prochaines modifications aux règles et usances uniformes. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIII, n° 5-6, 1949, pp. 197-201.*)
- PEDERSEN, J. An evaluation of post-war monetary reforms. (*Weltwirtschaftliches Archiv, Zeitschrift des Instituts für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, Band 62, Heft 2, 1949, pp. 198-213.*)
- PINXTEN, K. De financiering van de buitenlandse handel door bankaccept. (*V.E.V.-Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 13, pp. 689-696.*)
- ROGER, Ch. Les finances privées. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XV, n° 4, juin 1949, pp. 24-31.*)
- Rubriques mensuelles sur les finances publiques et privées, les marchés monétaire et financier. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles.*)
- Service mensuel de conjoncture. Graphiques, tableaux et commentaires. (*Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain.*)
- SIMON, G. Existe-t-il un lien de droit entre le bénéficiaire d'un crédit documentaire irrévocable et confirmé et la banque à l'initiative de qui ce crédit a été ouvert ? (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIII, 1949, n° 9-10, pp. 320-327.*)
- Uneasiness at belgian monetary tactics. (*The Statist, Londres, CL, n° 3726, 6 août 1949, pp. 177-178.*)
- VANDERHULPEN, F. Evolution des opérations de la Trésorerie de 1940 à 1947 et de la situation de la Dette publique de 1935 à fin 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 4, avril 1949, pp. 578-584.*)
- VAN ROMPUY, V. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in resp. Mei-October 1949. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1675, 15 juin 1949, pp. 480-484; n° 1679, 13 juillet 1949, p. 561; n° 1684, 17 août 1949, pp. 660-664; n° 1688, 14 septembre 1949, pp. 740-744; n° 1692, 12 octobre 1949, pp. 820-824; n° 1697, 16 novembre 1949, pp. 920-924.*)
- VREDEGOOR, H.-W.-J.-A. Illusies omtrent de hardheid van de Belgische en Zwitserse frank. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1694, 5 octobre 1949, pp. 789-792.*)
- 2. BOURSE — EPARGNE.**
- Baisse des taux au marché des obligations. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IV, n° 44, 30 octobre 1949, pp. 343-346 et 352.*)
- BAUDHUIN, F. Investissements. (*Revue générale belge, Tournai, n° 42, avril 1949, pp. 916-921.*)
- Belgian loan heavily oversubscribed in Switzerland. (*The Statist, Londres, CL, n° 3722, 9 juillet 1949, pp. 46-48.*)
- Chronique financière. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, III, n° 8, août 1949, pp. 600-604.*)
- DE VOGHEL, F. et GREGOIRE, A. Le statut légal des banques et le régime des émissions, 1935-1948. (*Bruxelles, Bruylant, 1949, 413 p.*)
- Finances privées. — Aperçu : Premier trimestre de 1949. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, XXXV, n° 5, mai 1949, pp. 752-755.*)
- JALABERT, M. Finances belges. (*L'Economiste européen, Paris, CVI, n° 2584, 24 juillet 1949, pp. 43-44.*)
- JANNE, H. Travail et investissements. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles, L, n° 7-8, juillet-août 1949, pp. 632-636.*)
- La rentabilité des sociétés anonymes. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 8, août 1949, pp. 1147-1148.*)
- Le crédit à l'outillage artisanal en 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 6 et 7, juin-juillet 1949, pp. 935-940.*)
- Les émissions des sociétés belges et congolaises en 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 4, avril 1949, pp. 567-577.*)
- Les valeurs sterling aux bourses belges. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IV, n° 37, 11 septembre 1949, pp. 289-290 et 295-296.*)
- L'évolution des bénéfices des entreprises belges. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IV, n° 31, 31 juillet 1949, pp. 245-246 et 252.*)
- PEETERS, Fr. L'échange des titres belges au porteur. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XIII, 1949, n° 3-4, pp. 150-165; n° 5-6, pp. 202-237.*)
- Quatrième rapport relatif aux investissements. (*Bruxelles, Goemaere, 1949, 103 p.*)

Recueil financier 1949. LVI, tome I^{er}. (Bruxelles, Bruylant, 1949, 480 p.)

ROGER, Ch. Les finances privées. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain*, XV, n° 1, juin 1949, pp. 24-31.)

VAN ROMPUY, V. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in resp. Mei-October 1949. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXIV, n° 1675, 15 juin 1949, pp. 480-481; n° 1679, 13 juillet 1949, p. 561; n° 1684, 17 août 1949, pp. 660-661; n° 1688, 14 septembre 1949, pp. 740-741; n° 1692, 12 octobre 1949, pp. 820-821; n° 1697, 16 novembre 1949, pp. 920-921.)

3. PRIX — SALAIRES.

Allocations compensatoires. Aperçu sommaire du régime actuel. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles*, IV, 31 août 1949, pp. 1834-1843.)

BAUDHUIN, F. Prix, consommation, balance et revenus. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain*, XV, n° 1, juin 1949, pp. 173-196.)

COINTRE, R. De Belgische vakbeweging en de bepaling der loonhoogte. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXIV, n° 1688, 14 septembre 1949, pp. 729-731.)

La politique syndicale en matière de salaires. (*Service d'études de la Confédération des Syndicats chrétiens, Bruxelles*, 1949, 158 p.)

LECLERCQ, J. La liaison des salaires à l'index. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles*, III, n° 6, juin 1949, pp. 355-361.)

le PELLETIER, G. Quelques applications du salaire proportionnel en Belgique. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles*, III, n° 10, octobre 1949, pp. 696-699.)

van der WAL, G. Onderzoek naar de prijsverhoudingen van Belgische en Nederlandse eindfabrikaten. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXIV, n° 1677, 29 juin 1949, pp. 508-510.)

VINEL, E. Faut-il incorporer dans le salaire de base la cotisation patronale imposée par la loi relative à la Sécurité sociale des travailleurs ? (*Bulletin des Assurances, organe de l'Union professionnelle des Entreprises d'Assurances belges et étrangères opérant en Belgique, Bruxelles*, XXIX, n° 110, mai-juin 1949, pp. 303-319.)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES.

ADRIANI, P.-J.-A. De belastingstelsels van België, Nederland en Luxemburg. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXIV, n° 1688, 14 septembre 1949, pp. 728-729.)

ADRIANI, P.-J.-A. De ontwikkeling van de belastingen der vennootschappen. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXIV, n° 1692, 12 octobre 1949, pp. 812-813.)

ADRIANI, P.-J.-A. De voorgenomen belastingherziening in België en Nederland vergeleken met die in Frankrijk. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam*, XXXIV, n° 1690, 28 septembre 1949, pp. 769-771.)

ADRIANI, P.-J.-A. Vergelijking tussen de Belgische en Nederlandse belastingstelsels. (*Anvers, De Sikkel*, 1948, 105 p.)

BAKKER, O. Le budget 1949 de la Belgique et des Pays-Bas. (*Finances publiques, Alphen-aan-den-Rijn*, IV, 4, n° 3, 1949, pp. 240-252.)

Budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1949. (*Bulletin mensuel d'informations générales et Revue des marchés de la Banque du Congo Belge, Bruxelles*, n° 23, novembre 1949, pp. 241-243.)

DEFESCHE, P. Commentaire du code des droits de timbre. (*Bruxelles, rue des Francs*, 55, 1949, 430 p.)

GOEDSEELS, J. Le projet de loi contenant le code des impôts sur les revenus. (*Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales, nos 4-5, avril-mai 1949, pp. 99-121.*)

JANSSEN, A.-E. Les finances publiques belges en 1948. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain*, XV, n° 1, juin 1949, pp. 3-20.)

L'évolution du régime douanier au Congo belge. (*Bulletin mensuel d'Informations générales et Revue des Marchés de la Banque du Congo Belge, Bruxelles*, n° 17, mai 1949, pp. 263-270.)

LIEBAERT, H. Le problème fiscal. (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles, LXVI, n° 34, 1^{er} décembre 1949, pp. 703-707.*)

TIBERGHEN, A. Evenwicht tussen economie en fiscaliteit. (*V.E.V.-Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers*, XXIV, 15 juillet 1949, pp. 667-676; 31 août 1949, pp. 787-800.)

VANDERHULPEN, F. Aperçu des opérations en matière d'impôts au cours de l'exercice 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 8, août 1949, pp. 1131-1147.*)

VANDERHULPEN, F. Evolution des opérations de la Trésorerie de 1940 à 1947 et de la situation de la Dette publique de 1935 à fin 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 4, avril 1949, pp. 578-584.*)

5. FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

CORNIL, L. Réglementation des taxes industrielles pour l'exercice 1949. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, 13 juillet 1949, pp. 1523-1530.*)

KETELAER, C. Gemeentebelastingen. (*Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen, Bruxelles, IV, n° 3, mai 1949, pp. 118-123.*)

VANDERHULPEN, F. Evolution de la dette des administrations et établissements publics locaux de 1939 à fin 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut National de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 5, mai 1949, pp. 756-769; n°s 6 et 7, juin-juillet 1949, pp. 918-933.*)

VANDERHULPEN, F. La réforme des finances provinciales. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 10, octobre 1949, pp. 1609-1625.*)

6. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT.

DECLERCQ, J. Sociaal en administratief verweer tegen de misbruiken in zake sociale veiligheid. (*De Gids op maatschappelijk gebied, n°s 6-7, juin-juillet 1949, pp. 700-707.*)

GOSSERIES, F. Missions des organismes officiels du logement. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, II, n° 3, juin 1949, pp. 29-35.*)

Le crédit aux classes moyennes. (*Bulletin d'Information de l'Institut d'Etudes économiques et sociales des Classes moyennes, Bruxelles, n° 11, novembre 1949, pp. 9-14.*)

Le rapport de l'Office national de Sécurité sociale pour l'exercice 1948. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, L, n° 10, octobre 1949, pp. 1072-1093.*)

Les tendances de la sécurité sociale dans la période d'après-guerre. (*Revue internationale du Travail, publication du Bureau international du Travail, LIX, n° 6, juin 1949, pp. 731-749; LX, n° 1, juillet 1949, pp. 30-54.*)

TROCLET, L.-E. La sécurité sociale en Belgique. Tome I. Problèmes belges de la sécurité sociale. (*Bruxelles, Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, 1949, 364 p.*)

7. RECONSTRUCTION — REEQUIPEMENT.

GOSSERIES, F. Missions des organismes officiels du logement. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, II, n° 3, juin 1949, pp. 29-35.*)

HULPIAU, R. Werkverschaffing en oprichting van nieuwe nijverheidstakken. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Algemeen Christelijk Werkersverbond, Bruxelles, XI, n°s 6-7, juin-juillet 1949, pp. 707-714.*)

JACQUEMYNS, G. Quelques aspects du problème du logement en Belgique. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, II, n° 4, août 1949, pp. 3-18.*)

La rentabilité des sociétés anonymes. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 8, août 1949, pp. 1147-1148.*)

Le crédit agricole en Belgique. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n° 4, avril 1949, pp. 598-602.*)

Le crédit à l'outillage artisanal en 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXV, n°s 6-7, juin-juillet 1949, pp. 935-940.*)

LENAERTS, H. Kredieten voor woningbouw. (*De Christelijke Werkgever, uitgave van de Federatie der Christelijke Werkgevers van België, Anvers, V, n° 10, octobre 1949, pp. 373-379.*)

L'évolution des bénéficiaires des entreprises belges. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, IV, n° 31, 31 juillet 1949, pp. 245-246 et 252.*)

MARECHAL, E. Habitation et construction. Aspects économiques et techniques. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail en Belgique, Bruxelles, III, n° 7-8, juillet-août 1949, pp. 390-416.*)

MIRY, R. L'aide de l'Etat aux industries nouvelles. (*Bulletin de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, XLVIII, n° 137, août-septembre-octobre 1949, pp. 554-556.*)

Où en est l'application de la loi De Taeye ? (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, II, n° 3, juin 1949, pp. 18-23.*)

PAQUAY, J. Le logement des classes moyennes. (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, II, n° 3, juin 1949, pp. 5-12.*)

ROYER, R. La coopérative de propriétaires « Bâtir par la Coopération ». (*L'Habitation, revue d'Etude et d'Information de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, II, n° 4, août 1949, pp. 19-27.*)

VANDEPUTTE, R. Le financement de l'industrie belge. (*Revue commerciale Pays-Bas-Belgique-Luxembourg, organe de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, octobre 1949, pp. 6-8.*)

VANDERVEKEN, G. L'œuvre de l'habitation à bon marché. (*Problèmes, Revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail en Belgique, Bruxelles, III, n° 7-8, juillet-août 1949, pp. 442-451.*)

VASANNE, A. La construction. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XV, n° 1, juin 1949, pp. 95-117.*)

ZEGHERS, O. De herziening van de wet tot herstelling van de oorlogsschade aan private goederen. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 19, 31 octobre 1949, pp. 1007-1016.*)

8. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.

Accord de paiements et de compensations entre les pays européens pour 1949-1950. (*Paris, Organisation Européenne de Coopération Economique, 1949, 44 p.*)

Anglo-Belgian trade resumed. (*The Statist, Londres, CL, n° 3742, 26 novembre 1949, pp. 640-641.*)

British policy on sterling convertibility. (*The Statist, Londres, CXLIX, n° 3720, 25 juin 1949, pp. 6-9.*)

COLLIN, E. België en het Marshall-plan. (*V.E.V.-Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 12, 30 juin 1949, pp. 615-620.*)

Convertibility within Europe. (*The Banker, Londres, XCII, n° 287, décembre 1949, pp. 146-149.*)

COPPOLA D'ANNA, F. Una unione monetaria in regime di inconvertibilità. (*Bancaria, Rassegna dell'Associazione bancaria italiana, Rome, V, n° 9, septembre 1949, pp. 757-763.*)

de VRIES, E. De omvang der internationale investeringen. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1684, 27 juillet 1949, pp. 593-596.*)

EKKER, M.-H. A scheme of international compensation. (*Econometrica, Journal of the Econometric Society, Chicago, XVII, n° 2, avril 1949, pp. 150-153.*)

Europe's view on sterling. (*The Statist, Londres, CXLIX, n° 3720, 25 juin 1949, pp. 10-12.*)

« Fritalux ». (*The Economist, Londres, CLVII, n° 5541, 5 novembre 1949, pp. 1018-1019.*)

GROENEVELD, G.-W. Enige aspecten van het West-Europese handels- en betalingsverkeer. (*Economie, tijdschrift voor algemeen economische, bedrijfseconomische en sociale vraagstukken, Tilburg, XIII, n° 8-9, mai-juin 1949, pp. 390-416.*)

HARTHOORN, M.-A.-G. De economische unie van de Marshall-landen. (*Economie, tijdschrift voor algemeen economische, bedrijfseconomische en sociale vraagstukken, Tilburg, XIII, n° 12, septembre 1949, pp. 581-586.*)

JANSEN, A. De buitenlandse handel van Europa; de oorzaak der moeilijkheden. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1691, 5 octobre 1949, pp. 792-793.*)

JONKHART, L.-J.-M. Devaluaties en vrijmaking van het Europees betalingsverkeer. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1692, 12 octobre 1949, pp. 811-812.*)

KEESING, A.-G. De moeilijkheden van het inter-Europese betalingsverkeer. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1680, 20 juillet 1949, pp. 568-570.*)

KEESING, F.-A.-G. The intra european payments. (*Quarterly review, Amsterdamsche Bank, Amsterdam, n° 86, octobre 1949, pp. 1-14.*)

KLEIN, L.-R. A scheme of international compensation. (*Econometrica, Journal of the Econometric Society, Chicago, XVII, n° 2, avril 1949, pp. 145-149.*)

Les crédits du plan Marshall. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, n° 39, 28 septembre 1949, pp. 2030-2033.*)

MEEUS, M. La répartition des crédits Marshall. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XIV, n° 37, 14 septembre 1949, pp. 1947-1949, 1926-1928.*)

MILHAUD, E. Pour la libération des échanges internationaux. Le chèque compensation. (*Genève, 1949, 44 p.*)

MULDERS, Th.-H. De trekkingsrechten. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1676, 22 juin 1949, pp. 495-497.*)

MULDERS, Th.-H. Verlaging van trekkingsrechten noodzakelijk? (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1677, 29 juin 1949, pp. 510-512.*)

PLOUVIER, W. Enkele beschouwingen bij de pogingen tot herstel van het multilateralisme. (*V.E.V.-Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 13, 15 juillet 1949, pp. 677-688; n° 14, 31 juillet 1949, pp. 723-732.*)

Répartition des droits de tirage accordés par l'U.E.B.L. en vertu du plan Marshall. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, n° 38, 21 septembre 1949, pp. 1976-1979.*)

ROBERTSON, D.-H. Britain and European recovery. (*Lloyds Bank Review, new series, Londres, n° 13, pp. 1-13.*)

The future of O.E.E.C. (*The Economist, Londres, CXLIX, n° 3740, 29 octobre 1949, pp. 932-933.*)

W. P. Om en rond het Marshall-plan. (*V.E.V.-Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, 31 août 1949, pp. 809-814.*)

9. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX.

Accord de pré-union entre le Royaume des Pays-Bas et l'Union économique belgo-luxembourgeoise. (*Supplément au Bulletin commercial de l'Office belge du Commerce extérieur, n° 15, 20 septembre 1949.*)

ADRIANI, P.-J.-A. De belastingstelsels van België, Nederland en Luxemburg. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1688, 14 septembre 1949, pp. 728-729.*)

ADRIANI, P.-J.-A. De voorgenoemen belastingherziening in België en Nederland vergeleken met die in Frankrijk. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1690, 28 septembre 1949, pp. 769-771.*)

ADRIANI, P.-J.-A. Vergelijking tussen de Belgische en Nederlandse belastingstelsels. (*Anvers, De Sikkel, 1948, 103 p.*)

Are prospects for Benelux improving? (*The Banker, Londres, XCII, n° 287, décembre 1949, pp. 155-158.*)

BAKKER, O. Le budget 1949 de la Belgique et des Pays-Bas. (*Finances publiques, Alphen-aan-den-Rijn, IV, 4, n° 3, 1949, pp. 240-252.*)

Benelux and the future. (*The Statist, Londres, CL, n° 3731, 10 septembre 1949, pp. 322-323.*)

Benelux crossroads. (*The Statist, Londres, CL, n° 3736, 15 octobre 1949, pp. 462-463.*)

De devaluatie van de gulden. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1689, 21 septembre 1949, p. 748.*)

De economische toestand in Nederland. (*Economisch-Statistisch Kwartalbericht, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, nieuwe reeks, III, n° 3, septembre 1949, pp. 68-74.*)

de GUCHTENEERE, A. De invloed van de Benelux op de geld- en kapitaalmarkt. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1681, 27 juillet 1949, pp. 588-590.*)

de GUCHTENEERE, A. en GREIDANUS. De invloed van de Benelux op de geld- en kapitaalmarkt. (*Nederlandsche Spaarbankbond, 1949, 32 p.*)

Financial and economic conditions in the Netherlands. Second and third quarter 1949. (*Quarterly Review, Amsterdamsche Bank — Incasso Bank, n° 85, juillet 1949, pp. 11-39; n° 86, octobre 1949, pp. 15-48.*)

HAMBURGER, R.-A. Berekening en raming van het effect van de devaluatie. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1693, 19 octobre 1949, pp. 834-838.*)

HEMMER, C. L'apport du Grand-Duché de Luxembourg à l'Union Economique néerlando-belgo-luxembourgeoise. (*Chronique du Centre belge d'Etudes économiques et sociales, Bruxelles, n° 3, août 1949, pp. 22-32.*)

- Het standpunt van het V.E.V. ten overstaan van de toepassingsmodaliteiten der vóór-unie. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 19, 31 octobre 1949, pp. 1017-1020.*)
- Holland after the devaluation. (*The Statist, Londres, CL, n° 3737, 22 octobre 1949, pp. 496-498.*)
- INGENBLEEK, J. Problèmes monétaires et économiques. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, XLVIII, n° 136, mai-juin-juillet 1949, pp. 390-397.*)
- KEESING, F.-A.-G. L'aspect monétaire de Benelux. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, XLVIII, n° 136, mai-juin-juillet 1949, pp. 509-514.*)
- KYMMELL, J. De vóór-unie met België en Luxemburg. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1695, 2 novembre 1949, pp. 868-870.*)
- La situation sociale aux Pays-Bas. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, IV, 2 novembre 1949, pp. 2287-2291.*)
- La taxe de transmission. (*Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques « Fabrimétal », Bruxelles, n° 162, 1^{er} août 1949, pp. 612-615.*)
- LAUFENBURGER, H. Les conditions fiscales des unions économiques. (*Bulletin de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, XLVIII, n° 135, mars-avril 1949, pp. 293-299.*)
- Lonen en werkgelegenheid. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1694, 26 octobre 1949, pp. 848-849.*)
- MANNOURY, J. Les problèmes sociaux néerlandais et l'Union économique Benelux. (*Chronique du Centre belge d'Etudes économiques et sociales, Bruxelles, n° 3, août 1949, pp. 13-21.*)
- MEY, A. De miljoenennota 1950. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1693, 19 octobre 1949, pp. 831-834.*)
- PARKER, A. Benelux. (*Lloyds Bank Review, Londres, n° 14, octobre 1949, pp. 32-54.*)
- PLOUVIER, W. Enkele beschouwingen bij de pogingen tot herstel van het multilateralisme. (*V.E.V.-Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXIV, n° 13, 15 juillet 1949, pp. 677-688; n° 14, 31 juillet 1949, pp. 723-732.*)
- PONSEN, H. Verleden en toekomst van de rente in Benelux. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1695, 2 novembre 1949, pp. 875-877.*)
- Rapport sur les conversations ministérielles néerlando-belgo-luxembourgeoises tenues à La Haye, du 10 au 13 mars 1949. (*Revue commerciale Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, publication de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, n° 7, juillet 1949, pp. 8-15.*)
- ROEMERS, D. Het reële loonpeil in Nederland. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1697, 16 novembre 1949, pp. 908-910.*)
- The Benelux achievement. (*The Statist, Londres, CL, n° 3737, 22 octobre 1949, pp. 494-496.*)
- VAN DER POEL, J. Omzetbelasting (Nederland). (*Zwolle, Tjeenk Willink, 1949, 391 p.*)
- van der WAL, G. Onderzoek naar de prijsverhoudingen van Belgische en Nederlandse eindfabrikaten. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1677, 29 juin 1949, pp. 508-510.*)
- van DONGEN TORMAN, D.-H. Een evenwichtige betalingsbalans in 1952? (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1698, 23 novembre 1949, pp. 935-937.*)
- van MUISWINKEL, M.-F. Taxe sur le chiffre d'affaires et taxe de transmission. (*Revue commerciale Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, publication de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, n° 7, juillet 1949, pp. 5-7.*)
- VERRIJN-STUART, M.-G.-M. Quelques problèmes monétaires concernant l'Union économique Benelux. (*Comptes rendus de la Société d'Economie politique de Belgique, Bruxelles, n° 188, mai 1949, 22 p.*)
- Vóór-unie en devaluatie. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXIV, n° 1692, 12 octobre 1949, pp. 808-809.*)
10. GENERALITES.
- BAUDHUIN, F. Crise ou normalisation. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, XLVIII, n° 136, mai-juin-juillet 1949, pp. 374-378.*)

BAUDHUIN, F. La méthode belge à l'épreuve. (*Revue générale belge, Tournai, n° 43, mai 1949, pp. 132-138.*)

De economische toestand van België. (*Economisch-Statistisch Kwartaalbericht, Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, III, n° 3, septembre 1949, pp. 78-82.*)

De economische toestand in de Belgische Kongo. (*Economisch-Statistisch Kwartaalbericht, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, III, n° 2, juin 1949, pp. 44-48.*)

DUPRIEZ, L.-H. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XV, n° 2, juillet 1949, pp. 3-37.*)

FEYERICK, Y. Discours prononcé à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique, le 17 mai 1949. (*Annuaire 1949 de la Fédération, pp. 3-45.*)

L'économie belge en 1948. (*Ministère des Affaires économiques, Bruxelles, Goemaere, 1949, 278 p.*)

MASOIN, M. La situation économique du Congo belge. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XV, n° 1, juin 1949, pp. 153-172.*)

MEEUS, M. Vers l'Union économique européenne. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, III, n° 7, juillet 1949, pp. 485-494.*)

SERMON, L. L'Union économique européenne. (*Bruxelles, Comité national belge de la Ligue européenne, 1949, 74 p.*)

Service mensuel de conjoncture. Graphiques, tableaux et commentaires. (*Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain.*)

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur* belge, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique et sociale générale
- II. — Législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation relative au rationnement et au ravitaillement
- XI. — Législation en matière de restauration et de dommages de guerre

I — LEGISLATION ECONOMIQUE ET SOCIALE GENERALE

Arrêté du Régent du 21 novembre 1949
modifiant l'arrêté du Régent du 6 juillet 1948, relatif à l'octroi d'une allocation compensatoire à certaines catégories de personnes (*Moniteur*, 25 novembre 1949, p. 40474).

Arrêté du Régent du 23 novembre 1949
déterminant les conditions d'électorat pour la constitution des conseils d'entreprises et la procédure relative à la confection des listes électorales (*Moniteur*, 25 novembre 1949, p. 40483).

II — LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté ministériel du 12 octobre 1949
portant approbation du règlement du 11 octobre 1949 sur les coefficients bancaires. — Exécution de l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, modifié par l'article 8 de l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939. — Errata (*Moniteur*, 7-8 novembre 1949, p. 40147).

Arrêtés du Régent du 28 octobre 1949
relatifs au renouvellement des obligations de la Dette à 3 p. c., 1^{re} et 3^e série (*Moniteur*, 10 novembre 1949, p. 40202).

Septième arrêté ministériel du 10 novembre 1949
relatif aux modalités de rachat d'obligations de l'Emprunt d'assainissement monétaire. — Mesures en faveur des sinistrés (*Moniteur*, 30 novembre 1949, p. 40605).

Arrêté du Régent du 18 octobre 1949
modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (*Moniteur*, 10 novembre 1949, p. 40198).

Vu la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs bloqués ou temporairement indisponibles, notamment l'article 5;

Vu les arrêtés ministériels des 17 octobre 1946, 6 et 7 mai 1947, 20 septembre 1947, 5 février 1948 et 18 novembre 1948 relatifs aux modalités de rachat d'obligations de l'Emprunt d'assainissement monétaire;

Vu la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés;

Vu l'arrêté du Régent du 7 novembre 1947 relatif au mode d'évaluation des dommages de guerre aux biens privés;

Considérant qu'il y a lieu de permettre aux personnes ayant subi des dommages importants par faits de guerre, de restaurer leurs biens sinistrés ou d'alléger leur situation financière;

Considérant qu'à cette fin, il convient d'étendre à ces personnes, titulaires de comptes de l'Emprunt d'assainissement monétaire, la possibilité de rachat de leurs obligations par le Trésor;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 4 novembre 1949,

Article 1^{er}. — Sans préjudice des mesures de rachat actuellement en vigueur, les versements en espèces effectués en paiement des impôts spéciaux ou extraordinaires créés par les lois des 15, 16 et 17 octobre 1945 seront affectés, dans les limites des disponibilités et selon les modalités et conditions visées aux articles ci-après, au rachat au pair des obligations de l'Emprunt d'assainissement monétaire appartenant à des personnes physiques ou morales qui ont subi des dommages de guerre à leurs biens privés.

Art. 2. — Peuvent demander l'application du présent arrêté, les sinistrés qui, à la fois :

1^o ont droit à l'intervention financière de l'Etat, établie par la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés;

2^o ont subi, à des immeubles bâtis ou à des bateaux, des dommages atteignant au moins 66 p. c. de la valeur de ces biens.

Art. 3. — Le rachat des obligations ne s'effectue qu'en faveur du sinistré ou, en cas de décès, de son conjoint et de ses héritiers en ligne directe.

Art. 4. — Sont exclus du bénéfice du présent arrêté, les cessionnaires des droits aux dommages de guerre désignés aux articles 50 et 51 de la loi du 1^{er} octobre 1947, sauf, toutefois, si le transfert du droit à l'indemnité est la conséquence de la transformation d'une personne morale.

Art. 5. — Le montant des obligations de l'Emprunt d'assainissement monétaire susceptibles d'être rachetées, dans chaque cas, est limité à la valeur des dommages au 31 août 1939, fixée forfaitairement par le Ministre de

la Reconstruction. Toutefois, le montant du rachat ne pourra dépasser 500.000 francs.

Art. 6. — Le rachat des obligations est subordonné à la production de la preuve que le sinistré ou les ayants droit mentionnés aux articles 3 et 4 ont satisfait aux obligations fiscales résultant des lois des 15 et 16 octobre 1945.

L'autorisation de rachat n'emporte aucune reconnaissance quant à la réalité ou à l'importance du dommage de guerre déclaré.

Art. 7. — La demande de rachat doit être introduite par le sinistré ou ses ayants droit, auprès de la direction provinciale des dommages de guerre appelée à connaître des dommages subis. Elle sera établie, sur formulaire spécial, à délivrer par les directions provinciales ou par les coopératives de sinistrés.

L'opération de rachat sera réalisée dès que la preuve dont il est question à l'article 6 aura été fournie au service compétent du Ministère des Finances, sur demande de celui-ci.

Art. 8. — Les intérêts afférents aux obligations rachetées cesseront de courir à compter de la date-valeur du rachat; ils seront réglés aux intéressés par l'établissement financier ou l'organisme gérant le compte, dans la première quinzaine du mois de janvier qui suit l'opération de rachat.

Art. 9. — Le directeur général de la trésorerie et de la dette publique et le directeur général de l'administration des dommages de guerre aux biens privés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Arrêté ministériel d'exécution du 17 novembre 1949 de l'arrêté-loi du 22 juin 1945 relatif à la déclaration de paiements faits, sous l'occupation, par ou pour compte des autorités, organismes, entreprises et ressortissants soit allemands, soit établis dans un pays occupé par l'Allemagne (Moniteur, 21-22 novembre 1949, p. 10394).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté du Régent du 20 octobre 1949

accueillant une requête déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution, et relative à la fabrication des barres d'acier étirées et tournées (Moniteur, 31 octobre-1^{er} novembre 1949, p. 10028).

Jusqu'au 31 décembre 1950, il est interdit à tout producteur de barres d'acier étirées et tournées, définies par l'arrêté, d'en produire annuellement dans une proportion qui excède 80 p. c. de la capacité de production de l'ensemble de ses installations établies à la date du 16 avril 1947.

Jusqu'au 31 décembre 1950, il est interdit d'installer ou de mettre en activité des moyens de production destinés à la fabrication des produits tombant sous l'application du présent arrêté qui soient supplémentaires à ceux existant à la date du 16 avril 1947, sauf dérogations accordées conformément à l'article 20 de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935.

Arrêté du Régent du 20 octobre 1949

accueillant une requête déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution et relative à l'industrie de la boulonnerie (Moniteur, 5 novembre 1949, p. 10087).

Cet arrêté interdit jusqu'au 31 décembre 1949, à tout producteur des produits de boulonnerie, d'en produire annuellement dans une proportion qui excède 75 p. c. de la capacité de production de l'ensemble de ses installations établies à la date du 2 décembre 1938.

De même, jusqu'au 31 décembre 1949, il est interdit d'installer ou de mettre en activité des moyens de production destinés à la fabrication des produits de boulonnerie tombant sous l'application du présent arrêté qui soient supplémentaires à ceux existant à la date du 2 décembre 1938, sauf dérogation accordée conformément à l'article 20 de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935.

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté du Régent du 25 octobre 1949

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire de Soutien des

Chômeurs involontaires (Moniteur, 31 octobre-1^{er} novembre 1949, p. 10031).

Les dispositions de cet arrêté concernent l'indemnisation de chômage féminin.

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté ministériel du 10 octobre 1949

portant réglementation de la distribution des combustibles. — Erratum (Moniteur, 27 novembre 1949, p. 10540).

Arrêté ministériel du 3 novembre 1949

abrogeant l'arrêté ministériel du 8 juin 1946 réglementant la fabrication et le commerce de pain de ménage, de certains petits pains et pains français et fixant le prix de vente de ces produits (Moniteur, 6 novembre 1949, p. 10115).

Arrêté du Régent du 10 novembre 1949

octroyant des subventions spéciales aux négociants en céréales agréés (Moniteur, 25 novembre 1949, p. 10480).

Arrêté ministériel du 17 novembre 1949

abrogeant l'arrêté ministériel du 25 octobre 1949 déterminant les conditions d'écoulement des cafés détenus en stock, ainsi que des quantités de cafés à importer en exécution de contrats conclus avant le 20 septembre 1949 (Moniteur, 20 novembre 1949, p. 10379).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté du Régent du 5 novembre 1949

modifiant l'arrêté du Régent du 19 février 1949 relatif à l'écorçage des bois résineux importés (Moniteur, 23 novembre 1949, p. 10428).

Arrêté ministériel du 12 novembre 1949

modifiant l'arrêté ministériel du 17 août 1948 relatif aux entrepôts fictifs (Moniteur, 28-29 novembre 1949, p. 10571).

Arrêté du Régent du 10 novembre 1949

modifiant l'article 354 du règlement général sur le service des entrepôts des douanes (Moniteur, 28-29 novembre 1949, p. 10570).

Arrêté du Régent du 17 novembre 1949

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 24 novembre 1949, p. 10444).

Arrêté du Régent du 23 novembre 1949

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 28-29 novembre 1949, p. 10570).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté du Régent du 10 novembre 1949

approuvant certaines modifications aux droits de magasin sur les marchandises déposées à l'entrepôt public d'Anvers (Moniteur, 26 novembre 1949, p. 10507).

Arrêté du Régent du 10 novembre 1949

approuvant certaines modifications aux droits de magasin sur les marchandises déposées à l'entrepôt public d'Ostende (Moniteur, 30 novembre 1949, p. 10604).

Arrêté du Régent du 10 novembre 1949

approuvant certaines modifications aux droits de magasin sur les marchandises déposées à l'entrepôt public de Louvain (Moniteur, 30 novembre 1949, p. 10603).

Arrêté du Régent du 18 novembre 1949

réorganisant le Conseil supérieur de la Navigation intérieure (Moniteur, 30 novembre 1949, p. 10610).

Arrêté ministériel du 3 novembre 1949

abrogeant l'arrêté ministériel du 8 juin 1946 réglementant la fabrication et le commerce de pain de ménage, de certains petits pains et pains français et fixant le prix de vente de ces produits (Moniteur, 6 novembre 1949, p. 10115).

Arrêté ministériel du 3 novembre 1949

réglementant les prix du pain (Moniteur, 6 novembre 1949, p. 10116).

Vu l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, modifié et complété par les arrêtés-lois des 7 mai 1945, 14 et 18 mai, 7 et 29 juin 1946, et par la loi du 14 février 1948;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1946, coordonnant les arrêtés de formation des prix des 12 octobre 1944, 1^{er} juin, 20 juin et 15 octobre 1945 et l'arrêté du 9 février 1946, déterminant les prix maxima des produits, matières, denrées ou marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 12 décembre 1946, lui-même modifié par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1948;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Article 1^{er}. — Il est interdit d'offrir en vente, de vendre ou d'acheter le pain à des prix supérieurs à ceux fixés par le présent arrêté.

Art. 2. — Les prix maxima du pain sont ceux fixés par le présent arrêté ou découlant des dispositions y contenues.

§ 1^{er}. Pain de ménage :

- a) pour les pains de 500 gr. fr. 3,60
- b) pour les pains de 1.000 gr. » 6,90
- c) pour les pains dont le poids est supérieur à 1.000 gr., le prix de fr. 6,90 peut être majoré de fr. 3,30 par tranche de 500 gr.

§ 2. Pain dit « de fantaisie » :

- a) pour les pains de 450 gr. fr. 3,60
- b) pour les pains de 900 gr. » 6,90
- c) pour les pains dont le poids est supérieur à 900 gr., le prix de fr. 6,90 peut être majoré de fr. 3,30 par tranche de 450 gr.

Art. 3. — Tout boulanger offrant en vente du pain dit « de fantaisie » a l'obligation de tenir à la disposition de sa clientèle du pain de ménage.

Art. 4. — L'arrêté ministériel du 28 juin 1948, réglementant les prix du pain et de la farine légale destinée à la panification, est abrogé.

Art. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des chapitres II et III de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, modifié et complété par les arrêtés-lois des 7 mai 1945, 14 et 18 mai, 7 et 29 juin 1946 et par la loi du 14 février 1948.

Art. 6. — Le présent arrêté entre en vigueur le 10 novembre 1949.

Arrêté ministériel du 10 novembre 1949

plaçant la margarine sous le régime du prix normal (Moniteur, 19 novembre 1949, p. 10353).

Arrêté ministériel du 10 novembre 1949

plaçant les cigarettes populaires sous le régime du prix normal (Moniteur, 19 novembre 1949, p. 10354).

Arrêté ministériel du 14 novembre 1949

plaçant sous le régime du prix normal les fontes spéciales, les produits de l'industrie du fer et de l'acier, et les métaux non ferreux (Moniteur, 16-17 novembre 1949, p. 10292).

Vu l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, modifié et complété par les arrêtés-lois des 7 mai 1945, 14 et 18 mai, 7 et 29 juin 1946, et par la loi du 14 février 1948;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 1946, abrogeant l'arrêté ministériel du 13 avril 1945, relatif à la réglementation des prix des métaux non ferreux;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1946, coordonnant les arrêtés de formation des prix des 12 octobre 1944, 1^{er} juin, 20 juin et 15 octobre 1945, et l'arrêté du 9 février 1946, déterminant les prix maxima des produits, matières, denrées ou marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 12 décembre 1946, lui-même modifié par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1948;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1947, relatif à la réglementation des prix des produits de l'industrie du fer et de l'acier;

Vu l'arrêté ministériel du 21 septembre 1949, concernant les prix des produits, denrées ou marchandises en stock ou dans la fabrication desquels interviennent des matières premières en stock, à la date de son entrée en vigueur, modifié par l'arrêté ministériel du 28 septembre 1949;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, et notamment son article 2, alinéa 2;

Vu l'extrême urgence,

Article 1^{er}. — Sans préjudice à l'application de l'arrêté ministériel du 21 septembre 1949, complété par l'arrêté ministériel du 28 septembre 1949, concernant les prix des produits, denrées ou marchandises en stock ou dans la fabrication desquels interviennent des matières premières en stock à la date de son entrée en vigueur, sont soumis au régime du prix normal tel qu'il est défini :

à l'article 1^{er}, §§ 2 et 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, modifié et complété par les arrêtés-lois des 7 mai 1945, 14 et 18 mai, 7 et 29 juin 1946, et par la loi du 14 février 1948;

à l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 14 mai 1946, renforçant le contrôle des prix;

aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1946, coordonnant les arrêtés de formation des prix des 12 octobre 1944, 1^{er} juin, 20 juin et 15 octobre 1945, et l'arrêté du 9 février 1946, déterminant les prix maxima des produits, matières, denrées ou marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 12 décembre 1946, lui-même modifié par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1948;

les prix des produits ci-dessous :

- 1° les fontes spéciales;
- 2° les produits de l'industrie du fer et de l'acier;
- 3° les tubes en acier;
- 4° les métaux non ferreux en lingots ou semi-ouvrés.

Art. 2. — § 1. Cessent d'être applicables aux produits visés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

Les articles 3 à 13 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1946, coordonnant les arrêtés de formation des prix des 12 octobre 1944, 1^{er} juin, 20 juin et 15 octobre 1945, et l'arrêté du 9 février 1946, déterminant les prix maxima des produits, matières, denrées ou marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 12 décembre 1946, lui-même modifié par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1948.

§ 2. Cessent leurs effets en ce qui concerne les produits visés à l'article 1^{er} du présent arrêté :

Les homologations accordées par le Ministère des Affaires économiques, en vertu des articles 3 et 8 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1946, coordonnant les arrêtés de formation des prix des 12 octobre 1944, 1^{er} juin, 20 juin et 15 octobre 1945, et l'arrêté du 9 février 1946, déterminant les prix maxima des produits, matières, denrées ou marchandises, modifié par l'arrêté ministériel du 12 décembre 1946, lui-même modifié par l'arrêté ministériel du 20 janvier 1948.

§ 3. Sont abrogés :

l'arrêté ministériel du 10 mars 1947, relatif à la réglementation des prix des produits de l'industrie du fer et de l'acier;

l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 mai 1946, abrogeant l'arrêté ministériel du 13 avril 1945, relatif à la réglementation des prix des métaux non ferreux.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies, conformément aux dispositions des chapitres II et III de

l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, modifié et complété par les arrêtés-lois des 7 mai 1945, 14 et 18 mai, et des 7 et 29 juin 1946, et par la loi du 14 février 1948.

Art. 4. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Arrêté ministériel du 17 novembre 1949

plaçant les ciments sous le régime du prix normal
(*Moniteur*; 25 novembre 1949, p. 10479).

Arrêté ministériel du 23 novembre 1949

plaçant l'huile de table et le saindoux sous le régime du prix normal (*Moniteur*, 28-29 novembre 1949, p. 10572).

Arrêté ministériel du 25 novembre 1949

déterminant le régime de prix et fixant les prix maxima du gaz destiné à la distribution publique
(*Moniteur*, 30 novembre 1949, p. 10607).

XI — LEGISLATION EN MATIERE DE RESTAURATION ET DE DOMMAGES DE GUERRE

Septième arrêté ministériel du 10 novembre 1949

relatif aux modalités de rachat d'obligations de l'Emprunt d'assainissement monétaire. — Mesures en faveur des sinistrés (*Moniteur*, 30 novembre 1949, p. 10605). (Voir texte, rubrique II.)

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE										CALL-MONEY		
	Escompte					Prêts et avances sur (*)					En chambre de compensation	Hors compensation	
	Acceptations de banques préalablement visées par R. N. B. (1)	Traites accept. domiciliées en banque, traites accept. en docum. représentatives d'imp. ou d'exp. de march. et warrants. (2)	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à court	Certificats ayant maximum 8 mois à court	Certificats ayant maximum 12 mois à court	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) et certif. en régime des créances financières belges sur l'étranger			Autres effets publics
1947 Moyenne annuelle.....	2,67	3,17	3,42	4,17	4,67	2,—	2,1875	2,375	4,67	4,67	4,67	1,08	1,08
1948 Moyenne annuelle.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1948 Septembre.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1948 Octobre.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1948 Novembre.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1948 Décembre.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Janvier.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Février.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Mars.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Avril.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Mai.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Juin.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Juillet.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Août.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Septembre.....	3,—	3,50	3,75	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1949 Octobre (à partir du 6)	2,50	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	3)1,134	3)1,25
1949 Novembre.....	2,50	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	3)1,179	3)1,25

(1) A partir du 19 février 1948 : uniquement acceptations de banque visées représentatives d'exportations.

(2) A partir du 19 février 1948, ce taux s'applique également aux acceptations de banque visées représentatives d'importations.

(3) Moyenne des taux journaliers du mois.

(*) Quotité de l'avance en novembre 1949 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Obligations décennales (1940-1950)	90 %	Autres effets publics	80 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1943) ..	90 %	Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5 ans (arrêté du 25 octobre 1941).	
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) (1)	90 %	Certificats de trésorerie émis en règlement de créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 févr. 1942).	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Quotité de l'avance consentie uniquement dans les cas spéciaux admis par la Banque Nationale de Belgique	
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %		
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %		

(1) A partir du 15 octobre 1948, le taux des certificats de trésorerie à 10 ou 20 ans (1943) a été porté à 4 %.

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr. (1)	50.000 à 100.000 fr. (1)	au delà de 100.000 fr.	
Moyennes annuelles :									
1947.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,48
1948.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (2)
Moyennes mensuelles :									
1948 Septembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1948 Octobre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1948 Novembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1948 Décembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Janvier.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Février.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Mars.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Avril.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Mai.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Juin.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Juillet.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Août.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Septembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Octobre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)
1949 Novembre.....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50 (3)

(*) Moyenne de quatre banques.

(1) Du 1^{er} juillet 1948 au 30 juin 1947, le taux des dépôts a été de 3 % jusqu'à 30.000 francs et de 1,5 % de 30.000 à 100.000 fr.

(2) Comptes de dépôts à un an et plus.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	NEW-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	NEW-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35			(1) 20,06	42,75		
1947 31 décembre	172/3	35	105.2	420/8	45,—	74,62	170.3	82
1948 31 décembre	172/3	35	112.14	451/8	42,50	70,—	179.0	86
Moyennes mensuelles :								
1948 Septembre	172/3	35	115.4	461/0	45,93	75,35	173.13	83
Octobre	172/3	35	114.9	458/3	46,93	77,21	175.5	84
Novembre	172/3	35	113.4	453/0	45,02	73,58	175.12	84
Décembre	172/3	35	113.2	452/6	42,50	70,—	178.4	85
1949 Janvier	172/3	35	114.5	459/9	42,50	70,—	181.2	87
Février	172/3	35	117.13	471/3	43,—	70,80	186.15	90
Mars	172/3	35	112.10	450/6	43,50	71,50	183.9	88
Avril	172/3	35	111.15	447/9	43,50	71,50	177.0	85
Mai	172/3	35	116.15	467/9	43,50	71,50	182.15	88
Juin	172/3	35	117.8	470/0	43,50	71,50	185.15	89
Juillet	172/3	35	113.5	453/3	43,50	71,50	168.8	79
Août	172/3	35	114.5	457/3	43,72	71,87	181.15	78
Septembre { du 1 au 18	172/3	35	113.0	452/0	44,50	73,25	158.12	76
du 19 au 30	248/0	35	116.10	466/8	62,69	73,25	166.15	80
Octobre	248/0	35	115.2	460/8	63,89	73,25	167.10	80
Novembre	248/0	35	114.8	458/0	64,00	73,25	168.6	81

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 30 NOVEMBRE 1949

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'Arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

10

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts		Billets	
		Cours acheteur	Cours vendeur	Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling	140,—	139,90	140,10	139,35	141,—
1 dollar U. S. A. (2)	50,— (1)	49,85	50,15	49,50	50,50
1 dollar canadien	45,4545	45,40	45,50	45,—	46,—
100 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,—	1.310,—	1.325,—
1 couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69	9,60	9,75
1 franc suisse	11,43426 (3)	11,40	11,47	11,30	11,55
100 francs congolais	—	100,—	100,—	—	—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—	—	—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26	7,15	7,30
1 couronne norvégienne	7,—	6,98	7,02	6,95	7,05
100 escudos	173,913	173,—	174,80	172,—	175,80
100 couronnes tchéco-slovaques	100,—	99,70	100,30	99,—	101,—

(1) Parité déclarée au Fonds Monétaire International.

(2) Ce cours a été en vigueur jusqu'au 29 novembre 1949; à partir du 30 novembre 1949, le cours du dollar U.S.A. n'est plus fixé par la Banque Nationale de Belgique, mais il est coté journellement au marché des changes à Bruxelles.

(3) Ce cours a été en vigueur jusqu'au 13 novembre 1949; à partir du 14 novembre 1949, le cours du franc suisse n'est plus fixé par la Banque Nationale de Belgique, mais il est coté journellement au marché des changes à Bruxelles.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		1 ^{er} août 1949	1 ^{er} septemb. 1949	3 octobre 1949	3 novembre 1949	1 ^{er} décemb. 1949
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).						
Dette 2 1/2 %	100,—	56,75	56,40	56,55	56,75	56,80
Dette 3 1/2 % 2 ^e série	100,—	88,60	88,60	88,55	88,35	88,35
Dette 3 1/2 % 1937	100,—	77,85	78,05	78,30	78,35	78,30
Dette 3 1/2 % 1943 (1)	100,—	76,05	76,60	76,80	77,05	77,45
Dette unifiée 4 %	100,—	87,35	87,95	88,60	88,90	89,10
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	85,50	86,—	86,70	86,40	86,65
Obligations décennales (1940-1950), 4 %, 1 ^{re} série	100,—	100,25	101,—	100,90	100,55	100,60
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942	100,—	104,15	104,60	104,85	104,55	104,05
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (3)	100,—	102,80	103,85	103,45	103,10	102,90
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944	100,—	97,—	97,05	97,40	97,10	97,05
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	99,45	99,80	99,75	99,45	99,60
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	100,30	100,75	100,65	100,40	100,45
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	1.020,—	1.024,—	1.030,—	1.039,—	1.040,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	479,—	486,—	487,—	491,—	491,—
Emprunt à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 1/2 % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	877,—	881,—	884,—	888,—	887,—
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	499,—	504,—	509,—	506,—	505,—
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %)(2)	1.000,—	1.002,—	1.004,—	1.004,—	1.004,—	1.004,—
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %)(2)	1.000,—	1.003,—	1.003,—	1.007,—	1.005,—	1.006,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1)	500,—	561,—	578,—	578,—	581,—	581,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1)	500,—	553,—	563,—	567,—	574,—	574,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1)	500,—	470,—	464,—	466,—	467,—	468,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet	100,—	64,15	64,50	64,85	65,15	65,20
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 1/2 %, 1943	100,—	76,55	76,10	76,05	76,55	77,65
III. — Dette directe de la colonie.						
<i>Sans coupons d'intérêt : Congo Belge, emprunt à lots 1888</i>						
	100,—	226,—	226,—	227,—	228,—	232,—
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dette coloniale 1904, 3 % (1)	100,—	72,80	72,80	72,80	72,80	72,80
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	88,—	87,90	87,90	87,75	87,85
(*) Dette coloniale 1937, 3 1/2 %	100,—	78,85	78,85	78,85	78,85	78,85

(*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

(1) Titres créés après le 6 octobre 1944 et pour lesquels une opération est en cours depuis cette date.

(2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

(3) Le taux de l'intérêt est porté à 4 % à partir du 14 octobre 1948.

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

Source : Institut National de Statistique.

15

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobil. hypothécaires et hôteliers	Tramways chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zinc, plomb et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verres	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
-------	----------------	-------------------------------------	---	---	---	----------------------------------	---------------------------	----------------------	--------------------	------------------------------	-----------	--------	------------------------------	---------------------------------	------------------------	--------------	----------

Indices par rapport aux cours du mois précédent

1949 3 novembre .	101	101	100	105	105	107	97	100	103	107	99	97	101	99	100	103	100
1 ^{er} décembre .	101	103	102	97	100	99	85	96	98	108	101	111	109	105	101	102	99

Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100

1948 1 ^{er} octobre .	150	128	120	62	70	97	174	123	153	112	89	131	161	190	267	133	137
3 novembre .	144	122	111	59	66	95	169	128	145	107	76	118	149	179	267	131	132
1 ^{er} décembre .	140	121	113	69	68	94	165	126	142	108	73	112	143	174	247	117	133
1949 4 janvier ...	145	125	111	68	68	95	168	131	146	126	78	121	165	183	251	119	133
1 ^{er} février ...	154	139	116	71	73	105	176	139	159	131	81	124	183	210	267	123	148
1 ^{er} mars ...	150	134	119	73	71	104	177	134	163	130	78	120	184	205	266	123	145
1 ^{er} avril ...	148	129	114	71	67	103	175	127	160	131	73	112	174	197	246	117	142
2 mai ...	141	130	108	73	66	103	164	126	142	123	66	101	166	185	238	114	134
1 ^{er} juin ...	141	129	107	74	68	109	165	128	139	121	64	100	164	184	238	108	133
1 ^{er} juillet ...	148	135	102	76	72	121	166	123	142	136	68	102	168	185	244	112	137
1 ^{er} août ...	147	135	100	74	73	128	164	124	138	132	69	102	164	182	248	114	138
1 ^{er} septemb. .	169	151	112	77	80	143	183	133	155	152	82	126	196	199	273	128	154
3 octobre ...	162	150	109	74	77	135	179	135	154	150	85	127	190	198	277	130	157
3 novembre .	164	152	109	78	81	145	173	135	158	161	84	123	191	197	278	133	157
1 ^{er} décemb. p	165	156	111	76	81	144	165	130	155	174	85	136	209	207	281	136	156

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1947	246	191	172	4.112	4.988	4.303	5.160
1948	248	199	176	5.904	6.003	6.103	6.179
1948 Septembre	22	14	13	475	472	489	485
Octobre	21	15	13	458	434	473	447
Novembre	19	17	15	448	430	465	445
Décembre	23	16	14	562	484	578	499
1949 Janvier	20	19	17	745	616	763	633
Février	20	16	15	988	833	1.004	848
Mars	23	17	15	709	595	726	610
Avril	19	14	12	457	384	471	396
Mai	20	13	12	541	449	554	461
Juin	21	15	14	580	521	595	535
Juillet	19	13	11	504	433	517	444
Août	22	15	14	890	790	905	804
Septembre	20	15	14	1.260	1.074	1.275	1.088
Octobre	21	17	16	924	817	941	833
Novembre	18	18	17	875	727	893	744

16

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES D'OBLIGATIONS

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dettes unifiées	Dettes coloniales 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dettes unifiées	Dettes coloniales 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1948 1 ^{er} octobre	83,65	88,80	86,64	83,—	93,04	4,78	4,50	4,62	4,82	4,83	90,14	4,84
2 novembre	84,05	88,80	86,84	83,13	92,33	4,76	4,60	4,61	4,81	4,87	89,86	4,85
1 ^{er} décembre	84,50	88,65	86,83	82,99	91,78	4,73	4,51	4,61	4,82	4,90	89,57	4,87
1949 4 janvier	85,—	88,70	86,94	83,40	92,04	4,71	4,51	4,60	4,80	4,89	89,75	4,86
1 ^{er} février	85,—	88,40	p 85,49	p 85,07	p 93,40	4,71	4,52	p 4,68	p 4,70	p 4,82	p 91,93	p 4,83
1 ^{er} mars	85,30	88,35	p 85,77	p 86,59	p 93,97	4,69	4,53	p 4,66	p 4,62	p 4,79	p 92,50	p 4,80
1 ^{er} avril	85,85	88,30	p 86,05	p 86,10	p 93,73	4,66	4,53	p 4,65	p 4,64	p 4,80	p 92,29	p 4,81
2 mai	86,05	88,25	p 86,52	p 85,65	p 93,98	4,65	4,53	p 4,62	p 4,67	p 4,79	p 92,32	p 4,81
1 ^{er} juin	86,50	88,15	p 87,05	p 85,37	p 93,69	4,62	4,54	p 4,59	p 4,68	p 4,80	p 92,18	p 4,82
1 ^{er} juillet	86,95	87,95	p 87,52	p 86,22	p 93,78	4,60	4,55	p 4,57	p 4,64	p 4,80	p 92,62	p 4,80
1 ^{er} août	87,35	88,—	p 87,87	p 86,59	p 94,77	4,58	4,54	p 4,55	p 4,62	p 4,75	p 93,34	p 4,76
1 ^{er} septembre	87,95	87,90	p 88,43	p 86,79	p 95,19	4,55	4,55	p 4,52	p 4,61	p 4,73	p 93,69	p 4,74
3 octobre	88,60	87,90	p 88,92	p 87,60	p 95,98	4,51	4,55	p 4,50	p 4,57	p 4,69	p 94,22	p 4,72
3 novembre	88,90	87,75	p 88,95	p 88,05	p 96,42	4,50	4,56	p 4,50	p 4,54	p 4,67	p 94,66	p 4,69
1 ^{er} décembre	89,10	87,85	p 89,02	p 89,39	p 95,79	4,49	4,55	p 4,49	p 4,47	p 4,70	p 94,62	p 4,69

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p. 187.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif
(milliers de francs)

Source : Institut National de Statistique.

17

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1947.....	1.366	1.377.114	1.163.493	1.553	537.550	502.369	750	5.998.629	6.599.616	6.022.826
1948.....	1.474	3.047.835	2.410.965	1.299	490.520	459.852	865	14.334.206	25.222.574	24.493.817
1948 9 premiers mois.....	1.050	2.216.029	1.614.583	1.009	376.476	358.034	561	7.923.849	14.887.011	14.183.359
1949 9 premiers mois.....	906	1.461.520	1.128.503	732	236.026	226.969	508	5.669.870	5.722.910	5.508.358
1948 Juillet.....	145	452.613	418.430	115	41.140	38.899	65	200.197	553.722	536.035
Août.....	89	59.481	53.482	78	28.508	25.032	28	82.576	111.524	102.287
Septembre.....	101	352.922	139.766	87	34.002	33.143	49	605.909	611.742	559.022
Octobre.....	121	122.418	83.703	93	26.463	25.105	58	1.015.863	1.573.900	1.403.939
Novembre.....	122	167.452	228.668	71	23.793	23.315	64	1.918.723	3.275.659	3.269.037
Décembre.....	181	541.936	484.111	126	53.788	53.398	182	3.475.771	5.706.004	5.637.492
1949 Janvier.....	106	262.049	202.518	111	37.218	36.165	44	531.089	426.502	423.472
Février.....	104	161.675	107.316	102	36.772	35.980	43	182.669	297.464	278.439
Mars.....	136	224.120	188.852	114	39.589	37.986	81	666.472	818.518	812.554
Avril.....	100	90.060	80.861	81	42.350	40.733	63	768.735	1.136.969	1.130.319
Mai.....	77	59.850	55.079	45	16.855	15.813	81	818.410	888.503	869.735
Juin.....	117	207.497	148.001	91	19.100	18.319	74	1.519.230	1.130.354	1.125.116
Juillet.....	103	171.345	106.506	73	16.540	15.912	49	834.698	652.382	517.399
Août.....	82	179.427	149.568	53	14.950	14.329	30	140.201	139.824	139.434
Septembre.....	81	105.497	91.802	62	12.652	11.738	43	218.368	232.414	221.890

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions	PRIMES D'ÉMISSION (1)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Émissions nettes (4)
	Nombre	Montant nominal			Montant nominal	Apports en nature (2)	
1947.....	56	2.241.700	10.755.960	47.079	1.156.511	3.559.775	5.261.181
1948.....	47	2.265.280	31.016.209	92.822	2.090.440	22.608.994	4.829.302
1948 9 premiers mois.....	27	757.800	18.017.316	280	1.316.133	13.027.959	2.569.964
1949 9 premiers mois.....	18	936.960	8.357.416	2.394	956.714	4.604.052	2.242.418
1948 Juillet.....	3	64.000	1.111.475	—	421.774	446.574	189.016
Août.....	2	31.000	230.513	—	56.397	61.760	93.954
Septembre.....	1	5.000	1.003.666	—	121.343	237.630	377.958
Octobre.....	1	10.000	1.732.761	92.250	191.643	1.224.285	199.069
Novembre.....	2	125.000	8.591.904	42	100.052	3.169.767	376.143
Décembre.....	2	453.000	6.754.728	250	482.612	5.366.983	756.648
1949 Janvier.....	—	—	725.769	770	127.915	342.694	182.316
Février.....	3	280.000	775.911	—	97.481	213.837	390.417
Mars.....	1	20.000	1.102.227	—	164.038	752.495	152.899
Avril.....	—	—	1.289.379	—	90.378	1.109.658	51.877
Mai.....	8	115.000	1.080.208	200	53.146	792.587	200.114
Juin.....	1	5.000	1.361.951	—	128.149	776.025	390.256
Juillet.....	2	500.960	1.341.207	—	74.841	349.048	716.889
Août.....	2	11.000	345.201	160	126.454	99.495	88.542
Septembre.....	1	5.000	355.563	1.264	104.312	168.293	89.149

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

17

Détail des émissions

(milliers de francs)

SEPTEMBRE 1949

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)					AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES			DISSOL. DE SOCIÉTÉS(1) (sociétés anonymes) (sociétés en comman- dite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		RÉDUC- TIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée)							
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée		Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre		Montant nominal	dont emprunts de conversion	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations	Fusions	Nombre	Montant				
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal									Montant libéré sur valeur nominale	anonymes et en commandite par actions		de personnes à responsabilité limitée	Augmen- tations de capital			Nombre	Montant	Nombre	Montant
						Constitutions de sociétés	Augmen- tations de capital	Nombre	Montant															
Banques	1	10.000	2.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5.000	—	—	—	—			
Assurances	4	23.932	23.548	2	1.120	640	6	10.391	4.902	2.346	1	5.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Opérations financières et immobilières	4	23.932	23.548	2	1.120	640	6	10.391	4.902	2.346	1	5.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Commerce de détail	3	220	220	12	1.489	1.489	3	31.534	62.656	62.516	—	—	—	15.050	400	—	—	—	1.447	3	2.800			
Comm. de gros et comm. extérieur	24	11.635	9.350	11	2.060	1.895	5	8.100	11.650	10.987	—	—	—	75	514	—	—	62.461	9	1.135				
Fabrications métalliques	4	1.125	1.125	2	175	175	1	—	10.000	10.000	—	—	—	5.853	950	—	—	6.957	13	7.734				
Métallurgie du fer	1	1.500	1.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	888	100	—	—	10.000	4	1.375				
Métaux non ferreux	1	—	—	1	500	500	—	—	—	—	—	—	—	200	—	—	—	—	—	—				
Industrie textile	5	2.440	2.440	4	1.900	1.900	3	8.600	21.900	21.900	—	—	—	—	495	—	—	—	—	—				
Industries alimentaires	4	14.600	13.900	1	1.000	1.000	5	26.300	50.650	50.650	—	1.264	—	1.240	1.690	—	—	17.500	3	420				
Industrie du bois	5	3.625	3.596	1	500	500	1	12.000	8.000	7.200	—	—	—	12.724	900	—	—	50.610	4	3.350				
Industrie chimique	4	5.550	4.182	2	250	250	5	29.720	15.430	15.305	—	—	—	1.421	500	—	—	7.000	1	100				
Industrie du verre	4	—	—	—	—	—	1	20.000	3.530	3.530	—	—	—	3.290	10	12.000	—	—	900	—				
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Gas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Cuir	1	700	700	2	250	250	1	300	700	700	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Papier et imprimerie	3	1.600	1.600	—	—	—	1	500	7.500	7.500	—	—	—	694	—	—	—	450	1	1.500				
Transport	2	1.225	1.225	4	260	260	—	—	—	—	—	—	—	800	—	—	—	7.445	1	500				
Tourisme	2	2.850	2.250	1	100	100	1	250	750	750	—	—	—	1.086	143	—	—	—	3	550				
Intermédiaires	2	300	300	3	250	200	1	1.500	1.000	200	—	—	—	1.350	—	—	—	—	2	450				
Déchets et matières de récupération	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	150	80	—	—	—	2	15.050				
Constructions	7	8.150	7.821	2	600	600	5	4.805	23.105	17.665	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Charbons	—	—	—	—	—	—	1	53.668	7.892	7.892	—	—	—	3.542	328	11.167	3.425	1	200	—				
Terre cuite	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2.000				
Ciment et industries connexes	—	—	—	1	300	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	60				
Carrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Editions, librairies, presse	—	—	—	3	200	200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	450				
Films, théâtres, attractions	—	—	—	8	1.448	1.229	—	—	—	—	—	—	—	980	650	—	—	—	2	201				
Artisanat	5	2.045	2.045	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	14.000				
Agric., hortic., pêche, élevage	3	13.000	13.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12.484	—	—	—	—	2	—				
Divers non dénommés	1	1.000	1.000	2	250	250	3	10.693	2.749	2.749	—	—	—	994	125	—	—	—	38	—				
Totaux...	81	105.497	91.802	62	12.652	11.738	43	218.366	232.414	221.890	1	5.000	—	1.264	62.821	6.902	34.589	168.233	55	56.875	1	36.741	3	4.300

(1) Coopératives : 17 sociétés constituées au capital minimum de 51.138.000 francs; 7 sociétés dissoutes au capital minimum de 397.000 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Source : Institut National de Statistique

(milliers de francs)

SEPTEMBRE 1949.

17

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTION DE CAPITAL Montant
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature (1)	Incorporations de réserves de capital (2)	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Nombre	Montant	

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	80	93.497	79.802	62	12.652	11.738	42	218.118	231.664	221.140	1	5.000	—	1.264	92.312	168.233	44.875	36.741	4.300
Belgique et étrang.	—	—	—	—	—	—	1	250	750	750	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Congo Belge	1	12.000	12.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12.000	—	12.000	—	—
Total	81	105.497	91.802	62	12.652	11.738	43	218.368	232.414	221.890	1	5.000	—	1.264	104.312	168.233	56.875	36.741	4.300

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins.	63	22.670	20.358	61	11.302	10.388	18	21.401	10.289	7.150	—	—	—	1.264	16.173	3.350	9.525	—	1.050
de 1 à 5 millions	14	34.827	31.444	1	1.350	1.350	12	46.255	30.230	27.885	1	5.000	—	—	28.087	10.590	20.350	—	3.250
de 5 à 10 millions	2	16.000	8.000	—	—	—	7	70.668	54.147	53.347	—	—	—	—	18.517	39.545	—	—	—
de 10 à 20 millions	2	32.000	32.000	—	—	—	4	29.050	48.650	44.410	—	—	—	—	41.535	25.650	27.000	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	1	20.500	29.500	29.500	—	—	—	—	—	29.500	—	36.741	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	30.492	59.598	59.598	—	—	—	—	—	59.598	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	81	105.497	91.802	62	12.652	11.738	43	218.368	232.414	221.890	1	5.000	—	1.264	104.312	168.233	56.875	36.741	4.300

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(2) Comprises dans les augmentations de capital.

Erratum. — Bulletin de novembre 1949, tableau 17, août 1949 : Les 53 sociétés de personnes à responsabilité limitée constituées au capital nominal de 14.950.000 francs et d'un montant libéré sur valeur nominale de 14.329.000 francs exercent leur activité en Belgique et non au Congo belge.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITÉ PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

PÉRIODES	en Belgique		à l'étranger
	en millions de francs	en millions	
1947	10.058	fr. s. 100 \$ can. 14 \$ U.S. 9	—
1948	6.900	fr. s. 50 \$ U.S. 58	—
1949 Novembre ..	300	—	—
Décembre	—	—	\$ U.S. 8
1949 Janvier	3.500	—	—
Février	—	—	—
Mars	1.090	—	\$ U.S. 16
Avril	—	—	—
Mai	1.400	—	—
Juin	—	—	fr. s. 50
Juillet	—	—	—
Août	—	—	—
Septembre	—	—	—
Octobre	8.300	—	—
Novembre	—	—	—

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CRÉDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES (2)
	Prélèvements sur comptes	Remboursements nets	Avances nettes
(milliers de francs)			
1947	1.678.082	377.541	1.433.740
1948	2.108.508	2.089.078	2.647.018
1948 Septembre ..	203.269	75.498	94.750
Octobre	160.001	96.369	113.028
Novembre	144.976	1.114	105.698
Décembre	165.490	65.699	144.333
1949 Janvier	123.193	130.190	111.256
Février	125.394	47.117	134.850
Mars	183.123	122.853	123.719
Avril	86.374	60.222	71.554
Mai	87.272	60.477	240.809
Juin	78.628	41.211	146.261
Juillet	142.581	20.745	160.907
Août	145.191	2.854	122.182
Septembre	202.575	175.528	129.288
Octobre	184.385	37.369	233.985
Novembre	193.879	38.577	165.998

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
milliers de fr	
1947 Moyenne mens.	742.060
1948 Moyenne mens.	890.012
1948 Août	848.684
Septembre	935.607
Octobre	878.627
Novembre	802.091
Décembre	1.296.909
1949 Janvier	876.554
Février	801.157
Mars	1.005.934
Avril	1.046.194
Mai	1.175.427
Juin	1.148.968
Juillet	1.182.081
Août	1.153.694
Septembre	1.181.127
Octobre	1.217.181

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Le mouvement des remboursements sur les ouvertures de crédit pour dépenses ordinaires ne peut plus être donné en raison de la fusion de ces opérations avec celles d'autres comptes courants communaux.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

18
19
20

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs particuliers en comptes-chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)
	intérieures			extérieure (1) (2)	intérieure	extérieure	totale	intérieure	extérieure (2)	totale		
	directe	indirecte	totale									
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1948 Mars	85.004	12.055	97.059	11.141	27.225	2.192	29.417	109.057	44	109.101	16.992	263.710
Juin	83.397	12.162	95.559	11.072	30.818	2.192	33.010	105.650	162	105.812	16.417	261.870
Septembre	118.517	12.273	130.794	11.053	31.509	1.972	33.481	57.611	162	57.773	18.831	251.932
Décembre	116.620	8.883	125.503	11.423	28.732	1.972	30.704	60.097	45	60.142	17.759	245.531
1949 Janvier	116.333	8.935	125.268	11.336	29.296	1.972	31.268	59.017	44	59.061	17.239	244.172
Février	115.856	8.928	124.784	11.331	28.468	1.972	30.440	56.306	7	56.313	16.963	239.832
Mars	115.343	8.926	124.269	12.044	29.799	1.753	31.552	57.144	7	57.151	17.156	242.172
Avril	114.940	8.917	123.857	12.051	30.089	1.753	31.842	56.438	7	56.445	18.416	242.612
Mai	114.518	8.965	123.483	12.053	30.038	1.753	31.791	56.230	7	56.237	18.337	241.901
Juin	114.093	8.955	123.048	11.959	30.344	1.753	32.097	59.012	7	59.019	18.361	244.484
Juillet	113.675	8.952	122.627	11.924	31.216	1.753	32.969	59.440	7	59.447	17.690	244.657
Août	113.143	8.952	122.095	12.141	30.506	1.753	32.259	62.517	445	62.962	18.247	247.708
Septembre	112.701	8.944	121.645	13.043	30.914	1.750	32.664	61.976	508	62.484	17.767	247.603
Octobre	111.859	8.986	120.845	13.387	39.071	1.750	40.821	55.067	504	55.571	17.738	248.362

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918, soit 12.673 millions de francs au 31 mars 1940, 19.151 millions de francs jusqu'au 31 août 1949 et 21.294 millions de francs depuis la fin du mois de septembre 1949.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. e. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1946 Mars	47.918	550	1.153	—	—	49.621
Juin	47.680	550	1.153	—	—	49.383
Septembre	49.594	550	1.142	—	—	51.286
Décembre	49.551	550	1.137	—	—	51.238
1947 Mars	48.978	550	1.137	—	—	50.665
Juin	48.389	550	1.137	—	—	50.076
Septembre	48.884	550	1.137	—	—	50.571
Décembre	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.

(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.

(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.

(5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

26

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

PÉRIODES	Contributions directes	Donanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1947.....	16.512	9.898	20.047	46.457	—
1948.....	22.166	11.407	20.618	54.191	—
1948 Août.....	1.918	895	1.496	4.309	35.742
Septembre.....	1.841	1.021	1.798	4.858	40.400
Octobre.....	1.484	956	1.806	4.246	44.646
Novembre.....	1.716	862	1.688	4.266	48.912
Décembre.....	2.338	1.063	1.878	5.279	54.191
1949 Janvier.....	3.209	880	1.763	5.852	5.852
Février.....	2.083	885	1.605	4.573	10.425
Mars.....	1.994	982	1.720	4.694	15.121
Avril.....	2.044	972	1.586	4.582	19.703
Mai.....	2.189	961	1.568	4.708	24.411
Juin.....	1.996	981	1.515	4.492	28.903
Juillet.....	2.152	813	1.466	4.451	33.354
Août.....	1.445	829	1.491	3.765	37.119
Septembre.....	1.292	996	1.683	4.071	41.190
Octobre.....	1.545	976	1.832	4.353	45.543

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 octobre 1949 pour les exercices 1948 et 1949

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	EXERCICE 1948		EXERCICE 1949		OCTOBRE 1949
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1949
I. Contributions directes.....	24.622	17.299	15.191	15.508	1.545
II. Douanes et accises.....	11.379	10.791	9.197	9.785	976
dont douanes.....	3.159	2.750	2.708	2.750	285
accises.....	7.295	7.951	6.801	6.890	631
taxes spéciales de consommat.....	808		588		50
III. Enregistrement.....	20.617	21.536	18.210	18.664	1.832
dont enregistrement.....	1.817	1.500	1.446	1.441	165
successions.....	984	825	756	677	89
timbres et taxes assimilées.....	17.589	19.000	13.840	14.368	1.563
Total...	56.609	49.626	40.598	41.937	4.353
Différence par rapport aux éval. budgét.	+ 6.983		- 1.339		

NOTE. -- Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en septembre 1949

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires (1)	Coupons d'obligations brutes (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	1	1	—	10.000	2.785	1.935	—	1.071	2.135	85
Assurances	2	1	1	25.100	141	127	1.110	—	—	—
Opérations financières et immobilières	11	7	4	44.102	12.604	3.980	502	2.714	682.394	25.400
Commerce de détail	9	6	3	5.485	3.902	4.096	219	63	5.000	300
Commerce de gros et commerce extérieur	67	50	17	70.176	40.324	22.035	2.649	3.246	500	40
Fabrications métalliques	22	18	4	91.095	134.844	29.515	787	10.562	12.112	532
Métallurgie du fer	—	—	—	—	—	—	—	—	228.148	10.041
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	8.343	375
Industrie textile	33	21	12	113.724	104.528	11.523	2.474	6.596	1.000	50
Industries alimentaires	30	22	8	162.286	246.103	18.264	2.057	8.264	17.825	785
Industrie du bois	7	3	4	9.090	14.130	155	5.095	64	2.500	150
Industrie chimique	16	13	3	49.300	33.956	7.440	143	2.774	82.676	3.584
Industrie du verre	4	3	1	508.356	502.590	13.304	108	13.444	—	—
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	214.209	9.647
Gaz	1	—	1	3.000	39	—	—	105	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	5	3	2	16.100	33.169	1.687	—	307	482	—
Papier et imprimerie	4	4	—	13.915	22.433	4.488	—	—	19	—
Transport	12	10	2	4.250	6.832	6.255	53	3.700	—	—
Tourisme	14	8	6	24.930	94.426	2.480	332	2.364	1.250	87
Intermédiaires	5	4	1	975	—	199	50	75	—	—
Déchets et matières de récupération	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Constructions	7	5	2	15.500	1.581	2.471	—	360	—	—
Charbons	1	1	—	10.000	53.257	2.369	—	—	2.286	—
Terre cuite	1	—	1	2.780	17.909	—	—	147	—	—
Ciment et industries connexes	1	1	—	1.250	2.248	813	—	—	—	—
Carrières	7	6	1	12.400	11.988	702	—	243	318	—
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	2	—	2	780	1.022	—	—	176	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	400	—
Editions, librairies, presse	1	1	—	50	—	14	—	—	—	—
Films, théâtres, attractions	5	2	3	1.810	852	293	—	549	—	—
Artisanat	5	4	1	2.800	1.487	326	—	13	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	4	2	2	31.748	—	92	—	231	754	—
Divers non dénommés	10	7	3	86.770	22.872	6.698	3.749	4.625	—	—
TOTAL	287	203	84	1.317.782	1.365.785	141.402	21.982	63.238	1.354.899	55.420

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	1	1	—	7.000	7.842	3.660	—	—	—	—
Sociétés industrielles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics	1	1	—	137.650	46.858	9.700	—	3.547	30.127	1.398
Mixtes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	2	2	—	144.650	54.700	13.360	—	3.547	30.127	1.398

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	—	—	—	—	—	—	—	—	4.400	231
Sociétés diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	—	—	—	—	—	—	4.400	231
Total général	289	205	84	1.462.432	1.420.485	154.762	21.982	66.785	1.389.426	57.049

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de septembre 1949 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat	—
Coupons d'emprunts de la Colonie	2.736
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	36.192
Coupons d'emprunts d'organismes divers	216.958

255.886

Coupons d'emprunts extérieurs de l'Etat	47.625
Coupons d'emprunts extérieurs de la S.N.C.F.B.	11.554

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES (suite)

Source : Institut National de Statistique.

Tableau rétrospectif

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
1947 (2)	7.242	5.872	1.570	53.898.030	40.783.587	9.338.430	527.053	4.328.143	(3) 13.995.344	468.210
1948 (2)	9.019	6.809	2.210	69.383.579	89.178.478	12.223.261	648.984	6.484.711	(4) 16.886.787	649.458
1948 9 premiers mois	6.458	4.967	1.489	50.170.066	62.431.268	9.026.549	459.290	4.657.578	9.305.117	371.995
1949 9 premiers mois	7.278	5.219	2.059	65.483.729	65.537.076	10.381.112	758.611	5.774.859	13.135.634	562.984
1948 Juillet	362	279	83	8.184.053	5.859.060	1.637.115	16.988	1.130.105	1.297.955	54.718
Août	175	123	52	716.422	1.878.233	102.492	38.457	26.304	974.443	38.044
Septembre	261	188	73	1.029.629	1.642.251	173.794	12.475	81.639	918.748	35.512
Octobre	559	421	138	8.314.672	9.146.046	1.074.263	34.289	712.449	1.022.753	40.531
Novembre	305	226	79	5.444.291	9.948.709	845.831	26.046	605.395	845.163	33.546
Décembre	327	234	93	2.891.891	5.384.827	604.805	41.906	320.751	993.305	40.389
1949 Janvier	90	60	30	324.849	596.154	77.011	9.314	36.245	1.991.604	86.645
Février	151	109	42	410.532	647.964	380.505	17.316	318.471	1.429.896	58.152
Mars	1.480	1.065	415	9.463.949	8.899.357	1.406.713	113.839	741.586	1.202.110	60.058
Avril	2.081	1.467	614	16.400.115	13.991.670	2.014.375	222.560	1.020.192	1.505.774	77.086
Mai	1.790	1.309	481	18.269.797	23.175.843	2.407.599	232.996	1.386.750	1.161.968	48.185
Juin	842	602	240	11.287.529	9.227.472	2.506.145	99.017	1.523.684	1.447.618	60.838
Juillet	423	310	113	7.483.615	7.079.402	1.339.392	34.459	640.369	1.705.678	72.900
Août	132	92	40	381.111	498.729	94.610	7.128	40.777	1.301.560	52.071
Septembre	289	205	84	1.462.432	1.420.485	154.762	21.982	66.785	1.389.426	57.049

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) Renseignements définitifs. L'addition des éléments des douze mois ne correspond pas au total annuel, étant donné que ce chiffre comprend les sociétés qui publient leur bilan avec retard.

(3) Au 31 décembre 1947. Montant rectifié pour des emprunts existant déjà en 1947, mais non compris dans la statistique.

(4) Au 31 décembre 1948.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1947.....	7.875.174	4.964.339	2.910.835	24.185.471 (1)	6.621.775
1948.....	8.546.889	5.946.442	2.600.447	27.524.459 (2)	6.825.648 (3)
1948 Septembre	626.138	488.368	137.770	26.279.711	
Octobre	621.566	463.992	157.574	26.437.285	
Novembre	583.765	402.930	180.835	26.618.120	
Décembre	799.869	632.071	167.798	27.524.459 (2)	
1949 Janvier	917.406	434.769	482.637	28.007.096	
Février	713.168	490.977	222.191	28.229.287	
Mars	913.565	540.123	373.442	28.602.729	
Avril	644.800	655.704	— 10.904	28.591.825	
Mai	640.189	583.302	56.887	28.648.712	
Juin	615.632	571.004	44.628	28.693.340	
Juillet	738.641	563.839	174.802	28.868.142	
Août	715.424	494.025	221.399	29.094.470	
Septembre	686.291	519.527	166.764	29.263.707	
Octobre	671.604	550.938	120.666	29.384.373	
Novembre	635.002	436.718	198.284	29.582.657	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice. — (2) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (3) Y compris les livrets des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite

(milliers de francs)

PÉRIODES	TRAVAILLEURS MANUELS et versements libres en dehors du cadre des lois d'assurances obligatoires (lois des 16 mars 1865 et 15 décembre 1937)	EMPLOYÉS (lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	OUVRIERS MINEURS (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937) (1)	Total
1947.....	469.437	224.845	146.100	840.882
1948.....	493.266	245.256	p 186.000	p 924.523
1948 Janvier	42.824	20.012		
Février	44.250	18.888		
Mars	45.514	20.480		
Avril	41.566	20.879		
Mai	43.384	20.107		
Juin	35.936	19.384		
Juillet	41.046	20.811		
Août	40.663	19.629		
Septembre	40.134	19.232		
Octobre	40.525	21.950		
Novembre	37.923	21.277		
Décembre	39.501	22.608		
1949 Janvier	44.045	20.299		
Février	41.726	19.892		
Mars	41.920	20.558		

(1) Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	INDICES PAR INDUSTRIES																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verritres	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transporta			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie, confection	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (1)	Ensemble (1)	

a) Indice des salaires horaires moyens

1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	105	119	106	106	112	104	106	114
1947 Mars	339	318	324	314	319	338	327	321	315	327	322	372	366	369	329	346	353	267		329	338	301	296	297	301
Juin	345	319	334	333	331	344	338	345	323	331	323	380	367	373	335	352	353	260		340	340	303	293	295	311
Septembre	352	327	341	331	333	353	342	353	332	337	339	385	370	377	340	355	356	266		348	339	308	316	314	325
Décembre	367	347	354	361	351	358	358	355	342	354	353	390	371	380	360	372	354	287		349	345	313	348	341	343
1948 Mars	373	347	360	366	352	368	365	357	344	358	357	390	375	382	370	376	361	288		348	390	309	347	340	353
Juin	381	361	370	376	362	379	376	366	347	363	362	403	383	393	378	378	359	286		369	411	324	343	339	357
Septembre	387	373	372	384	361	386	382	364	356	372	365	414	392	403	382	379	370	287		369	412	330	351	347	369
Décembre	395	384	380	398	373	390	391	371	373	375	378	417	394	407	384	384	375	288	326	369	403	337	392	381	373
1949 Mars	400	382	376	417	384	405	407	369	366	381	383	415	410	412	385	391	378	293	326	387	388	363	393	385	385
Juin	405	400	384	417	395	412	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	292	326	387	410	360	390	384	391
Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	415	389	401	372	312	326	389	410	365	394	388	405

b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés

1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	108	118	107	126	113	—	—	115
1947 Mars	340	290	317	290	317	322	310	320	320	335	312	401	385	393	321	325	352	266		366	347	289	—	—	308
Juin	348	294	322	307	331	329	321	344	320	341	323	408	400	404	331	325	356	266		363	347	299	—	—	318
Septembre	353	301	329	309	335	333	324	346	320	347	340	413	406	409	331	327	359	264		372	347	305	—	—	331
Décembre	364	319	337	339	356	342	343	346	320	356	342	419	400	409	347	342	360	280		371	348	311	—	—	348
1948 Mars	369	322	344	343	367	351	350	352	322	361	345	421	405	413	354	344	367	281		370	382	311	—	—	358
Juin	376	331	355	348	359	359	355	356	324	366	350	428	409	418	367	349	369	280		390	397	311	—	—	361
Septembre	381	352	358	360	366	367	364	361	334	375	354	439	415	427	369	348	374	281		390	393	311	—	—	367
Décembre	385	352	369	367	376	372	371	363	343	375	365	435	413	424	374	354	376	282	328	390	387	315	—	—	371
1949 Mars	388	358	367	384	387	388	386	365	343	379	370	419	425	422	377	344	377	286	328	409	400	315	—	—	388
Juin	391	366	371	385	392	394	390	369	360	380	371	425	422	424	376	360	383	285	329	408	402	315	—	—	389
Septembre	392	371	379	369	387	397	385	376	371	384	371	433	428	430	383	349	389	302	328	409	397	315	—	—	425

c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés

1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	107	118	106	119	108	—	—	116
1947 Mars	331	277	325	313	343	320	320	307	289	306	296	376	375	376	317	330	332	266		353	376	296	—	—	294
Juin	338	282	329	324	354	327	329	358	298	307	308	364	378	371	321	330	331	257		360	377	326	—	—	299
Septembre	347	291	344	321	358	331	331	364	317	315	325	380	392	386	331	330	331	258		369	379	339	—	—	312
Décembre	359	307	354	352	373	337	347	364	317	324	331	387	393	390	352	345	331	254		368	378	339	—	—	333
1948 Mars	364	313	353	362	378	351	358	366	319	334	331	392	394	393	353	343	338	273		367	385	339	—	—	346
Juin	374	323	367	365	378	359	364	370	322	339	337	405	410	408	370	346	336	273		391	412	339	—	—	349
Septembre	378	345	372	373	383	363	369	370	321	352	337	420	416	418	362	348	351	290		391	409	339	—	—	358
Décembre	381	338	380	383	394	366	376	379	328	352	349	417	414	415	365	348	355	290	291	391	405	339	—	—	361
1949 Mars	383	352	379	406	412	377	392	379	328	352	353	415	415	415	368	348	358	295	291	375	388	339	—	—	380
Juin	389	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	283	292	375	397	339	—	—	378
Septembre	389	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	428	411	419	378	384	341	311	291	375	389	339	—	—	394

(1) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

LE MOUVEMENT DES AFFAIRES
I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION
a) Mouvement du débit

35

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1947 Moyenne mensuelle	38 (1)	97	177.501	119	34.118	216	211.619
1948 Moyenne mensuelle	38 (1)	119	214.812	139	44.799	258	259.611
1948 Novembre	38	113	210.134	133	44.812	246	254.946
Décembre	38	128	245.876	151	48.591	279	294.467
1949 Janvier	38	120	256.640	137	45.082	257	301.722
Février	38	116	200.836	134	37.685	250	238.521
Mars	38	133	205.422	152	39.294	285	244.716
Avril	38	128	189.323	142	40.301	270	229.624
Mai	38	137	184.184	146	39.072	283	223.256
Juin	38	143	196.527	149	47.630	292	244.157
Juillet	38	140	192.792	146	50.610	286	243.402
Août	38	151	205.745	145	51.423	296	257.168
Septembre	38	142	208.005	146	48.872	288	256.877
Octobre	38	142	224.843	151	43.855	293	268.798
Novembre	38	131	144.935	141	35.042	272	179.977

(1) Au 31 décembre.

N. B. — Les opérations de la liquidation du comptant à la Bourse de Bruxelles, auparavant compensées par la Banque Nationale de Belgique, sont, depuis le mois de mars, liquidées par la Caisse de Compensation du Comptant près la Bourse de Bruxelles; comme cette Caisse n'est pas en mesure de fournir les montants liquidés, la publication de cette statistique a dû être suspendue.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call-money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1948 Moy. mens.	2.868	148.793	1.015	6.462	113.023	56.649	2.435	2.908	119.341	214.812
1948 Novembre	3.170	141.266	904	5.797	107.225	60.592	2.159	2.479	113.458	210.134
Décembre	3.875	171.138	1.063	8.317	121.178	62.847	2.097	3.547	128.213	245.876
1949 Janvier	3.522	193.873	1.100	7.204	113.392	53.515	1.897	2.048	119.911	256.640
Février	3.214	135.442	818	7.862	110.158	55.164	1.920	2.368	116.110	200.836
Mars	3.618	141.443	1.089	7.662	126.352	54.112	2.318	2.205	133.377	205.422
Avril	3.772	126.109	1.276	8.747	120.443	51.988	2.273	2.479	127.764	189.323
Mai	3.991	114.645	1.795	7.157	128.480	59.726	2.312	2.756	136.578	184.184
Juin	3.087	128.274	1.823	6.999	136.275	58.050	2.102	3.204	133.287	196.527
Juillet	4.061	120.649	1.661	6.957	132.579	62.294	1.816	2.892	140.107	192.792
Août	4.243	131.677	1.671	5.941	142.977	65.161	1.820	2.966	150.711	205.745
Septembre	4.002	138.490	1.604	7.296	134.462	59.148	1.936	3.071	142.004	208.005
Octobre	4.291	154.161	2.045	10.971	132.968	56.957	2.437	2.854	141.741	224.843
Novembre	3.872	84.754	1.523	4.972	123.606	52.259	2.373	2.950	131.374	144.935

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call-money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX
(millions de francs)

36

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1947 Moyenne mensuelle	(1) 617.079	26.371	18.299	18.494	56.649	18.561	56.649	150.343	91	3,25
1948 Moyenne mensuelle	(1) 629.485	27.831	20.076	22.087	60.159	21.989	60.159	164.393	91	3,36
1948 Novembre	629.502	29.309	21.675	22.275	61.263	23.477	61.263	168.277	91	3,54
Décembre	629.485	28.989	21.240	24.703	66.515	22.834	66.515	180.567	91	3,35
1949 Janvier	630.988	30.266	20.588	23.161	66.638	25.920	66.638	182.357	91	3,43
Février	631.984	27.587	19.681	21.713	59.509	22.149	59.509	162.880	91	3,48
Mars	632.595	27.525	19.737	24.045	65.100	22.856	65.100	177.102	91	3,33
Avril	632.317	28.009	20.406	22.712	60.000	22.222	60.000	165.054	90	3,29
Mai	631.691	28.318	20.330	23.191	61.846	23.708	61.846	170.591	91	3,39
Juin	630.682	27.541	20.119	22.438	59.781	21.893	59.781	163.893	91	3,18
Juillet	630.503	28.298	20.797	22.347	59.345	23.910	59.345	164.947	90	3,14
Août	629.669	27.337	20.380	23.219	58.161	22.677	58.161	162.218	91	3,18
Septembre	629.937	27.618	20.426	21.035	57.523	21.532	57.523	167.613	91	3,07
Octobre	630.978	27.413	20.215	23.069	61.564	22.964	61.564	169.161	91	3,44
Novembre	631.788	27.417	20.228	22.583	59.485	21.995	59.485	163.548	91	3,44

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs	
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques		Engrais chimiques
Nombre de produits	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1947 Moy. mens. ...	355	344	388	397	341	454	331	226	342	367	312	310	251	364
1948 Moy. mens. ...	389	471	433	450	379	496	356	273	390	383	318	342	261	402
1948 Août	390	490	425	461	384	496	358	272	409	383	317	342	260	403
Septembre	388	466	421	447	385	496	353	274	410	383	316	340	261	397
Octobre	387	471	413	412	387	496	358	274	412	391	309	328	262	401
Novembre	389	467	413	405	391	496	358	274	429	391	312	333	262	403
Décembre	392	491	416	406	392	496	358	274	433	391	312	333	263	404
1949 Janvier	390	470	416	404	394	496	353	269	445	391	309	328	264	384
Février	384	423	415	399	394	496	358	268	445	393	309	328	264	382
Mars	378	406	409	400	388	496	358	263	424	395	299	313	264	385
Avril	373	399	409	390	384	496	358	257	400	416	291	301	264	383
Mai	372	419	419	374	383	496	358	252	400	421	285	294	264	377
Juin	366	411	411	370	371	496	358	252	350	431	279	285	264	372
Juillet	364	400	402	358	375	496	358	252	364	432	278	284	264	371
Août	363	414	383	350	373	496	358	239	369	432	276	284	257	371
Septembre	361	405	377	347	368	496	358	239	350	433	275	282	258	373
Octobre	361	398	392	352	375	529	385	239	336	433	275	282	259	372

45

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1947 Moy. mens. ...	176	568	438	356	275	371	416	560	276	342	334	345	321	354
1948 Moy. mens. ...	185	612	460	381	330	364	445	586	287	362	345	346	324	424
1948 Août	195	588	470	377	326	361	434	571	293	365	349	346	325	446
Septembre	193	586	459	380	334	357	437	600	293	365	350	348	326	448
Octobre	189	586	443	379	327	358	441	600	291	365	350	348	325	452
Novembre	158	586	436	380	343	352	431	604	291	382	355	349	329	474
Décembre	160	586	430	380	354	347	424	604	291	382	356	349	329	480
1949 Janvier	164	581	427	389	368	342	452	597	291	382	352	345	325	480
Février	160	570	420	385	365	336	445	598	291	383	351	341	325	480
Mars	164	560	412	378	355	333	443	590	282	379	350	340	329	480
Avril	160	552	405	371	340	328	441	556	282	379	345	338	325	441
Mai	156	552	399	366	332	323	438	549	282	383	336	336	325	376
Juin	145	539	392	360	328	325	436	510	271	392	329	327	324	348
Juillet	149	536	377	353	328	311	425	499	271	395	332	329	324	362
Août	160	536	377	353	342	302	419	512	268	395	332	330	323	370
Septembre	153	536	377	360	339	312	437	512	268	395	328	330	316	370
Octobre	153	527	347	361	336	318	448	498	264	395	327	328	313	373

45

b) INDICES DES PRIX DE GROS A L'ETRANGER (*)

Base : période 1936 à 1938 = 100

46

PÉRIODES	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (1) (Statistique générale de la France)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Travail)
1947 Moyenne mensuelle	185	989	270	189	183	214
1948 Moyenne mensuelle	201	1.712	280	216	196	222
1948 Juillet	206	1.698	277	218	197	222
Août	207	1.783	278	218	199	221
Septembre	206	1.791	277	216	199	220
Octobre	202	1.887	282	216	198	220
Novembre	200	1.977	287	217	199	222
Décembre	198	1.974	289	217	199	221
1949 Janvier	196	1.946	293	218	199	220
Février	193	1.898	293	218	199	219
Mars	193	1.872	292	217	198	217
Avril	192	1.846	293	223	198	214
Mai	190	1.890	292	228	197	211
Juin	189	1.813	292	228	198	210
Juillet	187	1.854	291	225	197	211
Août	187	1.910	290	225	196	210
Septembre	188	1.958	293	226	197	207

(1) Base 1938 = 100.

(*) Les indices (sauf ceux de la France) ont été ramenés à la même base (période 1936 à 1938 = 100) afin de faciliter la comparaison entre les différents pays.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits	56	34	22
1947 Moyenne mensuelle ..	344	305	405
1948 Moyenne mensuelle ..	394	384	410
1948 Septembre	403	399	413
Octobre	394	386	411
Novembre	394	385	411
Décembre	395	387	411
1949 Janvier	393	384	411
Février	388	375	410
Mars	382	366	408
Avril	380	362	409
Mai	379	359	408
Juin	381	364	408
Juillet	379	361	407
Août	378	361	408
Septembre	379	362	408
Octobre	376	358	407
Novembre	377	359	406

LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère du Combustible et de l'Energie.

55

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-38 Moyenne mensuelle	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(2) 2.425	24,0	1.502
1947 Moyenne mensuelle	95.072	137.770	337	274	496	326	600	2.033	24,5	(1) 448
1948 Moyenne mensuelle	102.116	146.198	363	301	559	338	662	2.223	24,4	(1) 837
1948 Août	99.442	142.016	351	294	573	308	654	2.180	24,9	1.127
Septembre	101.677	145.134	381	328	588	365	677	2.339	25,8	1.096
Octobre	105.105	149.346	402	333	611	380	705	2.431	26,0	1.044
Novembre	109.583	154.197	390	316	589	357	686	2.338	24,2	942
Décembre	109.623	154.006	406	326	621	387	701	2.441	25,0	837
1949 Janvier	108.038	152.403	393	336	612	382	713	2.436	24,7	864
Février	107.355	151.616	378	325	586	368	674	2.331	23,7	1.009
Mars	109.395	151.499	419	347	664	426	763	2.619	26,6	1.329
Avril	105.915	150.981	406	332	621	385	684	2.428	24,9	1.746
Mai	104.930	149.397	398	333	618	382	667	2.398	24,9	2.214
Juin	103.871	148.017	379	322	609	379	664	2.353	24,5	2.681
Juillet	100.667	144.321	289	241	452	311	576	1.869	19,9	2.853
Août	99.455	142.386	341	275	526	306	557	2.005	21,5	2.983
Septembre	98.503	142.180	351	283	534	338	576	2.082	22,0	2.690
Octobre	96.800	140.202	402	314	604	395	646	2.361	24,7	2.374

(1) A fin d'année.

(2) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,8
1947 Moyenne mensuelle	394	4.087	113	569	(2) 37	235	235	5,3	206	2,6
1948 Moyenne mensuelle	460	4.484	82	573	(2) 48	329	321	5,6	267	2,5
1948 Août	471	4.455	65	707	47	347	346	5,6	281	2,2
Septembre	450	4.554	77	508	47	354	347	5,7	289	3,0
Octobre	487	4.626	88	537	46	369	367	5,8	297	2,3
Novembre	480	4.683	123	606	48	359	347	5,5	288	2,6
Décembre	492	4.720	95	611	48	377	357	6,8	299	2,7
1949 Janvier	473	4.708	78	532	48	376	363	6,9	306	3,2
Février	434	4.609	65	523	48	355	350	6,5	301	3,3
Mars	476	4.620	67	523	45	397	409	7,2	325	3,5
Avril	448	4.579	53	469	44	342	360	6,4	283	2,8
Mai	446	4.517	60	494	43	332	334	5,9	288	2,0
Juin	409	4.551	55	512	41	308	317	5,2	267	1,3
Juillet	386	4.399	42	464	35	277	274	4,7	202	0,3
Août	367	4.423	51	448	35	258	263	5,1	227	0,4
Septembre	367	4.416	58	580	35	266	269	5,1	215	2,5
Octobre	382	4.297	76	468	35	277	275	4,8	219	3,2

(1) Au 31 décembre 1938.

(2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

56

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)						PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRES, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute	Coton ou fibranne	Laine	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1947 Moyenne mensuelle	772	3.043	236	6.211	561	1.703	1.826	721	2.204	5.724	1.878	328
1948 Moyenne mensuelle	620	3.466	210	6.018	685	1.537	1.306	418	2.453	5.222	1.616	431
1948 Juillet	462	3.215	182	5.202	613	1.191	1.051	355	2.489	4.583	1.496	396
Août	465	3.277	188	5.173	597	1.299	1.080	335	2.373	4.555	1.492	443
Septembre	519	3.512	194	6.095	692	1.327	1.176	331	2.630	5.366	1.531	445
Octobre	504	3.529	228	5.771	722	1.465	1.337	361	2.404	5.304	1.561	438
Novembre	669	3.341	181	4.643	646	1.519	1.204	396	2.385	4.650	1.476	392
Décembre	586	3.788	167	5.671	715	1.423	1.452	420	2.489	5.205	1.822	391
1949 Janvier	548	3.524	223	5.865	765	1.410	1.214	367	2.461	4.818	1.684	405
Février	592	3.698	173	5.392	715	1.335	1.225	362	2.581	4.797	1.616	419
Mars	553	4.375	222	6.517	920	1.347	1.535	453	3.063	5.363	1.918	480
Avril	561	3.988	169	5.745	872	1.146	1.330	392	2.594	4.972	1.718	436
Mai	571	3.976	201	6.205	901	1.218	1.393	388	2.637	4.898	1.674	447
Juin	667	4.001	221	6.897	857	1.394	1.453	388	2.641	4.910	1.632	470
Juillet	513	2.741	217	4.853	793	1.219	1.393	350	2.151	4.236	1.563	408
Août	610	3.121	148	6.067	810	1.552	1.693	356	2.409	4.670	1.717	401
Septembre	675	3.592	130	6.882	807	1.767	1.606	465	2.759	5.171	1.930	475

(1) Y compris les tapis en jute.

(2) Y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le couil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours, les tissus pour pantoufles, etc.

(3) Y compris couvertures et tapis en laine.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538	10.390	9.527	5.856	15.462		173.433	15.250
1947 Moyenne mensuelle	217.431	101.350	89.396	12.997	11.579	4.669	18.660	1.755	215.001	14.756
1948 Moyenne mensuelle	277.579	134.869	119.529	12.997	11.579	4.669	19.182	1.683	215.001	14.756
1948 Août	268.460	141.200	151.184	12.947	10.912	2.786	18.262	1.227	255.233	16.362
Septembre	327.045	157.782	156.505	12.470	11.416	5.614	18.982	1.638	263.477	23.483
Octobre	311.065	159.444	139.372	16.030	12.963	2.712	20.999	1.653	236.068	20.631
Novembre	254.185	147.375	131.662	14.818	12.982	2.235	18.676	1.515	190.790	8.646
Décembre	218.265	154.303	111.175	14.193	12.023	4.645	18.818	1.683	215.025	15.819
1949 Janvier	176.595	152.816	88.577	11.496	10.443	7.096	18.976	1.319	180.776	13.042
Février	175.195	152.621	98.075	13.773	12.259	6.912	19.321	1.556	175.728	12.844
Mars	224.143	152.475	111.680	15.208	14.447	10.768	21.172	1.749	150.702	14.012
Avril	252.710	126.271	117.869	14.687	12.933	8.903	19.894	1.657	105.905	16.797
Mai	256.130	122.775	132.319	15.166	13.515	670	19.608	1.626	136.383	15.318
Juin	245.000	120.352	140.740	14.131	12.617	(2)	20.151	1.763	145.138	16.843
Juillet	245.335	109.950	120.042	13.736	12.100	813	16.849	1.249	169.092	10.592
Août	253.815	123.737	112.479	14.224	12.567	1.686	20.851	1.518	182.859	15.049
Septembre	289.470	128.631	116.846	14.071	12.887	5.428	21.761	1.749	187.531	14.504
Octobre	294.830 ^p	95.989 ^p	82.183 ^p	14.552 ^p	13.011 ^p	4.998 ^p	21.461 ^p	1.436 ^p	181.571 ^p	13.016

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

(2) Montant non publié.

Source : Administration des Douanes et Actes.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLUMETTES			PÊCHE			
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois	Déclara- tions en consomma- tion			Quantités de matières premières déclarées (substan- ces fari- neuses et substances sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Fabrica- tion	Consom- mation	Exporta- tion	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende Nieuport, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés										Quantités	Valeurs
1936-38 Moyenne mens.	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	1.807	2.590	2.260	7.189		
1947 Moyenne mensuelle	11.114	11.881	88.008	18.172	10.775	24.463	4.350	1.621	2.693	3.390	34.584		
1948 Moyenne mensuelle	20.916	16.495	76.944	19.961	10.627	23.845	3.390	2.008	1.378	3.180	29.546		
1948 Août	—	19.659	33.661	18.246	10.945	14.633	2.886	2.075	2.508	3.175	31.584		
Septembre	1	19.886	22.932	19.883	9.636	27.470	3.485	2.291	1.658	3.051	34.922		
Octobre	72.281	14.310	71.010	21.019	9.980	28.728	4.207	2.519	1.354	3.245	36.149		
Novembre	137.928	17.608	183.543	19.569	8.963	21.832	4.074	2.485	2.072	4.123	37.617		
Décembre	40.395	18.202	191.228	25.541	9.476	23.297	3.761	1.663	1.414	3.405	30.685		
1949 Janvier	73	10.918	173.283	14.615	7.676	29.663	3.536	1.701	1.721	3.459	40.769		
Février	—	10.326	152.581	14.935	8.861	26.431	3.365	1.924	665	3.773	35.457		
Mars	168	12.328	128.107	21.732	11.026	16.815	4.191	1.614	1.294	5.203	49.769		
Avril	—	11.247	117.473	17.601	13.601	19.913	4.598	1.461	3.242	4.393	37.774		
Mai	—	11.450	102.327	18.250	12.407	27.913	4.320	1.654	2.566	3.855	30.781		
Juin	—	10.827	85.646	20.519	12.125	16.182	4.057	2.061	2.523	2.763	22.631		
Juillet	—	11.749	58.920	21.915	13.462	20.778	3.429	1.678	1.615	3.067	19.754		
Août	12	13.449	38.790	21.317	13.159	20.041	3.799	2.455	760	2.488	25.949		
Septembre	99	13.485	19.399	23.390	11.898	30.740	4.190	2.291	2.801	2.727	22.331		
Octobre	85.933	18.813	81.322	20.458	10.574	27.510	4.535	2.152	3.191	3.220	31.224		

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

58

PÉRIODES	Production (1)				Importation	Exportation	Total énergie absorbée par les réseaux 7 = 4+5-6
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels	Total pour la Belgique 4 = 1+2+3			
	Régies communales	Sociétés privées					
	1	2	3	4 = 1+2+3	5	6	7 = 4+5-6
1936-38 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1947 Moyenne mensuelle	28.736	327.979	244.309	601.024	21.749	4.978	617.795
1948 Moyenne mensuelle	30.848	336.598	291.127	658.573	23.692	3.833	678.432
1948 Août	26.560	322.549	285.863	634.972	25.859	3.465	657.166
Septembre	28.879	329.566	290.017	648.262	32.366	3.590	677.038
Octobre	31.826	353.116	311.634	696.576	27.190	3.712	720.054
Novembre	34.390	363.708	314.147	712.245	12.158	3.153	721.250
Décembre	36.706	393.421	317.780	747.904	7.884	2.810	752.981
1949 Janvier	37.959	375.582	307.827	721.368	6.411	4.085	723.694
Février	30.879	349.782	290.375	670.836	7.059	5.593	672.301
Mars	33.183	377.798	326.872	737.853	7.384	7.128	738.109
Avril	27.533	346.822	294.605	668.960	7.600	2.802	673.758
Mai	26.595	344.069	298.859	669.523	9.094	2.858	675.759
Juin	26.148	320.399	285.225	631.772	15.640	2.213	645.199
Juillet	24.100	311.036	255.936	591.072	15.111	2.854	603.329
Août	27.875	337.364	262.476	627.715	14.105	2.383	639.437
Septembre	29.957	358.231	270.084	658.272	10.183	4.287	664.188
Octobre	33.819	385.663	284.710	704.192	5.245	3.398	706.039

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1947 : 274; au début de l'année 1948 : 268.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

59

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Total de gaz produit en Belgique 6 = 1+2+3+4+5	Importations	Exportations	Solde : importations moins exportations 9 = 7 - 8	Total de gaz disponible en Belgique 10 = 6+9
	Régies et associations de communes	Sociétés privées	Régies	Sociétés privées						
				Production destinée à la distribution publique	Production destinée aux fournitures industrielles					
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1948 Moyenne mensuelle	161	3.705	6.426	57.624	73.605	141.521	130	1.702	- 1.572	139.949
1948 Juillet	171	2.896	5.560	129.607	138.234	(2) - 113	1.559	- 1.672	136.562	
Août	190	3.277	5.789	134.743	143.999	129	1.347	- 1.218	142.781	
Septembre	192	3.006	6.159	133.378	142.735	46	1.532	- 1.486	141.249	
Octobre	171	3.380	6.508	138.864	148.923	125	1.618	- 1.493	147.430	
Novembre	154	3.025	6.700	138.216	148.095	30	1.790	- 1.760	146.335	
Décembre	131	4.466	7.393	140.555	152.545	35	2.025	- 1.990	150.555	
1949 Janvier	138	3.947	6.638	63.477	72.541	146.741	37	2.044	- 2.007	144.734
Février	124	3.458	6.365	55.762	75.760	141.469	35	1.896	- 1.861	139.608
Mars	141	4.239	7.204	61.403	82.416	155.403	36	2.103	- 2.067	153.336
Avril	152	3.298	6.264	55.978	80.099	145.791	33	1.812	- 1.779	144.012
Mai	168	4.739	6.551	56.903	80.526	148.887	34	1.943	- 1.909	146.978
Juin	167	4.079	5.905	55.004	77.077	142.232	30	1.736	- 1.730	140.526
Juillet	181	3.265	5.566	53.417	66.719	129.148	37	1.619	- 1.582	127.566
Août	178	5.994	6.855	52.523	62.924	127.474	281	1.688	- 1.407	126.067
Septembre	181	4.446	5.959	53.822	58.724	123.132	242	1.740	- 1.498	121.634

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts-fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts-fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

(2) Rectification des importations pour les mois précédents.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

LA CONSOMMATION (*)

65

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

(Période 1936 à 1938 = 100)

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	GRANDS MAGASINS										
	VÊTEMENTS					AMEUBLEMENT			ARTICLES DE MÉNAGE ET DIVERS		
	Grands magasins sans distinction d'activité	Grands magasins à rayons multiples			Grands magasins spécialisés dans la confection et la couture	Grands magasins à rayons multiples			Grands magasins à rayons multiples		
		Chiffre d'affaires mensuel				Chiffre d'affaires mensuel			Chiffre d'affaires mensuel		
	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total		de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total	
1948 Août	345	298	384	378	214	274	441	421	251	366	372
Septembre	425	321	462	453	313	343	513	493	257	390	376
Octobre	543	390	566	555	495	378	459	449	269	405	391
Novembre	452	371	486	478	347	331	427	415	332	495	478
Décembre	495	506	540	537	324	303	492	470	358	598	572
1949 Janvier	893	368	442	438	215	333	446	433	250	363	351
Février	368	327	412	407	205	303	509	485	225	347	334
Mars	438	329	481	471	304	421	489	481	332	395	383
Avril	627	343	560	547	447	440	536	524	254	412	395
Mai	455	329	492	482	348	348	503	485	244	397	381
Juin	395	281	436	427	270	312	427	413	220	366	341
Juillet	474	332	540	526	263	245	483	455	243	403	388
Août	<i>p</i> 324	<i>p</i> 253	372	<i>p</i> 364	184	265	440	418	<i>p</i> 230	416	<i>p</i> 396
Septembre	<i>p</i> 379	<i>p</i> 311	425	<i>p</i> 418	222	346	554	530	<i>p</i> 244	412	<i>p</i> 394
Octobre	<i>p</i> 547	<i>p</i> 396	592	<i>p</i> 580	418	394	553	534	<i>p</i> 259	427	<i>p</i> 409

PÉRIODES	GRANDS MAGASINS Source : Institut National de Statistique				MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX			
	Grands magasins sans distinction d'activité	Indice général			Indice général Source : I. N. S.	Alimen- tation Source : B. N. B.	Indice général Source : I. N. S.	Boulan- gerie	Alimen- tation	Vête- ments
		Grands magasins à rayons multiples						Source : Banque Nationale de Belgique		
		Chiffre d'affaires mensuel								
	de moins de 5 millions	de 5 millions ou plus	Total							
1948 Août	368	264	391	379	374	332	253	183	303	364
Septembre	407	284	428	415	396	371	279	181	378	457
Octobre	457	312	468	453	389	364	296	200	397	536
Novembre	461	341	485	471	341	334	270	180	284	446
Décembre	531	385	506	549	417	416	309	201	467	515
1949 Janvier	376	289	400	389	333	351	259	178	377	460
Février	362	259	387	375	322	327	254	177	354	383
Mars	417	343	435	426	366	349	302	205	398	469
Avril	460	300	478	461	398	351	293	193	389	493
Mai	420	278	442	427	334	349	270	193	381	431
Juin	370	247	392	378	380	349	261	198	382	366
Juillet	427	264	459	441	409	358	255	188	381	360
Août	<i>p</i> 370	<i>p</i> 239	403	<i>p</i> 388	366	357	267	186	392	345
Septembre	<i>p</i> 401	<i>p</i> 273	431	<i>p</i> 417	365	351	298	191	392	463
Octobre	<i>p</i> 476	<i>p</i> 309	499	<i>p</i> 481	368	346		195	395	511

(*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 56.

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

66

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher
	(milliers de pièces)			
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1947 Moyenne mensuelle	7.971	20.020	712.420	819
1948 Moyenne mensuelle	7.318	21.705	741.725	818
1948 Septembre	5.862	19.779	891.035	885
Octobre	6.200	15.859	739.172	768
Novembre	10.712	29.605	600.104	856
Décembre	9.425	29.668	717.450	834
1949 Janvier	5.354	17.258	711.217	759
Février	1.748	3.626	650.852	506
Mars	3.517	15.201	839.734	724
Avril	10.196	35.898	487.631	1.048
Mai	7.244	25.041	672.120	985
Juin	6.996	21.029	765.284	1.040
Juillet	6.153	20.256	730.794	768
Août	6.291	27.633	847.688	918
Septembre	8.328	20.028	741.507	785
Octobre	8.919	19.740	718.447	874
Novembre	10.676	27.785	635.317	776

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1947 Moyenne mensuelle	18.114	2.666	10.115	22.350	7.046
1948 Moyenne mensuelle	15.190	4.573	11.919	26.575	5.143
1948 Août	14.694	6.235	12.110	20.894	2.650
Septembre	14.769	6.968	11.706	24.717	6.046
Octobre	14.561	5.322	9.386	22.716	8.095
Novembre	17.351	5.733	9.569	24.110	10.189
Décembre	16.942	5.561	8.091	22.687	10.049
1949 Janvier	15.894	4.834	7.808	25.329	8.238
Février	14.707	3.869	9.880	25.966	5.933
Mars	18.714	3.778	14.568	36.636	4.354
Avril	14.957	2.317	13.290	32.715	2.417
Mai	17.287	2.178	13.186	37.818	1.666
Juin	18.148	2.787	14.251	38.823	1.211
Juillet	14.576	2.868	11.063	32.681	815
Août	20.297	4.104	13.683	38.436	1.473
Septembre	17.486	3.782	10.846	35.569	2.866
Octobre	18.493	4.573	9.247	40.166	6.129

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1947 Moyenne mens. ..	202,0	400,8	25,5	628,3	119,6	747,9	808,8	— 60,9	108,8
1948 Moyenne mens. p	211,4	438,8	29,4	679,6	210,4	890,0	864,4	+ 25,6	98,0
1948 Juillet	268,2	392,3	27,4	687,9	225,0	913,0	871,2	+ 41,8	95,4
Août	290,0	421,4	28,7	740,1	225,0	965,1	909,6	+ 55,5	94,3
Septembre	219,8	440,0	29,0	688,8	225,0	913,8	831,1	+ 82,7	91,0
Octobre	203,6	471,9	21,9	697,4	166,7	864,0	846,6	+ 17,5	98,0
Novembre	169,4	475,4	25,5	670,3	166,7	837,0	838,7	— 1,8	100,2
Décembre	181,6	467,6	31,7	680,9	516,7	1.197,6	1.059,0	+ 138,5	88,4
1949 Janvier	187,2	437,0	37,6	661,8	166,6	828,4	858,6	— 30,2	103,7
Février	154,3	417,1	31,8	603,2	166,6	769,8	835,0	— 65,2	108,5
Mars	166,4	449,1	33,7	649,3	166,8	816,1	894,9	— 78,8	109,7
Avril	198,5	408,1	39,9	646,5	166,7	813,2	856,7	— 43,5	105,4
Mai	194,7	389,3	45,1	629,1	166,7	795,8	925,3	— 129,5	116,3
Juin	202,5	385,7	28,2	616,3	166,6	782,9	850,1	— 67,2	108,6
Juillet	275,3	368,9	32,2	676,5	166,7	843,2	862,6	— 19,4	102,3
Août	284,6	381,7	35,0	701,4	166,7	868,1	880,6	— 12,5	101,4
Septembre	217,8	416,9	31,4	666,1	166,6	832,7	925,8	— 93,1	111,2

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			
							Service interne belge	Service internat.	Transit	Total	
1938 Moyen.men.(3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.004	511	5.250	186	154	88	428
1947 Moyen.mens..	324.103	104.891	41.401	365.605	19.367	611	5.004	224	172	92	489
1948 Moyen.mens..	321.733	100.187	44.909	366.642	18.693	599	5.322	220	198	95	513
1948 Juillet	282.305	83.241	43.836	325.941	17.370	631	4.645	184	195	81	460
Août	311.200	92.874	42.955	351.155	18.236	706	5.095	210	198	95	503
Septembre	330.190	99.825	41.999	372.189	18.969	611	5.320	231	184	85	500
Octobre	349.064	108.281	49.341	398.405	18.320	581	5.785	240	179	103	522
Novembre	341.965	108.903	53.040	395.014	18.592	571	6.034	228	207	128	563
Décembre	321.129	113.253	56.691	377.820	18.898	575	5.609	215	207	131	553
1949 Janvier	301.652	111.531	50.480	352.132	18.840	561	5.379	204	208	129	541
Février	290.621	97.242	50.269	340.890	17.683	531	5.027	192	189	104	485
Mars	313.239	99.355	48.978	362.217	19.013	566	5.322	205	201	100	506
Avril	293.657	87.103	45.192	338.849	18.447	584	4.869	186	187	88	461
Mai	286.826	82.008	43.557	330.383	18.500	584	4.742	176	184	95	455
Juin	283.634	80.095	41.916	325.550	17.926	602	4.633	173	177	85	435
Juillet	257.712	73.202	40.565	298.277	16.883	654	4.112	156	152	92	400
Août	287.112	82.605	40.779	327.891	19.128	725	4.474	175	158	105	438
Septembre	310.607	99.177	39.503	350.110	18.331	598	4.932	206	163	85	454

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)

2° Transport des principales grosses marchandises

A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Grasses et huiles industr., pétroles, brals et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)...	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1947 Moyenne mensuelle	489	5.004	297	1.915	425	474	478	599	58	255	91	411
1948 Moyenne mensuelle	513	5.323	269	1.840	668	612	491	611	48	230	84	471
1948 Juillet	460	4.845	144	1.542	677	566	446	577	33	178	65	417
Août	503	5.095	175	1.708	735	626	473	628	59	166	68	457
Septembre	500	5.320	166	1.832	632	656	504	690	97	193	75	476
Octobre	522	5.785	601	1.986	587	674	520	630	39	189	73	505
Novembre	563	6.034	750	2.034	732	670	458	546	34	244	82	484
Décembre	553	5.609	282	2.093	713	724	430	464	37	308	90	470
1949 Janvier	541	5.379	185	2.059	726	703	408	425	35	286	76	476
Février	485	5.027	177	1.826	607	689	430	428	36	275	79	480
Mars	506	5.321	173	1.830	695	760	457	537	38	289	76	476
Avril	461	4.869	142	1.628	700	654	454	565	34	222	69	402
Mai	455	4.744	121	1.542	712	650	477	610	31	153	67	381
Juin	435	4.633	125	1.503	633	663	470	612	26	164	65	372
Juillet	400	4.112	150	1.386	500	532	414	586	22	141	60	321
Août	438	4.474	171	1.534	527	580	427	593	67	151	68	356
Septembre	454	4.932	157	1.873	500	585	440	692	76	168	67	374

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles	Minéraux	Produits métallurgiques	Mat. de constr. verres et glaces	Produits des carrières, sables, silices et terres	Textiles, tanneries et vêtements	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	Soc. Nat. des Ch. de fer vicinaux
												Tonnes-km. transportées (milliers)
(milliers de tonnes)												
1938 Moyenne mensuelle (1)	3.290	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1947 Moyenne mensuelle	3.196	163	1.522	13	227	339	433	16	137	27	318	4.565
1948 Moyenne mensuelle	3.375	142	1.633	14	237	342	480	14	115	32	366	4.344
1948 Septembre	3.491	78	1.717	14	227	348	548	61	97	35	366	4.041
Octobre	3.811	399	1.797	11	236	358	500	9	91	32	378	6.159
Novembre	3.766	562	1.757	10	220	307	420	5	93	31	361	6.919
Décembre	3.414	130	1.893	15	253	269	360	5	109	34	346	3.240
1949 Janvier	3.247	54	1.828	11	242	275	335	5	112	31	354	2.057
Février	3.078	55	1.657	13	216	305	328	6	133	28	337	2.624
Mars	3.311	56	1.728	14	244	320	410	6	145	30	358	3.289
Avril	3.047	41	1.534	12	212	339	458	5	107	29	310	3.160
Mai	2.928	33	1.435	12	184	362	496	5	81	27	301	3.160
Juin	2.883	34	1.389	15	190	337	505	4	89	26	295	3.058
Juillet	2.558	44	1.215	10	150	296	479	5	80	22	255	2.552
Août	2.815	49	1.334	12	169	315	491	41	94	24	286	2.866
Septembre	3.227	63	1.602	14	182	319	573	51	96	24	303	3.173

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.
r : Montant rectifié.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)
1936-1938 Moy. mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317		3.762	1.268	
1947 Moy. m.	688	1.688	1.331	485	182	520	2.823	1.016	280	2.763	989	626
1948 Moy. m.	706	1.703	1.149	549	160	597	2.669	963	327	2.635	964	551
1948 Octobre	739	1.693	836	567	170	644	2.769	958	345	2.580	874	431
Novemb	653	1.476	891	530	119	605	2.310	806	328	2.399	838	383
Décemb	802	1.828	1.015	650	134	690	2.640	951	383	2.617	894	425
1949 Janvier	757	1.702	824	624	129	533	2.566	891	313	2.556	902	477
Février	706	1.618	992	602	124	662	2.524	912	308	2.499	911	486
Mars	783	1.744	854	687	128	693	2.616	926	352	2.674	951	540
Avril	802	1.831	849	673	124	724	2.523	910	382	2.703	1.024	548
Mai	827	1.849	1.042	640	168	640	2.768	986	427	2.644	939	481
Juin	865	1.949	1.032	695	156	699	2.768	1.023	367	2.846	1.070	651
Juillet	840	1.925	974	692	166	701	3.080	1.211	417	2.939	1.125	594
Août	826	1.867	1.075	666	140	712	2.959	1.251	433	2.887	1.237	599
Septemb	787	1.745	953	666	139	813	2.900	1.326	466	3.002	1.345	610
Octobre	763	1.832	871	622	136	911	2.863	1.231	435	2.834	1.216	495

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Entrées	Sorties
1936-38 Moy. mens.	169	177	208	170	178	92	174	152
1947 Moyenne mens.	92	134	162	92	134	61	67	30
1948 Moyenne mens.	90	129	186	91	129	42	64	33
1948 Octobre	92	134	149	90	127	35	68	21
Novembre	89	134	160	89	132	56	73	14
Décembre	83	104	117	83	104	38	64	38
1949 Janvier	77	81	92	74	80	44	30	15
Février	101	115	102	100	114	56	70	31
Mars	123	117	151	128	128	71	62	34
Avril	117	126	137	119	124	77	64	20
Mai	146	150	167	139	148	89	90	35
Juin	106	124	147	107	121	67	83	41
Juillet	92	114	138	93	111	85	99	53
Août	108	127	158	108	157	39	87	37
Septembre	96	123	134	95	110	47	84	40
Octobre	84	98	112	88	108	54	123	32

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source: Institut national de Statistique.

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1947 Moyenne mensuelle	4.759	1.203	1.213	207	7.382	1.106	396	377	54	1.933	112,5	20,4	28,5	6,9	168,3
1948 Moyenne mensuelle	4.860	1.400	1.477	227	7.964	1.152	482	479	61	2.174	118,0	26,1	32,1	7,8	184,0
1948 Septembre	5.200	1.717	1.553	180	8.650	1.202	550	468	47	2.327	129,7	30,0	31,1	5,7	196,5
Octobre	5.384	1.745	1.524	222	8.875	1.209	558	447	55	2.269	118,9	30,7	30,4	7,1	187,1
Novembre	4.932	1.594	1.485	313	8.324	1.145	513	423	93	2.174	117,0	27,1	30,6	11,9	186,5
Décembre	4.687	1.519	1.393	242	7.841	1.093	509	415	67	2.084	110,8	28,7	28,9	8,4	176,8
1949 Janvier (1)	4.940	1.409	1.024	262	7.635	1.223	456	342	69	2.090	133,5	28,6	21,8	9,0	192,9
Février	5.052	1.577	1.293	231	8.153	1.204	544	426	70	2.244	129,1	29,9	27,2	9,4	195,8
Mars	5.275	1.520	1.346	367	8.508	1.240	489	456	108	2.299	125,7	27,2	25,7	14,4	193,0
Avril	5.744	1.577	1.199	446	8.966	1.361	548	435	126	2.470	140,2	29,8	24,5	16,5	211,0
Mai	5.707	1.911	1.460	394	9.478	1.324	675	484	111	2.594	134,4	37,5	30,9	14,5	217,3
Juin	5.552	1.808	1.520	336	9.211	1.276	624	574	90	2.564	134,3	30,7	34,2	11,7	211,0
Juillet	5.487	1.992	1.529	314	9.322	1.260	666	511	88	2.525	130,4	36,1	31,7	11,5	208,7
Août	5.136	2.454	1.922	363	9.875	1.174	705	607	106	2.592	120,9	36,8	37,4	14,0	208,9
Septembre	5.962	2.406	2.011	442	10.821	1.356	675	602	108	2.740	144,3	33,7	39,0	14,2	231,2

(1) Afin d'obtenir une statistique plus complète, la méthode d'observation a été légèrement modifiée à partir de janvier 1949. De ce fait, les chiffres ne sont plus entièrement comparables avec ceux des années précédentes. En moyenne, les résultats dépassent d'environ 7 % ceux obtenus suivant la méthode ancienne.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

N. B. — Les éléments qui servent de base à cette statistique étant extraits exclusivement des déclarations en douane souscrites par les importateurs et les exportateurs, toutes transactions que, en raison des événements, l'Administration des douanes n'a pas été en mesure de constater, ne sont donc pas enregistrées.

RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. O.	
	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'alimentation et boissons	Matières brutes ou simplement préparées	Produits fabriqués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2 473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,0	35,7	2.018,6	704		
1947 Moyenne mens.	4,5	255,8	1.989,0	72,7	2.322,0	47,0	1.645,0	2.834,9	2.551,7	51,3	7.129,9	3.071		
1948 Moyenne mens.	3,1	260,0	2.036,7	99,4	2.399,1	41,7	1.956,2	2.956,8	2.289,7	40,5	7.284,8	3.036		
1948 Octobre	4,8	353,9	1.335,5	78,3	1.770,5	69,3	2.648,4	2.260,0	2.325,7	66,0	7.369,4	4.162		
Novembre	6,7	287,6	1.942,2	82,0	2.318,3	86,6	2.236,6	2.996,8	2.148,5	45,1	6.913,6	2.982		
Décembre	5,1	257,4	2.295,2	98,4	2.656,2	71,0	1.841,4	3.568,3	2.481,1	29,3	7.791,0	2.933		
1949 Janvier	3,4	224,0	1.816,6	67,2	2.111,2	45,9	1.641,3	2.904,9	1.923,1	64,4	6.579,6	3.117		
Février	4,4	292,4	1.938,3	57,3	2.292,5	61,0	1.834,5	2.815,3	1.772,3	30,1	6.513,3	2.841		
Mars	3,7	199,6	2.064,1	70,4	2.337,9	54,0	1.402,9	3.470,9	2.181,9	45,1	7.154,8	3.060		
Avril	4,0	148,8	2.074,4	57,1	2.284,3	70,1	1.383,0	3.033,3	2.186,5	46,0	6.719,0	2.941		
Mai	6,1	250,8	2.218,7	60,7	2.536,3	120,4	1.445,3	3.081,9	2.194,9	62,2	6.904,7	2.722		
Juin	3,7	285,3	2.042,9	64,1	2.399,0	71,8	1.545,0	2.922,6	2.175,4	36,3	6.751,1	2.818		
Juillet	4,1	323,0	1.856,1	63,7	2.246,9	79,2	1.687,1	2.547,5	1.906,7	53,9	6.274,4	2.792		
Août	7,8	266,0	1.932,1	52,1	2.256,0	142,5	1.477,3	2.690,1	2.098,9	19,3	6.428,2	2.847		
Septembre	5,0	251,6	1.824,4	60,6	2.141,6	75,5	1.605,1	2.563,9	2.082,4	80,6	6.407,5	2.992		
Octobre	5,2	200,4	1.977,2	73,1	2.256,0	75,4	1.444,5	2.775,8	2.248,3	50,6	6.594,6	2.923		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	- 159,4	92,1
1947 Moyenne mens.	0,6	21,6	745,7	302,4	1.070,3	25,1	148,7	1.693,5	3.258,3	12,3	5.137,9	4.800	- 1992,0	72,1
1948 Moyenne mens.	—	34,0	778,2	445,9	1.258,1	1,8	219,4	1.772,4	4.153,5	21,1	6.168,3	4.903	- 1116,6	84,7
1948 Octobre	—	12,7	786,3	513,4	1.312,5	0,6	121,8	1.962,6	4.610,8	50,5	6.746,3	5.140	- 623,1	91,5
Novembre	—	11,1	844,4	505,3	1.360,9	1,8	174,1	1.955,7	4.364,7	8,4	6.504,6	4.780	- 409,0	94,1
Décembre	—	23,6	861,7	544,9	1.430,2	2,3	261,7	1.961,2	4.878,1	8,1	7.111,4	4.972	- 479,6	91,3
1949 Janvier	0,1	16,7	651,8	419,3	1.087,9	5,9	187,2	1.705,8	4.213,9	24,9	6.137,7	5.642	- 441,9	93,3
Février	0,2	17,5	695,6	423,2	1.136,6	8,1	178,6	2.188,5	4.345,5	15,9	6.736,7	5.927	+ 223,7	103,4
Mars	0,2	26,8	749,0	497,8	1.273,8	6,9	219,8	2.186,5	5.204,5	24,9	7.642,6	6.000	+ 487,8	106,8
Avril	—	25,6	692,6	431,0	1.149,2	2,9	267,3	1.994,5	4.810,3	27,7	7.102,8	6.181	+ 383,8	105,7
Mai	—	25,2	728,1	444,0	1.197,4	2,6	316,7	2.038,2	4.807,9	17,6	7.183,0	5.990	+ 278,3	104,0
Juin	—	26,7	737,1	464,7	1.228,6	1,7	264,6	2.239,7	4.921,7	4,7	7.432,4	6.049	+ 681,3	110,1
Juillet	—	20,4	785,8	430,9	1.237,2	2,6	240,3	2.019,0	4.835,7	4,6	7.102,1	5.740	+ 827,7	113,2
Août	—	19,1	813,2	351,6	1.183,8	1,3	217,7	1.770,0	4.051,8	7,8	6.048,6	5.109	+ 379,6	94,1
Septembre	—	26,4	872,7	356,4	1.255,5	1,4	237,7	1.886,1	4.077,3	20,5	6.223,0	4.957	- 184,6	97,1
Octobre	—	36,7	833,1	333,0	1.202,8	1,3	247,1	1.811,6	3.760,8	15,5	5.836,3	4.852	- 758,9	85,5

LE CHOMAGE

I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHOMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1948 Septembre	108.834	116.057	224.891	81.065	43.168	124.233	1.951	1.038	2.989
Octobre	127.822	128.997	256.819	87.604	44.797	132.401	2.550	1.300	3.850
Novembre	147.653	184.001	331.654	112.362	61.500	173.862	2.574	1.435	4.009
Décembre	224.673	216.947	441.620	172.395	80.356	252.751	3.793	1.801	5.594
1949 Janvier	229.036	267.730	496.766	173.393	80.193	253.586	5.188	2.400	7.588
Février	210.147	182.744	392.891	173.092	66.671	239.663	4.162	1.585	5.647
Mars	209.067	178.645	387.712	172.212	64.701	236.913	4.143	1.533	5.676
Avril	199.202	141.412	340.614	167.488	52.438	219.926	3.855	1.208	5.063
Mai	201.106	164.487	365.593	158.445	54.172	212.617	4.596	1.561	6.157
Juin	194.029	153.861	347.890	158.873	56.443	215.316	3.667	1.295	4.962
Juillet	206.318	255.009	461.327	158.954	61.615	220.469	4.613	1.791	6.404
Août	199.250	246.799	446.049	154.011	60.672	214.683	3.556	1.407	4.963
Septembre	204.133	258.782	462.915	164.032	64.361	228.393	3.945	1.585	5.510
Octobre	246.711	237.890	484.601	196.463	54.614	251.077	5.707	1.583	7.290
Novembre				210.403	48.984	259.387			

II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											

Moyenne journalière par mois

1948 Septembre	—	—	24	124.233	36.313	17.164	20.042	34.272	6.169	6.135	2.146	784	1.208
Octobre	—	—	30	132.401	40.129	18.198	21.757	34.800	6.533	6.430	2.288	923	1.343
Novembre	—	—	23	173.862	47.884	25.151	32.694	44.558	9.381	8.372	3.167	860	1.895
Décembre	—	—	22	252.751	58.997	34.210	63.602	56.692	18.276	11.245	4.957	1.609	3.163
1949 Janvier	—	—	30	253.586	65.208	40.251	44.016	61.236	17.744	13.237	5.564	2.252	4.098
Février	—	—	24	239.663	63.791	39.677	40.476	56.200	15.199	12.193	5.787	2.212	4.128
Mars	—	—	24	236.913	66.427	38.669	39.135	54.732	15.478	11.616	5.199	1.722	3.935
Avril	—	—	23	219.926	64.566	35.766	36.184	50.970	14.043	10.017	4.642	681	3.167
Mai	—	—	29	212.617	63.669	34.045	33.709	49.298	14.786	9.246	4.410	469	2.985
Juin	—	—	23	215.316	63.266	35.016	34.643	49.751	16.201	9.136	4.152	405	2.746
Juillet	—	—	29	220.469	64.813	34.609	34.743	49.701	18.046	8.888	6.411	596	2.662
Août	—	—	23	214.883	55.677	35.012	30.076	48.453	22.220	10.558	8.909	707	3.071
Septembre	—	—	24	228.393	63.504	35.249	33.159	47.343	23.786	11.915	9.434	711	3.293
Octobre	—	—	29	251.077	63.781	34.748	62.239	48.991	23.127	9.889	6.194	926	3.182
Novembre	—	—	22	259.387	65.554	37.730	65.105	47.720	22.542	10.676	5.182	1.290	3.588

Moyenne journalière par semaine

1949 Septembre	4	10	6	230.373	63.558	35.869	31.540	47.173	22.773	12.599	12.941	699	3.221
	11	17	6	225.501	62.817	34.963	32.554	47.467	26.588	11.401	5.771	768	3.172
	18	24	6	229.837	64.292	35.379	33.560	47.283	20.350	12.214	12.758	715	3.286
	25	1	6	227.864	63.351	34.782	34.980	47.452	25.434	11.446	6.267	661	3.491
Octobre	2	8	6	253.408	64.134	34.491	62.608	47.432	21.998	9.570	9.502	745	2.928
	9	15	6	248.034	63.329	34.119	61.142	45.962	20.670	9.502	7.624	777	2.909
	16	22	6	242.961	63.494	34.014	61.602	45.602	20.541	9.604	4.212	869	3.023
	23	29	6	244.171	62.938	34.394	61.940	46.330	20.691	9.351	4.291	1.086	3.152
Novembre	30	5	5	272.353	65.253	37.114	64.236	50.158	33.452	11.725	5.169	1.202	4.044
	6	12	5	256.621	64.936	37.092	64.276	48.195	21.609	10.752	5.106	1.126	3.529
	13	19	5	253.871	65.155	37.178	64.146	46.893	20.834	10.203	4.951	1.227	3.494
	20	26	6	259.498	65.763	37.824	65.537	47.602	22.133	10.584	5.206	1.273	3.576
Décembre	27	3	6	267.098	66.338	38.643	66.322	48.479	25.436	11.177	5.453	1.509	3.743
	4	10	6	271.776	65.338	39.938	68.183	50.173	25.569	11.284	5.710	1.739	3.842
	11	17	6	254.000	64.225	41.215	48.427	50.806	25.204	11.711	6.082	2.205	4.125

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Hôtel-restaurants	Genes de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manœuvres	Jeunes gens (- 10 ans) (1)	Divers (2)	Total
Chômeurs complets																											
1948 Août	1.885	478	68	243	564	1.589	4.746	3.413	4.702	177	220	422	5.966	3.759	1.505	2.336	4.031	—	1.588	605	202	5.014	820	22.989	5.949	931	74.292
Septembre	2.245	476	90	217	828	2.468	5.197	3.654	5.507	199	249	491	6.618	3.441	1.485	2.417	4.354	—	2.080	607	254	5.611	895	25.162	6.314	216	81.065
Octobre	1.565	478	89	300	789	2.659	5.634	3.954	6.018	192	243	534	7.331	3.612	1.540	2.479	4.648	—	2.473	665	274	6.240	840	27.819	7.194	134	87.604
Novembre	3.709	550	93	368	918	3.067	9.039	5.241	7.200	218	270	631	9.302	4.699	1.914	2.705	5.369	—	2.741	701	333	6.817	939	34.966	9.998	574	112.362
Décembre	5.438	703	138	735	1.335	5.335	14.396	7.199	10.579	327	409	722	28.453	7.229	3.085	3.290	6.355	—	2.858	731	398	7.527	920	46.686	17.552	—	172.395
1949 Janvier	6.891	989	167	777	1.877	6.227	16.994	9.439	13.413	344	458	987	16.242	11.319	4.105	4.448	7.980	—	3.056	896	465	9.095	1.024	57.220	—	—	173.393
Février	6.981	892	155	735	1.749	4.825	16.822	9.431	13.953	322	474	1.094	13.758	9.850	3.120	4.794	8.287	—	3.177	902	486	9.943	1.025	60.627	—	—	173.092
Mars	6.775	854	147	634	1.635	7.616	14.286	9.287	14.998	317	496	1.159	13.449	8.625	2.852	4.836	8.522	—	3.301	984	501	10.318	1.050	59.690	—	—	172.212
Avril	6.201	798	138	533	1.310	9.549	11.462	8.961	15.066	308	485	1.162	13.224	7.641	2.608	5.011	8.647	—	3.073	935	479	10.619	1.128	58.252	—	—	167.469
Mai	4.018	976	234	521	1.056	9.303	9.436	8.365	14.947	311	473	1.141	13.391	6.884	2.417	4.577	8.723	—	2.928	921	471	10.861	1.211	55.280	—	—	158.445
Juin	4.675	1.116	262	456	1.069	8.259	9.088	8.150	15.257	328	442	1.128	13.917	7.947	2.838	4.383	8.639	—	2.716	921	468	10.950	1.248	54.636	—	—	158.873
Juillet	4.955	1.048	279	442	976	7.327	9.076	8.204	15.584	331	425	1.039	13.529	8.968	3.409	4.211	8.473	—	2.385	886	417	11.079	1.106	54.825	—	—	158.954
Août	4.094	955	243	461	1.024	3.765	8.713	8.105	15.902	339	415	1.061	13.328	9.638	3.272	4.174	8.396	—	2.438	949	413	11.444	1.097	53.795	—	—	154.011
Septembre	4.545	989	239	465	1.218	6.621	9.156	7.780	17.245	343	433	1.133	13.144	9.220	2.962	4.292	8.876	—	3.170	993	499	12.315	1.187	57.207	—	—	164.032
Octobre	3.700	977	237	493	1.466	5.201	10.578	8.763	19.018	443	707	1.232	36.243	8.696	3.270	4.485	9.645	—	3.826	1.213	567	12.884	1.074	61.745	—	—	196.463
Chômeurs partiels et accidentels																											
1948 Août	343	214	669	108	594	427	1.038	1.397	1.475	153	605	234	11.339	3.618	2.710	1.102	2.101	7.712	140	121	48	289	54	4.635	5.659	1.492	48.257
Septembre	251	288	114	88	514	359	864	1.159	1.606	144	575	232	10.675	2.824	1.742	879	3.142	7.783	151	104	26	305	51	4.351	4.674	276	43.169
Octobre	257	380	92	139	462	471	985	1.316	1.498	157	510	232	10.094	2.973	2.215	971	3.492	8.015	159	104	30	346	53	4.392	5.040	414	44.797
Novembre	415	267	98	279	553	576	4.722	1.809	2.024	285	577	266	14.739	4.271	2.926	1.086	3.493	7.901	195	124	45	397	63	6.399	7.806	184	61.500
Décembre	717	514	97	452	775	1.125	11.012	2.977	2.574	399	522	289	13.883	5.874	4.568	1.213	4.245	7.228	216	134	76	394	64	10.564	10.444	—	80.356
1949 Janvier	817	807	825	652	1.388	1.020	7.992	3.957	4.560	256	744	430	16.919	7.920	4.099	1.781	4.244	7.942	270	116	59	513	60	13.422	—	—	80.193
Février	674	1.019	458	715	1.074	651	7.187	2.526	3.587	174	686	397	12.745	5.778	2.354	1.708	4.219	7.964	262	112	56	402	60	11.763	—	—	66.571
Mars	549	949	547	611	1.137	2.045	6.547	2.193	3.684	342	640	433	12.445	4.626	2.124	1.941	3.733	8.029	245	101	57	407	77	11.239	—	—	64.701
Avril	345	504	387	370	994	2.851	1.571	1.728	3.660	261	628	460	13.021	3.782	1.913	1.372	2.476	7.788	253	123	49	387	60	7.467	—	—	52.438
Mai	465	265	264	384	815	3.264	1.263	1.692	4.374	259	549	471	14.364	3.821	1.756	1.142	2.721	7.523	226	140	50	367	63	7.934	—	—	54.172
Juin	542	258	281	354	627	3.395	1.174	1.650	4.662	173	501	432	13.466	5.382	4.363	1.085	2.534	6.894	211	133	47	351	73	7.955	—	—	56.443
Juillet	439	250	5.799	357	497	2.986	1.188	1.619	4.432	258	549	438	12.581	5.431	4.349	1.183	2.947	7.404	159	124	48	348	54	8.075	—	—	61.515
Août	305	204	14.308	272	659	332	1.189	1.347	4.473	222	455	320	10.634	5.051	2.801	918	2.455	6.634	186	134	50	333	49	7.290	—	—	60.672
Septembre	353	277	17.481	249	521	536	1.112	1.372	5.498	236	442	308	9.856	4.337	2.297	1.034	3.151	7.508	220	100	45	366	49	7.013	—	—	64.361
Octobre	467	406	6.361	265	425	353	1.502	1.288	5.661	263	421	259	8.909	3.863	2.902	1.089	3.709	8.101	233	109	37	373	64	7.554	—	—	54.614
Total des chômeurs contrôlés																											
1948 Août	2.228	692	737	351	1.148	2.016	5.784	4.810	6.267	330	825	656	17.305	7.377	4.215	3.438	6.132	7.712	1.728	726	250	5.303	874	27.624	11.608	2.413	122.549
Septembre	2.496	764	204	305	1.342	2.827	6.061	4.813	7.113	343	824	714	17.293	6.265	3.227	3.296	7.496	7.783	2.231	711	280	5.916	946	29.503	10.988	492	124.233
Octobre	1.822	858	181	439	1.251	3.130	6.619	5.270	7.516	349	753	766	17.425	6.485	3.755	3.450	8.140	8.015	2.632	769	304	6.586	893	32.211	12.234	548	132.401
Novembre	4.124	817	191	647	1.471	3.642	13.761	7.050	9.224	503	847	897	24.041	8.970	4.840	3.791	8.882	7.901	2.936	825	378	7.214	1.002	41.365	17.804	759	173.882
Décembre	6.155	1.217	235	1.187	2.110	6.400	25.408	10.176	13.153	721	931	1.011	42.336	13.103	7.653	4.503	10.600	7.228	3.074	865	474	7.921	984	57.250	27.996	—	252.751
1949 Janvier	7.708	1.776	992	1.429	3.265	7.247	24.986	12.798	17.973	600	1.202	1.417	32.161	19.239	8.204	6.229	12.224	7.942	3.326	1.012	524	9.608	1.084	70.642	—	—	253.586
Février	7.655	1.911	613	1.450	2.823	5.476	23.709	11.957	17.640	496	1.160	1.481	26.503	15.628	5.474	6.502	12.506	7.964	3.439	1.014	542	10.345	1.085	72.390	—	—	239.693
Mars	7.324	1.803	694	1.245	2.772	9.661	20.833	11.460	18.682	659	1.136	1.592	25.894	13.151	4.976	6.777	12.255	8.029	3.546	1.085	558	10.725	1.127	70.929	—	—	236.913
Avril	6.546	1.302	525	903	2.304	12.400	13.033	10.689	18.726	569	1.113	1.612	26.245	11.323	4.519	6.383	11.123	7.788	3.326	1.058	528	11.000	1.188	65.719	—	—	219.826
Mai	4.483	1.241	498	905	1.871	12.567	10.699	10.057	19.321	570	1.022	1.612	27.755	10.705	4.173	5.719	11.444	7.523	3.154	1.061	521	11.226	1.274	63.214	—	—	212.617
Juin	5.217	1.374	533	810	1.686	11.654	10.262	9.700	19.919	501	943	1.560	27.383	13.329	7.201	6.											

STATISTIQUES BANCAIRES

I — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1) (millions de francs)

85

RUBRIQUES	31 juillet 1949	31 août 1949	30 sept. 1949	31 octob. 1949
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42).....	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.139	2.108	2.111	2.082
Prêts au jour le jour	1.747	1.673	1.647	1.434
Banquiers	3.357	3.331	3.398	3.152
Maison-mère, Succursales et filiales	645	658	764	726
Autres valeurs à recevoir à court terme	1.989	1.793	1.954	2.166
Portefeuille-effets	38.471	39.082	40.440	35.935
a) Portefeuille commercial (2)	7.203	7.958	8.632	7.208
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique.....	9.102	9.683	10.040	8.035
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	22.166	21.441	21.718	20.692
Reports et avances sur titres	869	857	665	776
Débiteurs par acceptations	3.963	3.866	3.712	3.433
Débiteurs divers	11.969	12.116	11.802	11.991
Portefeuille-titres	5.148	5.141	5.065	8.270
a) Valeurs de la réserve légale	188	188	188	188
b) Fonds publics belges	3.458	3.465	3.422	6.691
c) Fonds publics étrangers	110	97	106	109
d) Actions de banques	657	655	613	619
e) Autres titres	736	736	736	762
Divers	372	337	391	376
Capital non versé	2	2	2	2
Total disponible et réalisable...	70.471	70.764	71.941	70.343
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement.....	2	1	1	2
Immeubles	048	651	650	655
Participations dans les filiales immobilières.....	260	260	260	260
Créances sur filiales immobilières	111	113	117	118
Matériel et mobilier	68	69	69	69
Total de l'immobilisé...	1.089	1.094	1.097	1.104
Total général actif...	71.560	71.858	73.038	71.447
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42).....	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	184	155	157	209
Emprunts au jour le jour	39	26	14	29
Banquiers	5.097	5.059	4.658	4.400
Maison-mère, Succursales et filiales	1.028	1.152	1.090	809
Acceptations	3.963	3.869	3.712	3.434
Autres valeurs à payer à court terme	855	907	1.031	942
Créditeurs pour effets à l'encaissement.....	1.308	1.332	1.358	1.437
Dépôts et comptes courants	52.134	52.441	53.929	53.047
a) A vue et à un mois au plus	47.341	47.643	48.955	48.090
b) A plus d'un mois	4.793	4.798	4.974	4.957
Obligations et bons de caisse	80	91	106	111
Montants à libérer sur titres et participations	594	594	552	553
Divers	1.543	1.495	1.684	1.728
Total de l'exigible...	66.825	67.121	68.291	66.699
C. Non exigible :				
Capital	2.829	2.830	2.831	2.831
Fonds indisponible, par prime d'émission	308	308	309	310
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	191	191	191	191
Réserve disponible	1.318	1.319	1.320	1.320
Provisions.....	89	89	96	96
Total du non exigible...	4.735	4.737	4.747	4.748
Total général passif...	71.560	71.858	73.038	71.447

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 31 juillet 1949, 31 août 1949, 30 septembre 1949 et 31 octobre 1949 respectivement à 2.743, 2.421, 1.727 et 2.616 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

	6-10-1949	13-10-1949	20-10-1949	27-10-1949	3-11-1949	8-11-1949	17-11-1949	24-11-1949
Encasse en or (1)	31.377	31.396	31.581	31.542	31.551	31.551	31.123	31.063
Avoirs sur l'étranger :								
a) en devises étrangères	1.367	1.381	1.558	1.568	1.570	1.637	1.494	1.409
b) en francs belges	2	2	2	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7
Accord de compensation multilatérale : fr. b. (2)	3.252	3.164	3.502	3.194	2.987	2.780	2.601	2.827
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) en devises étrangères	8.078	7.896	7.257	6.855	6.732	6.641	6.764	6.659
b) en francs belges	2.081	2.150	2.252	2.401	2.168	2.217	2.402	2.405
Devises étrangères et or à recevoir	31	35	37	39	33	50	42	41
Débiteurs pour change et or, à terme	1.726	1.767	1.863	1.948	1.866	1.935	1.787	1.739
Effets commerciaux sur la Belgique	1.562	1.463	1.546	2.195	3.237	2.991	2.758	2.857
Avances sur fonds publics	247	230	301	345	553	349	606	300
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :								
a) certificats du Trésor	5.615	7.110	4.840	2.975	3.640	4.005	3.850	4.245
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.881	708	1.609	2.381	2.599	2.626	1.621	1.545
c) autres effets publics	141	4	15	144	68	1	365	31
Monnaies divisionnaires et d'appoint	789	906	957	973	749	738	754	757
Avoirs à l'Office des (Compte A	2	1	1	3	2	1	2	2
Chèques Postaux (Compte B	835	816	810	799	785	775	744	709
Avances spéciales pour participation au Fonds Monétaire International :								
a) au Gouvernement belge, en francs belges ...	986	986	986	986	986	986	986	986
b) au Gouvernement luxembourgeois, en francs luxembourgeois	44	44	44	44	44	44	44	44
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991	34.991
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	915	915	915	915	915	915	915	915
Immeubles, matériel et mobilier	188	188	188	188	188	188	188	188
 Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel.	422	422	424	424	426	424	427	427
Divers	1.239	1.250	1.002	1.000	957	975	1.019	1.020
	97.771	97.825	96.681	95.910	97.048	96.821	95.604	95.161

PASSIF

	6-10-1949	13-10-1949	20-10-1949	27-10-1949	3-11-1949	8-11-1949	17-11-1949	24-11-1949
Billets en circulation	87.900	87.100	86.203	85.995	87.381	87.002	86.030	85.500
Comptes courants :								
Trésor public (Compte ordinaire	5	3	2	8	2	2	3	4
Comptes Accord de Coopération Economique	757	919	1.180	797	738	628	600	541
Fonds Monétaire International :								
Compte francs belges	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130	1.130
Compte francs luxembourgeois	44	44	44	44	44	44	44	44
Banques à l'étranger :								
1 ^o accords de paiement (a)	1.038	934	1.082	892	650	673	692	789
b)	835	816	810	799	785	775	744	709
2 ^o autres comptes	28	29	34	31	32	32	27	28
Divers	1.839	2.616	1.877	1.819	1.985	2.131	2.079	2.197
Total des engagements à vue ...	93.576	93.591	92.362	91.515	92.727	92.417	91.349	90.942
Devises étrangères et or à livrer	2.015	2.036	2.115	2.200	2.097	2.166	2.004	1.952
Créditeurs pour change et or à terme	31	35	37	39	33	50	42	41
Caisse de Pensions du Personnel	422	422	424	424	426	424	427	427
Divers	811	825	827	817	849	848	807	883
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement	516	516	516	515	516	516	516	516
	97.771	97.825	96.681	95.910	97.048	96.821	95.604	95.161

(1) Montants non réévalués.

(2) Ce compte enregistre le montant de l'avance faite par la Banque en vue d'assurer, pour compte de l'Etat, la mise en application de l'accord de paiement et de compensation entre les pays européens pour l'exercice 1949/1950, signé à Paris le 7 septembre 1949, avance qui sera amortie au moyen de l'aide conditionnelle attribuée à la Belgique.

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse-or (monnaies et lingots)	Or affecté en garantie (conv du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à vue à l'étranger	Portefeuille commercial et d'effets publics (1)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants créditeurs Total
						sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (2)	Dont avances provisoires (3)		
1947 Moyenne ann...	72.102	—	0,4	98.413	43.145	4.390	8.469	641.695	520.708	807.633	69.363
1948 Moyenne ann...	52.907	12.258	0,2	169.607	83.769	4.527	9.136	723.509	570.300	849.369	207.977
1948 9 septembre	52.817	12.408	0,2	183.290	82.354	4.392	5.925	743.107	591.700	885.462	194.246
7 octobre	52.817	12.408	0,2	192.859	83.639	4.349	16.325	713.806	557.900	923.695	150.584
4 novembre	52.817	12.408	0,2	185.100	90.519	4.857	14.836	732.593	578.300	936.937	160.838
9 décembre	52.817	12.408	0,3	210.232	90.022	4.333	15.210	749.371	594.900	954.077	178.292
1949 6 janvier	52.817	12.408	0,3	231.455	99.960	4.798	13.602	732.128	571.000	988.060	160.882
10 février	52.817	12.408	0,3	231.280	98.629	4.462	13.667	744.144	592.600	995.585	161.063
10 mars	52.817	12.408	0,3	262.530	103.277	4.912	19.442	728.667	673.700	1.019.189	165.754
7 avril	52.817	12.408	0,3	275.820	123.362	5.011	16.285	736.263	579.400	1.055.459	168.107
5 mai	52.817	12.408	0,6	265.451	126.281	6.210	24.268	732.787	580.900	1.064.210	165.322
9 juin	(4) 52.981	9.293	0,7	295.395	125.737	5.988	18.465	735.150	580.600	1.080.173	160.684
7 juillet	52.981	9.293	7.703	298.365	131.159	6.115	19.176	740.098	580.600	1.125.733	149.041
4 août	52.981	9.293	21.068	281.740	140.820	5.954	17.631	761.061	592.500	1.152.147	146.241
8 septembre	52.981	9.293	44.667	288.833	133.376	4.840	10.284	761.724	589.300	1.185.908	123.754
6 octobre	52.981	9.293	52.015	306.696	148.270	6.133	13.438	766.118	592.600	1.229.803	127.398
10 novembre	52.981	9.293	58.384	307.730	145.425	5.643	18.648	771.424	594.400	1.229.504	140.630

Taux d'escompte (actuel : 3 % depuis le 30 septembre 1948.
précédent : 3 1/2 % depuis le 6 septembre 1948.

(1) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger.

(2) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse autonome d'Amortissement (conv. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs et le Bon du Trésor remboursable en or (convention du 17 novembre 1947 et loi du 25 novembre 1947).

(3) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires à l'Etat en vue du paiement des dépenses d'entretien des troupes allemandes d'occupation en France » qui s'élevaient à 426.000 millions de francs.

(4) Une tranche du prêt obtenu de la Federal Reserve Bank en novembre 1947, sur l'or déposé en garantie par la Banque de France, est venue à échéance le 23 mai. Cette tranche s'élevant à 25 millions de dollars était gagée par un dépôt de 23 tonnes d'or. Sur ce dépôt, 22 tonnes ont été cédées par la Banque au Fonds de Stabilisation des Changes pour lui permettre de rembourser le prêt et la Banque a reçu un bon du Trésor remboursable en or d'un montant de 2.951 millions en contrepartie. Le reliquat du dépôt, dégagé par le remboursement, est venu accroître le montant de l'encaisse-or.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)				Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %	
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts		Total
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1947 Moy. ann.	0,25	1,48	313,1	14,8	20,2	348,1	1.384,4	1.450,0	12,8	—	295,9	89,1	397,8	17,1
1948 Moy. ann.	0,25	1,23	340,8	15,0	24,2	380,0	1.253,7	1.312,5	14,0	10,8	304,6	92,7	422,0	14,3
1948 8 septembre	0,25	1,01	397,5	8,5	21,3	427,3	1.248,2	1.300,0	10,5	49,7	308,1	93,5	461,8	11,5
6 octobre	0,25	1,84	315,9	27,1	21,2	364,2	1.237,8	1.300,0	13,4	4,3	297,0	90,0	410,7	15,7
10 novembre	0,25	2,93	327,4	22,4	27,0	376,8	1.235,6	1.300,0	14,0	7,3	312,1	93,1	426,5	15,8
8 décembre	0,25	3,18	355,8	17,7	23,9	397,4	1.260,2	1.300,0	9,8	14,3	308,7	89,8	422,6	10,2
1949 5 janvier	0,25	4,03	374,9	22,0	22,2	419,1	1.272,3	1.300,0	27,0	3,1	308,7	93,2	432,0	7,2
9 février	0,25	3,84	310,5	28,5	28,1	367,1	1.230,2	1.300,0	14,8	25,9	290,2	85,8	422,7	17,5
9 mars	0,25	3,73	317,5	23,7	22,9	364,1	1.240,2	1.300,0	8,5	17,6	295,8	87,4	409,3	15,6
6 avril	0,25	3,97	337,4	18,3	22,6	378,3	1.260,8	1.300,0	14,5	6,7	291,0	91,8	404,0	10,7
4 mai	0,25	4,19	335,7	14,9	31,3	381,9	1.278,8	1.300,0	8,8	0,7	292,0	87,4	389,5	6,6
6 juin	0,25	4,07	390,2	22,9	21,9	405,0	1.280,1	1.300,0	8,0	29,9	287,4	85,9	411,2	5,9
8 juillet	0,25	4,43	316,6	22,7	21,6	360,9	1.284,6	1.350,0	9,3	21,2	291,9	90,4	412,8	17,0
10 août	0,25	4,84	345,4	11,1	28,3	384,8	1.302,8	1.350,0	10,1	32,4	288,7	87,5	418,7	12,5
7 septembre	0,25	5,16	301,5	7,5	22,9	331,9	1.272,5	1.350,0	9,9	9,7	284,5	92,2	396,3	20,9
5 octobre	0,36	5,49	339,5	25,5	22,7	387,7	1.264,5	1.300,0	11,5	16,3	291,6	91,9	411,3	10,1
9 novembre	0,36	5,72	406,5	15,9	28,2	450,6	1.260,4	1.300,0	8,9	54,7	299,7	115,1	478,4	9,6

Taux d'escompte (actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1939.
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.

(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

86

(millions de florins)

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Portefeuille sur l'Etranger	Correspondants à l'Etranger	Moyens de paiement à l'Etranger	Avances nantées en compte courant (y compris les prêts) sur titres, march. et warrants (1)	Cert. de Trésor remis par la Banque à l'Etat (accord du 28-2-1947)	Crédance comptable sur l'Etat (accord du 28-2-1947)	Crédances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires (2)	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs					Créditeurs en monnaies étrangères
										Anciennes émissions	Nouvelle émission	du Trésor		autres			
												ordinaire	spécial (4)	Avoirs des banques en Hollande (3)	Avoirs libes des banques d'émission étrangères et institutions similaires (4)	Avoirs libes (4)	
1947 Moyenn. ann.	545	—	888	135,9	6,8	157	2.086	1.500	147	2.781	892	19	59	630	40		
1948 Moyenn. ann.	490	1,8	302	126,-	5,5	161	1.866	1.500	119	2.980	675		60	585	26		
1948 7 septembre	455	—	304	156,6	5,8	148	1.800	1.500	117	3.004	527		42	620	22		
4 octobre ...	455	—	332	103,3	5,4	147	1.800	1.500	115	3.077	393		68	687	23		
8 novembre	451	—	338	128,5	5,9	142	1.800	1.500	113	3.047	324		80	784	20		
6 décembre	439	—	340	135,-	6,1	144	1.800	1.500	111	3.072	312		66	791	19		
1949 10 janvier ...	439	—	290	131,-	6,6	144	1.800	1.500	110	3.085	166	188	43	327	384	5	93
7 février ...	439	3,-	247	147,-	6,4	144	1.800	1.500	109	3.010	226	214	40	337	357	4	100
7 mars ...	439	—	178	149,7	6,2	160	1.800	1.500	108	3.019	191	250	33	345	319	4	103
4 avril ...	439	—	130	210,-	5,8	158	1.800	1.500	107	3.016	176	301	33	356	368	4	58
9 mai ...	439	—	136	167,8	4,8	145	1.800	1.500	80	2.985	93	293	45	366	463	4	59
7 juin ...	439	—	158	187,5	4,8	146	1.800	1.500	79	2.993	92	293	43	380	525	3	59
4 juillet ...	439	—	184	208,5	4,7	146	1.800	1.500	77	3.016	112	379	83	415	404	3	64
8 août ...	425	12,-	260	178,0	1,2	143	1.800	1.500	76	3.007	447	273	34	407	321	2	5
5 septembre	426	—	312	189,6	2,3	157	1.800	1.500	75	3.031	378	297	36	442	383	2	8
10 octobre ...	612	—	333	370,8	2,2	144	1.800	1.500	74	2.975	474	376	37	459	598	2	8
7 novembre	612	—	331	402,4	1,9	141	1.800	1.500	72	2.968	608	539	51	414	441	2	5

Taux d'escompte (actuel : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941. précédent : 3 % depuis le 29 août 1939.)

- (1) Avant le 3 janvier 1949, ce compte s'intitulait : « Avances sur nantissement de titres, marchandises et warrants ».
- (2) Cette rubrique, ainsi que le compte correspondant du passif « Avoirs libes des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires », traduit les opérations résultant d'accords monétaires qui prévoient des paiements réciproques en florins.
- (3) A partir du 3 janvier 1949, la rubrique « Avoirs bloqués des banques » a été remplacée partiellement par le compte « Avoirs des banques du pays », le surplus étant inclus dans les « Avoirs libes ».
- (4) A partir du 3 janvier 1949, deux nouveaux comptes ont été détachés des « Avoirs libes » : « Compte spécial du Trésor », qui enregistre la contrevaletur en florins des allocations de l'Accord de Coopération Economique, et « Avoirs libes des banques d'émission étrangères et d'institutions similaires » (voir remarque 9).

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse-or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1947 Moyenn. annuel.	5.130	113,4	51,9	59,7	16,8	3.950	1.198	101,87
1948 Moyenn. annuel.	5.661	135,7	131,6	59,5	16,8	4.176	1.307	105,86
1948 7 septembre...	5.628	150,7	75,8	47,8	10,6	4.205	1.241	106,11
7 octobre ...	5.753	169,9	94,2	40,7	10,4	4.256	1.341	105,81
6 novembre ...	5.755	195,9	80,1	50,8	12,1	4.262	1.361	105,82
7 décembre ...	5.804	214,1	97,8	47,2	9,2	4.310	1.394	106,51
1949 7 janvier ...	5.820	216,9	121,1	47,4	7,4	4.427	1.372	104,10
7 février ...	5.833	257,1	123,1	33,2	6,5	4.224	1.621	104,19
7 mars ...	5.849	280,7	119,1	31,3	7,6	4.234	1.652	104,15
7 avril ...	5.912	322,1	127,6	28,9	8,8	4.257	1.689	104,84
7 mai ...	5.992	377,4	119,8	28,5	7,2	4.231	1.831	105,09
7 juin ...	6.041	373,0	106,1	26,6	8,1	4.223	1.867	105,33
7 juillet ...	6.004	419,3	119,3	24,3	9,2	4.246	1.895	104,60
6 août ...	6.121	398,2	85,7	25,5	7,5	4.247	1.959	105,05
7 septembre ...	6.281	296,2	83,4	22,8	7,0	4.257	2.002	105,07
7 octobre ...	6.155	186,1	90,0	24,2	5,3	4.301	1.816	103,65
7 novembre ...	6.161	254,4	87,6	23,7	6,6	4.297	1.896	103,59

Taux d'escompte (actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936. précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.)

Federal Reserve Banks
(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1947 Moyenne annuel.	19.313	724	20.037	275	22.284	24.356	18.310	46,9
1948 Moyenne annuel.	21.624	635	22.259	291	21.586	23.966	20.399	50,2
1948 8 septembre ..	21.913	619	22.532	232	21.240	24.128	20.020	51,0
6 octobre	21.990	633	22.623	252	23.143	24.077	22.046	49,1
10 novembre	22.195	630	22.825	251	23.144	24.182	22.413	49,0
8 décembre	22.332	628	22.960	228	23.004	24.238	22.252	49,4
1949 5 janvier	22.345	631	22.976	297	22.919	24.088	22.493	49,3
9 février	22.418	623	23.041	357	22.350	23.559	22.203	50,4
9 mars	22.433	614	23.047	347	21.629	23.528	21.357	51,3
6 avril	22.466	609	23.075	303	21.597	23.423	21.531	51,3
4 mai	22.509	603	23.112	270	20.839	23.332	21.108	52,0
3 juin	22.569	589	23.158	258	19.694	23.339	19.494	54,1
6 juillet	22.666	588	23.254	254	19.343	23.498	19.140	54,5
10 août	22.757	568	23.325	291	18.606	23.289	18.672	55,6
7 septembre	22.842	551	23.393	246	17.413	23.411	17.423	57,3
5 octobre	22.797	548	23.345	254	17.961	23.308	18.071	56,4
9 novembre	22.716	549	23.265	244	17.706	23.321	17.780	56,6

Taux d'escompte { actuel : 1,50 % depuis le 13 août 1948.
précédent : 1,25 % depuis le 12 janvier 1948.

Sveriges Riksbank
(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Fonds placés à la dis- position de l'Office de la Dette nationale	Tous autres actifs	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
									des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1947 Moyenne annuelle.....	401	254	2.150	137	466	86	457	2.660	559	133	72	764	527	3.066	24,61	21,36
1948 Moyenne annuelle.....	195	123	2.921	110	365	—	629	2.834	645	130	87	862	645	3.196	11,22	9,95
1948 Septembre	178	113	2.983	100	361	—	805	2.884	616	25	83	724	932	3.200	10,07	9,08
Octobre	177	112	3.132	99	267	—	890	2.935	636	133	107	876	866	3.200	9,87	9,05
Novembre	178	113	3.115	128	331	—	887	2.924	721	172	83	976	851	3.200	9,93	9,07
Décembre	178	113	3.317	155	411	—	627	3.113	679	358	102	1.139	550	3.200	9,32	9,07
1949 Janvier	177	112	2.948	173	438	—	589	2.934	728	129	99	956	548	3.200	9,86	9,04
Février	177	112	3.149	149	419	—	566	2.952	693	269	67	1.029	500	3.200	9,78	9,02
Mars	176	112	2.973	132	391	—	591	2.953	641	93	67	801	621	3.200	9,74	8,99
Avril	176	111	3.228	95	372	—	518	3.019	563	222	80	865	616	3.200	9,50	8,96
Mai	157	100	3.066	83	432	—	496	2.906	572	147	83	802	626	3.200	8,84	8,03
Juin	157	99	3.240	83	499	—	507	2.996	748	90	91	930	659	3.200	8,54	8,00
Juillet	156	99	3.088	82	567	—	458	2.928	608	158	85	851	671	3.500	8,72	7,30
Août	156	99	3.204	82	646	—	443	2.950	563	311	89	943	700	3.500	8,54	7,27
Septembre	155	209	2.874	97	813	—	481	3.028	600	28	80	708	893	3.500	12,04	10,42
Octobre	155	209	2.925	104	872	—	496	3.089	566	145	101	812	864	3.500	11,76	10,38
Novembre	155	208	2.934	110	906	—	483	3.109	577	178	95	850	839	3.500	11,67	10,36

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.
précédent : 3 % depuis le 29 mai 1941.

(1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) Le contingent d'émission est fixé à l'encaisse métallique plus une couverture secondaire formée par certains postes d'actif. Dans le cas où cette couverture secondaire est supérieure au chiffre de l'encaisse-or augmentée de 350 millions, la couverture est constituée par le double de l'encaisse-or plus 350 millions. Ce montant est porté à 1.400 millions à partir de la situation de mars 1947 et à 2.500 millions à partir de la situation de juin 1947; à partir de la situation de juillet 1948, le droit d'émission maximum est fixé à 3.200 millions; ensuite à 3.500 millions, à partir de la situation du 30 juillet 1949 (loi n° 248 du 28 mai 1948). L'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 30 novembre 1949)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	14 juillet 1949	4, —	Hongrie	1 ^{er} novembre 1947	5, —
Autriche	10 juillet 1935	3,50	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Belgique	6 octobre 1949	3,25 (1)	Italie	9 avril 1949	4,50
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	15 janvier 1946	3,50	Pologne	1 ^{er} août 1947	6, —
Espagne	22 mars 1949	4, —	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	13 août 1948	1,50	Roumanie	25 mars 1948	5, — (2)
Finlande	1 ^{er} juillet 1949	5,75	Suède	9 février 1945	2,50
France	30 septembre 1948	3, —	Suisse	28 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	26 octobre 1939	2, —	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12, —	Turquie	1 ^{er} juillet 1938	4, —
Hollande	27 juin 1941	2,50	Yougoslavie	20 août 1948	1, — à 3, —

(1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

(2) Effets agricoles 3 p. c.

III — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

87

Situations en milliers de francs suisses-or

[unités de 0,29032258... grammes d'or fin (art. 5 des statuts)]

	31 août 1949		30 septembre 1949		31 octobre 1949			31 août 1949		30 septembre 1949		31 octobre 1949			
	ACTIF							PASSIF							
		%		%		%			%		%		%		
I. Or en lingots et monnayé.....	142.742	18,8	160.487	22,0	142.559	19,7	I. Capital :								
II. Encaisse.							Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune.....	500.000	125.000	16,4	500.000	125.000	17,1		
A la Banque et en compte courant dans d'autres Banques.....	45.864	6,0	49.789	6,8	29.705	4,1	Actions libérées de 25 %.....						500.000	125.000	17,3
III. Fonds à vue placés à intérêts...	3.836	0,5	3.385	0,5	3.462	0,5	II. Réserves :								
IV. Portefeuille réescomptable :							1. Fonds de Réserve Légale ...	6.527			6.527			6.527	
1. Effets de commerce et acceptations de Banque.....	10.698	1,4	10.727	1,5	11.579	1,6	2. Fonds de Réserve Générale ...	13.343			13.343			13.343	
2. Bons du Trésor.....	10.123	1,3	8.350	1,1	9.650	1,3			19,870	2,6	19.870	2,7	19.870	2,7	
V. Effets divers remobilisables sur demande :							III. Dépôts à court terme et à vue (or) :								
1. A 3 mois au maximum.....	11.660	1,5	13.582	1,9	17.901	2,5	1. A 3 mois au maximum.....	244	0,0	245	0,0	244	0,0		
2. De 3 à 6 mois.....	12.354	1,6	4.293	0,6	—	—	2. A vue.....	12.579	1,7	13.635	1,9	13.635	1,9		
3. De 6 à 9 mois.....	2.855	0,4	4.279	0,6	5.691	0,8			12,823		13.880		13.879		
4. De 9 à 12 mois.....	4.977	0,7	3.552	0,5	2.128	0,3	IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :								
5. A plus d'un an.....	362	0,1	354	0,0	355	0,0	1. Banques Centrales pour leur compte :								
VI. Fonds à terme et avances :							a) De 3 à 6 mois.....	17.689	2,3	8.098	1,1	2.290	0,3		
1. A 3 mois au maximum.....	11.660	1,5	13.582	1,9	17.901	2,5	b) A 3 mois au maximum ...	146.302	19,2	174.038	23,9	183.825	25,4		
2. De 3 à 6 mois.....	12.354	1,6	4.293	0,6	—	—	c) A vue.....	97.565	12,8	47.863	6,6	38.735	5,3		
3. De 6 à 9 mois.....	2.855	0,4	4.279	0,6	5.691	0,8	2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants :								
4. De 9 à 12 mois.....	4.977	0,7	3.552	0,5	2.128	0,3	A vue.....		565	0,1	566	0,1	566	0,1	
5. A plus d'un an.....	362	0,1	354	0,0	355	0,0	3. Autres déposants :								
VII. Effets et placements divers :							a) A 3 mois au maximum ...	231	0,0	231	0,0	230	0,0		
1. Bons du Trésor.							b) A vue.....	522	0,1	442	0,1	387	0,1		
a) A 3 mois au maximum ...	68.211	9,0	66.208	9,1	65.783	9,1	V. Divers		1.318	1,3	8.862	1,2	9.588	1,3	
b) De 3 à 6 mois.....	—	—	1.035	0,1	1.040	0,1	VI. Provision pour charges éventuelles		9.774						
c) De 6 à 9 mois.....	1.095	0,1	—	—	—	—									
2. Autres effets et placements divers :															
a) A 3 mois au maximum ...	43.611	5,7	35.385	4,8	50.641	7,0	Exécution des accords de La Haye de 1930 :								
b) A plus d'un an.....	4.620	0,6	4.623	0,6	4.576	0,6	Dépôts à long terme :								
VIII. Actifs divers							1. Dépôts des Gouvernements aréanciers au compte de Trust des Annuités.....	152.606			152.606		152.606		
Exécution des accords de La Haye de 1930 :							2. Dépôt du Gouvernement allemand.....	76.303			76.303		76.303		
Fonds placés en Allemagne :									228.909	30,1	228.909	31,4	228.909	31,6	
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiscountbank: effets de la Golddiscountbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus).....	221.019		221.019		221.019		Total passif								
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		76.181			760.699	100,0	729.208	100,0	724.728	100,0		
Total actif															

Note: L'or détenu en garde sous dossier pour le compte de Banques centrales et les fonds détenus pour le Service des Emprunts internationaux, dont la Banque des Règlements Internationaux est le mandataire-trustee ou l'agent fiscal, ne sont pas inclus dans ces situations.

TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHE DE L'ARGENT		LA PRODUCTION	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	I — Charbonnière et métallurgique	55
II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne	4	II — Industrie textile	56
LE MARCHE DES CHANGES ET DES METAUX PRÉCIEUX		III — Productions diverses	56
I — Cours des métaux précieux	9	IV — Énergie électrique	58
II — Cours officiels des changes	10	V — Gaz	59
LE MARCHE DES CAPITAUX		LA CONSOMMATION	
I — Cours comparés de quelques fonds publics	14	I — Indices des ventes à la consom- mation	65
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15	II — Consommation de tabac	66
III — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15	III — Abatages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
IV — Cours et rendements des principaux types d'obligations	16	LES TRANSPORTS	
V — Émissions de capitaux en Belgique et au Congo belge	17	I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges	70
Tableau rétrospectif		a) recettes et dépenses d'exploit- tation	
Détail des émissions : septembre 1949		b) wagons fournis à l'industrie	
Groupement par importance du capital		c) trafic : 1° trafic général	
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	2° grosses marchandises : A) ensemble du trafic	
VII — Opérations bancaires du Crédit Com- munal	19	B) service interne belge	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70
LES FINANCES PUBLIQUES		III — Les ports	71
I — Situation de la Dette publique	25	a) Anvers	
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Bel- gique	25	b) Gand	
III — Rendement des impôts	26	IV — Mouvement général de la navigation intérieure	72
LES REVENUS ET L'ÉPARGNE		LE COMMERCE EXTERIEUR	
I — Rendement des sociétés anonymes belges	30	Classification adoptée par la convention de Bruxelles	75
Dividendes et coupons d'obliga- tions mis en paiement : septembre 1949		LE CHOMAGE	
Tableau rétrospectif		I — Chômage complet et partiel	81
II — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	31	II — Répartition des chômeurs contrôlés par province	81
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne		III — Répartition des chômeurs inscrits par groupe de professions	81
b) Versements inscrits aux comp- tes des affiliés à la Caisse de Retraite		STATISTIQUES BANCAIRES	
III — Indice trimestriel des salaires	32	I — Belgique et Congo belge : Situations globales des banques belges	85
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		Banque Nationale de Belgique : Situations hebdomadaires	85
I — Chambres de compensation	35	Banque du Congo belge : Situations mensuelles	85
a) Mouvement du débit		II — Banques d'émission étrangères : Situations	86
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Banque de France	
II — Chèques postaux	36	Bank of England	
LES PRIX		Nederlandsche Bank	
a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45	Banque Nationale Suisse	
b) Indices des prix de gros à l'étranger ..	45	Federal Reserve Banks	
c) Indices des prix de détail en Belgique..	46	Sveriges Riksbank	
		Taux d'escompte	
		III — Banque des Règlements Internatio- naux, à Bâle	87